

La Lettonie à son tour

VOILA donc la Lettonie, à son tour, à l'indépendance. Après la Lituanie et l'Estonie, la troisième République baltique a franchi le Rubicon vendredi 4 mai. Elle s'est réaffirmée de facto une souveraineté qui, quoiqu'elle n'ait été reconnue qu'en 1920 à 1940, n'avait jamais perdue, à ses propres yeux, d'existence juridique. Si elle ont le même objectif - la restauration nationale pleine et entière - les trois Républiques baltiques ne poursuivent, chacune à sa manière, la même voie.

La Lituanie avait, le 11 mars, brutalement claqué la porte de l'Empire. Face au blocus énergétique imposé par Moscou, et qui la menaçait de mort lente, elle est revenue quelques pas en arrière, en acceptant de suspendre, pour un temps, les mesures votées par son Parlement. L'Estonie s'est engagée le 30 mars, avec plus de prudence et de discrétion, sur le chemin de l'indépendance. Les Lettons, quant à eux, ont jugé plus utile d'être prudents que discrets. Tout en assurant le dialogue dans la classe, ils ont multiplié les précautions envers le Kremlin.

ADOPTÉ à la quasi-unanimité des votants - ses adversaires ayant délibérément boycotté le scrutin - le rétablissement de l'indépendance est assorti d'une « période de transition », que les dirigeants lettons espèrent, bien sûr, la plus brève possible. Dans leur esprit, ce serait de permettre de négocier avec Moscou les modalités de la sécession, dans le cadre de la législation soviétique et tout en prenant au mot M. Gorbatchev, qui prétend accepter une « différenciation des liens fédéraux » existant aujourd'hui au sein de l'Union soviétique.

En conséquence, Riga propose l'ouverture immédiate de pourparlers avec Moscou. Autre geste à l'adresse du Kremlin : pendant la transition, les lois soviétiques, compatibles avec l'ancienne Constitution de 1922, restent en vigueur en « République de Lettonie ».

Les prudences lettones s'expliquent aisément. Le président du Parlement local, M. Gorbounov, et ses amis savent qu'ils jouissent d'une moindre marge de manœuvre que leurs voisins lituaniens pour une raison aussi simple qu'impérieuse : les Lettons de souche ne sont chez eux que légèrement majoritaires (52 %) aux côtés d'une forte minorité russophone, dont environ un tiers de Russes. Les exils massifs du passé, la russification par les immigrants et la présence d'un gros contingent de soldats soviétiques ont donné à la Lettonie cette configuration démographique particulière.

La Lettonie se montre d'autant plus apaisante envers Moscou qu'elle a tiré les leçons de l'épave lituanien. Sans illusions sur une éventuelle aide extérieure, elle sait que l'Occident n'est pas plus prêt à « mourir pour Riga » que pour Vilnius. Cela ne l'empêche pas, tout en maintenant le dialogue avec Moscou, de vouloir défendre sa cause auprès des démocraties. Ainsi rappelle-t-on à Riga que le sort des pays baltes est une « question internationale » sur laquelle l'Europe tout entière a son mot à dire. Il n'empêche : face à l'intransigeance soviétique, réaffirmée vendredi par M. Iakovlev, l'homme en charge du dossier balte, les trois Républiques devront compter avant tout sur elles-mêmes. Voilà pourquoi elles ont choisi de se serrer les coudes.

Lire nos informations page 3

M 0146 - 507 0 - 6,00 F



L'avenir de l'Afrique du Sud

L'ANC est prête à renoncer à la lutte armée

Le gouvernement sud-africain et le Congrès national africain (ANC), qui ont conclu, vendredi 4 mai au Cap, une première série de conversations exploratoires, ont identifié les obstacles à l'ouverture de vraies négociations pour la préparation desquelles un groupe de travail a été créé. Selon un communiqué commun, les deux parties se sont engagées à « lutter contre la violence et l'intimidation d'où qu'elles viennent ».

LE CAP

de notre correspondant

La glace est rompue entre le gouvernement et le Conseil national africain (ANC). Trois jours de discussions directes sont apparemment venus à bout de plusieurs décennies de mépris et de haine. Dans un communiqué commun diffusé, vendredi 4 mai, à la fin de ces premiers entretiens, les deux parties ont annoncé leur engagement à « lutter contre la violence et l'intimidation, d'où qu'elles viennent ».

Un groupe de travail qui devra remettre ses conclusions d'ici au 21 mai a été chargé d'élaborer des recommandations sur « la définition du rôle politique », d'étudier « les mécanismes de libération »

envisageables pour les prisonniers politiques » et la question de « l'immunité en matière de délits politiques ». Une « immunité temporaire » sera accordée aux membres du comité national exécutif (NEC) de l'ANC résidant à l'étranger afin de leur permettre de rentrer en Afrique du Sud, d'y exercer des activités politiques et de prendre part aux négociations.

Le gouvernement s'engage également à « revoir la législation sur la sécurité » et à permettre des activités politiques « normales et libres ». Le gouvernement réitère ses promesses de travailler à la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis bientôt quatre ans, indique le communiqué.

FRÉDÉRIC FRITSCHER
Lire la suite page 4

La Roumanie avant les élections

M. Ion Iliescu accepte de rencontrer l'opposition

A deux semaines des élections, les dirigeants roumains paraissent vouloir changer d'attitude à l'égard des contestataires. Selon Radio Bucarest, des pourparlers entre le président Ion Iliescu et l'opposition regroupée au sein de l'« Alliance nationale pour la proclamation de Timisoara » devraient s'ouvrir mardi 8 mai. Les discussions porteront sur le scrutin du 20 mai et sur la démocratisation.

Voyage au pays des « frontistes »

OLTENITA

de notre envoyé spécial

Ce n'est même pas à 50 kilomètres de Bucarest, mais des années-lumière semblent séparer les chantiers navals d'Oltenita de la capitale. Environ 30 000 ouvriers y travaillent. Les installations ont - aux dires même du directeur - « facilement vingt ans de retard ».

Sur le Danube, quelques navires sont en construction. Deux sont destinés à être exportés vers l'URSS, un autre vers l'Australie. C'est ici que furent construits les bateaux de Nicolae Ceausescu : un

pour la mer Noire, deux pour le Danube, deux pour les lacs ! Fierté du directeur : le Mercure d'or international, récompense gagnée à Moscou en 1980.

Ici, comme apparemment dans la plupart des grandes entreprises roumaines, les cadres semblent décidés à voter pour l'un des candidats de l'opposition aux élections du 20 mai, mais les ouvriers « en tiennent » tous ou presque pour M. Ion Iliescu, le président intérieur, et le Front de Salut national, qui assurent l'essentiel du pouvoir depuis la chute du dictateur.

JOSÉ-ALAIN FRALON
Lire la suite page 3

Sommet franco-britannique

M. Thatcher et M. Mitterrand ont décidé de renforcer leur coopération en matière de défense

page 4

Jean-Paul II au Mexique

Le pape souhaite une détente des relations avec l'Etat mexicain

page 6

Greffes de neurones

Une expérimentation de chercheurs français sur un singe

page 9

Football : l'argent des clubs

Polémique à Strasbourg et à Bordeaux

page 10

« Grand jury RTL-le Monde »

Marc Blondel, secrétaire général de FO, invité dimanche à 18 h 30.

page 18

Le sommaire complet se trouve page 18

Levée de deuil à Ouvéa

Un an après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné l'île n'est pas guérie, mais convalescente

M. Jacques Laffleur, député (RPR) de la Nouvelle-Calédonie, signataire des accords de Matignon avec le FLNKS, a été reçu le 4 mai par M. Michel Rocard. Il a rendu hommage à Jean-Marie Tjibaou, assassiné il y a un an, et qui, a-t-il dit, lui « manque ».

OUVÉA

de notre envoyé spécial

Le matin, le pasteur Tom a sillonné le district de Fayoué à bord de sa camionnette bâchée pour livrer du matériel de bureau

à la mairie, puis au presbytère catholique. L'après-midi, il a emmené sa classe du collège d'Ebenéza au bord du lagon hui-leux, le temps de glisser sous pellicule l'incandescence beauté des rivières de l'île. Les écoliers offrent la cassette vidéo aux familles australiennes qui les recevront en juin prochain à Canbera.

Bien sûr, le pasteur Tom n'avouera jamais qu'il est l'un des artisans les plus infatigables du néo-Ouvéa. Avec son sourire angélique et ses yeux grand écarquillés, prêts à s'émouvoir du premier souffle d'air ou de la rumeur du récif, on le dirait tout entier contemplatif. Pourtant, il fallait le voir l'an dernier décréter la mobilisation générale con-

tre le mystérieux mal qui commençait à gangrèner l'île.

Hébété de douleur après la sanglante opération Victor (1), puis scellé de honte après le double assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, Ouvéa était comme à la dérive, corps inerte et déréglé à la fois. Les noix de coco tombaient sur le bord de la route sans que personne ne les ramasse. Au sein des familles déchirées, la loi du soupçon s'était substituée à celle de la coutume. Les guerriers enterrés, les petits vœux sortaient de l'ombre. Ici un viol collectif, là la mise à sac des écoles.

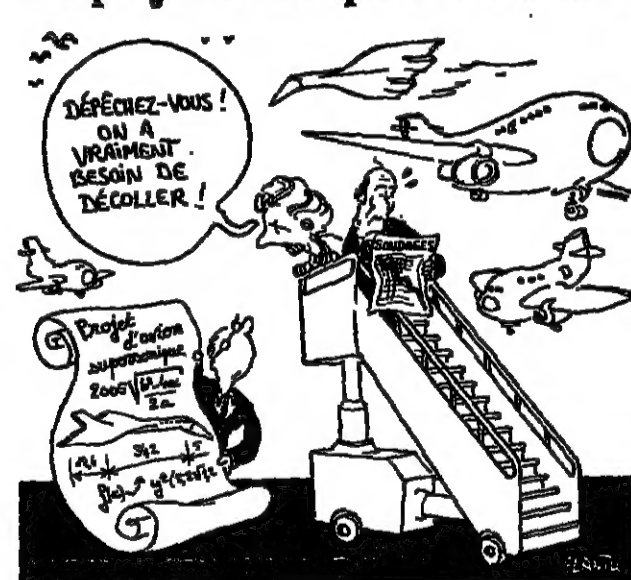
FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 8

(1) 21 morts, le 3 mai 1988, lors de l'assaut contre la grotte de Gossuin.

Vers un accord entre la France et la Grande-Bretagne

Un projet de « super-Concorde »



Lire nos informations page 15

Le Brecht de la fête

« Maître Puntilla et son valet Matti » à l'affiche du Théâtre de la Criée à Marseille
Défense et illustration de l'auteur par le metteur en scène

par Marcel Maréchal

Il y a eu déjà dans ma vie deux rendez-vous avec Brecht : en 1972, Maître Puntilla et son valet Matti et, en 1982, la Vie de Galilée, deux spectacles que nous avons présentés à Lyon, Marseille et Nanterre. Me voici à la veille d'un nouveau rendez-vous, né d'un désir profond, amoureux, fraternel, qui ne doit rien aux circonstances.

J'ai une véritable intuition sympathique pour Brecht. Si je reviens à lui aujourd'hui, ce n'est ni par esprit partisan, ni par conformisme, ni pour rendre une visite obligée à un père malade. Mais moi qui me suis toujours tenu à l'écart des idéologies et des chapelles, à l'opposé de tout esprit matérialiste, je vois qu'il y a chez Brecht quelque chose d'essentiel,

d'insurpassable, qui a bouleversé ma vie. En lui, il y a Rimbaud, il y a Goethe, deux poètes qui sont pour moi des frères. C'est ce Brecht-là que je piste depuis des années.

Dans notre temps où s'effondre le communisme, ou plutôt le « capitalisme d'Etat », comme dirait Palante, ce philosophe qui a inspiré Louis Guilloux pour *Cri-pure*, dans cette période chaotique où les intellectuels, les philosophes, déboussolés, se replient sur eux-mêmes ou s'hypermédiatisent de façon bouffonne, je dis que le destin et l'œuvre de Brecht sont exemplaires.

Pourtant, si l'on parle du verbe, de la croyance, peut-être même de la manière de concevoir le monde, je me sens plus proche de Claudel. De l'œuvre de Claudel, Brecht, lui, m'inspire autant par sa vie que

par son œuvre, une vie remarquablement menée jusque dans ses absences, ses silences, qui ne furent jamais des trahisons...

A l'heure où l'Allemagne se réunit, où certains ont tendance à rayer d'un trait le passé, il ne faut pas oublier que Brecht, à son retour d'exil, a choisi de fonder son théâtre, le Berliner Ensemble - toujours exemplaire, tant par son esthétique, bien moins vieillie qu'on ne le dit, que par son rapport au public et aux acteurs -, dans l'Allemagne qui voulait être « l'autre ». Bien sûr, le rêve s'est écroulé, cela n'enlève rien au courage de ceux qui y ont cru, qui ont voulu le réaliser.

La dramaturgie contemporaine est trop souvent celle de l'abjection, de la mort, du déchet, de la dévotion.

Lire la suite page 11

QUE FAIRE ?
LES GRANDES INTERROGATIONS DU MONDE
Thierry de Montbrial

20 ans d'analyses et de réflexion
en vente dans toutes les librairies.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 12 PTA ; France, 175 FTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 15 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 378 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (toronto), 2 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-32-30

Tel FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES
PAYS

3 mois 365 F 390 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné
de votre règlement

à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL

3615 LEMONDE
code d'accès 430

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :

Tél : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires :
nos abonnés sont invités à formuler
leurs demandes deux semaines avant
leur départ, en indiquant leur numéro
d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
sous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MCM01

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Ancien directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Administrateur général :
Bernard Woutas

Directeur de la rédaction :
Daniel Verdet

Rédacteurs en chef :
Bruno Freppet,
Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : (1) 40-65-26-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a quarante ans

La naissance de la Communauté européenne

CETTE deuxième semaine de mai 1950, le rituel conseil des ministres du mercredi a été avancé d'un jour. Il a lieu le mardi 9 mai au matin afin que le ministre des affaires étrangères, Robert Schuman, puisse partir à Londres dans la soirée, muni d'instructions pour une rencontre des trois alliés occidentaux. Cette rencontre prévue depuis longtemps doit arrêter la position commune de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis sur l'Allemagne.

Cinq ans après la fin de la guerre, il est temps que les vainqueurs se mettent d'accord sur le statut d'un vaincu qui devient très encombrant. Économiquement et politiquement, la toute jeune République fédérale s'est redressée plus fort et plus vite qu'on ne l'eût souhaité, à Paris du moins. Aussi les propositions que le ministre français va apporter à ses deux collègues, l'Anglais Ernest Bevin et l'Américain Dean Acheson, sont-elles attendues avec impatience.

Robert Schuman sait que la France a trop longtemps tergiversé. Elle s'accroche à des plans de contrôle permanent, elle a rêvé d'annexer la Sarre. Si elle n'offre rien de clair et de constructif, pense-t-il, le front des ex-alliés occidentaux va éclater, et l'Allemagne jouera de leurs divisions pour récupérer sa totale souveraineté, et, pourquoi pas, une armée nationale.

L'homme d'Etat lorrain que les vicissitudes de l'Histoire ont imprégné d'une double culture, qui a connu deux citoyennetés successives, qui a été victime des nazis mais est resté ouvert à l'amitié allemande, se sent une vocation, que personne ne lui conteste d'ailleurs au gouvernement, à mener à bien la nécessaire et inimaginable réconciliation franco-allemande. C'est un personnage secret, qui vit en solitaire, et que son autorité mondiale, son existence exemplaire plaçant au-dessus des partis, il a été président du conseil, ministre des finances respecté.

Dépourvu de dons spectaculaires, et sans ambition apparente, il aura fait carrière honorable. Mais peut-être, aujourd'hui, va-t-il en plus gagner un destin. Il n'est pas loin de le penser au moment où il présente son projet au conseil. Ce projet est si audacieux qu'il faut le découvrir prudemment, et si urgent qu'on n'a plus le temps de le discuter. Alors, il en expose les grandes lignes de sa voix la plus assurée avec son accent le plus embarrassé.

On apprend qu'il s'agit de placer le charbon et l'acier français et allemands sous une autorité commune indépendante des gouvernements des deux pays : ainsi deviendrait sans objet la rivalité franco-allemande, impensable une nouvelle guerre et possible l'union de l'Europe. L'organisation serait ouverte aux autres pays. M. Schuman ajoute que la proposition devait être déjà, au moment où il parle, entre les mains du chancelier Adenauer. Le président de la République, Vincent Auriol, fait figure d'arbitre surpris, mais il laisse se dérouler la partie.

Un complot légal

Georges Bidault, président du conseil, rival de Robert Schuman au MRP, s'élève contre cette proposition trop généreuse faite à l'Allemagne qui ne saurait selon lui être traitée sur un pied d'égalité. C'est alors que Robert Schuman est informé par son directeur de cabinet, Bernard Clappier, qu'Adenauer vient à l'instant d'accepter la proposition française. La partie est gagnée, personne ne voit plus d'objection à ce que l'affaire soit rendue publique dans l'après-midi.

Plus tard, on saura comment un émissaire de Robert Schuman, membre de son cabinet, parti secrètement à Bonn la veille au soir, s'est présenté le matin à la chancellerie avec une lettre personnelle du ministre. Konrad Adenauer a reçu l'émissaire et l'a chargé de transmettre à Paris son acceptation immédiate. C'est cette réponse qui a été téléphonée à Bernard Clappier. L'homme secret est reparti sans avoir éveillé l'attention des services français en Allemagne.

De toute évidence, on vient d'assister à un complot légal réussi. Son déroulement est bien connu aujourd'hui. A l'origine de l'affaire, un homme optimiste en apparence, mais qui, de son côté, observe lui aussi

anxieusement la situation internationale. A son poste de commandement du Plan de modernisation et d'équipement de la France, il est le mieux placé pour voir que son pays a atteint ses objectifs de développement et qu'il va entrer dans l'ère de la compétition extérieure, en premier lieu avec sa voisine, l'Allemagne. Celle-ci, dont le relèvement est foudroyant, va faire voler en éclats les contrôles de ses vainqueurs sur son économie. L'essor de sa sidérurgie, notamment, va étouffer la nôtre. Mais ce n'est à ses yeux qu'un aspect du problème.

La position de l'Allemagne vaincue et sous tutelle est paradoxalement déterminante pour l'équilibre mondial. Dans la guerre froide qui met aux prises les États-Unis et l'URSS, toutes deux maintenant détentrices de la bombe atomique, elle est un enjeu majeur. Enjeu encore passif, mais qui sera bientôt actif. A la phase des contrôles auto-

est la première phase de la guerre véritable. En fait, nous sommes déjà en guerre ». Rarement, dans sa longue carrière, Jean Monnet a été aussi pessimiste, rarement il va être aussi inventif.

Prendre de vitesse les opposants

« Il faut changer le cours des événements. Pour cela il faut changer l'esprit des hommes par une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire ». Cette action, Jean Monnet va la mettre en œuvre à partir du 14 avril, jour où le hasard fait passer par son bureau de la rue de Martignac un grand juriste, le professeur Paul Reuter, un homme des frontières comme Robert Schuman dont il partage les inquiétudes. De leur entretien

Un combinat charbonnier et sidérurgique, on en parlait depuis longtemps. Une union économique, une fédération politique, c'était le rêve des sages toujours à venir. Il va donc falloir dramatiser l'affaire après l'avoir dissimulée, la rendre irréversible et prendre de vitesse les opposants probables - tous ceux dont elle dérangera les intérêts et les habitudes.

A cet effet, les journalistes français et étrangers sont convoqués d'urgence pour une conférence de presse extraordinaire. Ils se retrouvent à dix-sept heures dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay. Ils y ont été devancés de peu par les ambassadeurs des pays d'Europe occidentale, que le ministre et Bernard Clappier reçoivent un à un pour qu'ils informât leurs gouvernements un instant au moins avant que les dépêches d'agences ne soient tombées dans toutes les capitales. Le procédé est sans précédent. Il



rituels va succéder celle de la séduction. L'Est et l'Ouest vont chercher à attirer cette force renaissante dans leur camp respectif.

La nouvelle République fédérale, six mois seulement après sa création, est en passe de retrouver la maîtrise de son destin, tant son chancelier y travaille magistralement. Mais de quel côté penchera ce destin ? Des signaux très intéressants parviennent de Bonn précisément au début de ce printemps 1950. S'ils n'ont qu'un faible écho en France, puisque, en principe, l'Allemagne n'a pas de voix dans le concert diplomatique, Jean Monnet y reconnaît des sons familiers. Que vient de dire Adenauer dans une interview à un journal américain ? « Incontestablement, si Français et Allemands s'asseyaient un jour autour de la même table dans un même édifice, pour travailler ensemble et assumer des responsabilités communes, un grand pas en avant serait fait. Les conséquences psychologiques en seraient si vastes qu'il est difficile de les estimer... » C'est là, presque mot pour mot ce que Jean Monnet vient d'écrire dans une note de réflexion encore secrète.

Cette note est d'abord le dramatique tableau d'une crise internationale quasi explosive. Ce que l'on a complètement oublié.

Aujourd'hui, « la guerre froide, dont l'objectif essentiel est de faire céder l'adversaire

fusion des solutions imaginatives qui vont apparaître dans une série de projets dont le dernier, le septième, porte la date du 26 avril.

Au cours de ces douze jours vont apparaître les phrases clefs de la déclaration qui sera rendue publique le 9 mai : « Haute autorité... fusion d'intérêts... communauté économique... fermement d'une communauté plus large et plus profonde... » etc. A cette création fulgurante, un troisième homme, Etienne Hirsch, le plus ancien collaborateur de Jean Monnet, a apporté sa part. Le secret est total. Reste à faire monter le projet au grand jour sans qu'il soit aussitôt écarté.

Le vendredi 28 avril entre inopinément dans le complot un personnage qui depuis longtemps assurait une liaison efficace entre le cabinet de Robert Schuman et le commissaire au Plan : Bernard Clappier. Il passait voir Jean Monnet, il sort bientôt de chez lui avec la bombe dans la poche. Convaincu d'embûche, il la porte à son ministre qui part pour sa thébaïde lorraine. « Lisez cela, c'est formidable. » Quand Robert Schuman revient le lundi 1^{er} mai, il dit seulement : « J'ai lu, je marche. »

Comment le secret fut-il gardé entre une demi-douzaine d'hommes jusqu'au dernier moment, c'est sans doute qu'on ne l'attendait pas du côté d'où il vint et que, l'eût-on deviné, personne n'en eût mesuré la portée.

laissera des traces durables dans les milieux diplomatiques, dans les administrations et chez les industriels. On s'aperçoit que personne n'a été consulté et que le temps des marchandages est déjà passé.

La Communauté du charbon et de l'acier est essentiellement politique. « La France a agi », annonce Robert Schuman devant cent journalistes. « Les conséquences de son acte peuvent être immenses... L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble, mais par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. » Vient alors la phrase qui ouvre les portes de l'Histoire : « Cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix. » Un journaliste demande au ministre : « Alors, c'est un saut dans l'inconnu ? » « Oui, Monsieur, répond l'homme tranquille, un saut dans l'inconnu. »

Réduire la part de l'inconnu aux dimensions du possible et faire qu'elle devienne le nécessaire, cela va être à nouveau le travail de Jean Monnet, l'homme discret que les journalistes découvrent parmi eux dans la salle.

L'aventure de la CECA commence : le soir du 9 mai, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg se joignent à la France et l'Allemagne. L'Europe des Six était née.

FRANÇOIS FONTAINE

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MARC
BLONDEL
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FORCE OUVRIÈRE

animé par
Jean-Pierre
DEFRAIN

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Michel NOBLECOURT (Le Monde)
Janine PERRIMOND
et Catherine MANGIN (RTL)

ÉTRANGER

ITALIE : les élections administratives

Vote sur fond de meurtres mafieux et de résurgence xénophobe

Quinze « parlements » régionaux, six mille sept cents conseillers communaux et quatre-vingt-sept conseils de provinces à renouveler. Quarante-cinq millions d'électeurs italiens sont appelés aux urnes, dimanche 6 et lundi 7 mai, pour les élections administratives. Les listes électorales se comptent par centaines de milliers. Dix d'entre elles, dans le sud de l'Italie, ont été assassinées au cours des dernières semaines.

ROME

de notre correspondant

Climat de Far West au sud, multiplication des listes xénophobes au nord. Les partis traditionnels italiens ont bien essayé de donner à la consultation de ce week-end une dimension politique nationale, l'opinion transalpine s'inquiète moins des redoutables socialistes ou démocrates-chrétiens quant à l'avenir immédiat du pays, mais de la résurgence de la République entre le nord et le sud de la péninsule.

Il s'appelle Antonio Stelzner, il avait trente-deux ans et il était candidat au conseil communal de Brancaccio, un piteux village de la région la plus « militante » d'Italie. Jeudi matin 3 mai, il a été abattu de trois coups de fusil de chasse. Trois jours plus tard, près de Naples, c'est un entrepreneur local, Vincenzo Agnello, candidat sur les listes social-démocrates, qui avait été tué d'une balle dans le cou. Dix candidats assassinés et deux autres gravement blessés en moins de trois mois dans les seules régions méridionales de Calabre et de Campanie. Motif ? Allez

savoir... Certaines des victimes avaient adopté des positions anti-mafieuses publiques, d'autres étaient virtuellement des inconnus et certains, comme Stelzner, appartenaient notoirement à des clans plus ou moins liés à la Camorra ou à la N'Drangheta, versions napolitaines et calabraises de la Cosa Nostra sicilienne. Finalement, les rapports « transversaux » qui existaient n'avaient pas empêché le Mezzogiorno d'être le théâtre d'une foire d'empoigne pour le contrôle des ressources (venues de la capitale), travaux publics, adjudications, concessions industrielles et licences commerciales passent directement entre

les mains des communes (...). La Mafia industrielle ne tolère plus les intermédiaires.

Les ligues

Apparemment plus émus par la mort de candidats électoraux que par celle des centaines de victimes « civiles » tuées chaque année par les mafias dans ce sud, un certain nombre de politiciens, en tête desquels les communistes, réclament maintenant la démission du ministre (démocrate-chrétien) de l'Intérieur. Personnalité controversée s'il en est, M. Antonio Gava, résiste, évoque un « complot électoral » contre sa personne et il est soutenu par l'ensemble de son parti. Mais peu importe, au fond, le sort d'un ministre. La crise en cours, chacun le sait en Italie, est plus profonde que les précédentes et elle rejette sur l'ensemble des partis de gouvernement.

Plus que les communistes, engagés dans un processus de renouvellement réformiste sans précédent et dont on attend avec intérêt les scores, ce sont sans doute les ligues

qui sont le plus à même de profiter de l'actuelle crise de confiance envers la partitocratie traditionnelle.

Antimafieuses, xénophobes, tribales même, les ligues de Lombardie, du Piémont, de Vénétie, de Ligurie, de Toscane, d'Emilie Romagne, se sont regroupées il y a quelques semaines en une grande Ligue du Nord afin de soutenir le maximum de voix aux élections régionales, et d'abord à la démocratie chrétienne. Les sondages lui prédisent entre 8 % et 10 % des votes, c'est-à-dire au moins autant que les Verts. C'est la grande nouveauté du panorama électoral italien. Cent trente années après l'unification de la péninsule, l'irruption sur la scène politique de « l'Italie des petites patries » semble bizarrement prendre tout le monde de court. On n'a pourtant jamais cessé, sur les stades ou sur les murs des grandes villes du nord de dénoncer les « terroristes », les « péquignons » du Mezzogiorno.

Aujourd'hui, toutefois, la guerre des clochers est dépassée, et les revendications des ligues vont plus loin que jamais. Défenseurs acharnés des identités régionales et des particularismes locaux, la plupart des militants s'expriment volontiers en dialectes — les disciples lombards ou toscans de la Ligue du Nord dénoncent le « colonialisme romain sur la République et l'hégémonie méridionale sur le gouvernement ». Ils font remarquer que près d'un tiers des ministres en place sont originaires du Sud, alors

que des régions entières du Nord sont absentes du « palazzo ». Bref, ils réclament carrément la mise en place d'un Etat fédéral sur le modèle allemand ou américain, seule alternative selon eux à la marginalisation croissante de « l'Italie qui marche » des instances décisionnelles.

Oubliant, volontiers, que leurs riches régions industrielles et agricoles n'auraient jamais connu le développement qui fut le leur sans les bras bronzés et bon marché des « terroristes » du sud, ils mélangent à la fois bonnes questions et mauvaises réponses, vrais et faux procès. Les couplets vaguement racistes sur le thème de « la culture méridionale faite de fourberie, de corruption, d'arrogance et de violence » (M. Emma Bassani de la Ligue Lombardie) rencontrent peu d'écho.

Mais, lorsque les mêmes soulignent à l'envi que le gouvernement central déverse depuis quarante ans des dizaines de milliers de milliards de lires sur le Mezzogiorno, sans autre résultat apparent que l'enrichissement des clans mafieux, ils frappent juste. Enfin, quand ils dénoncent l'état lamentable des services publics alors qu'il suffirait d'un peu de courage et de volonté publique pour améliorer la situation, ils ont d'autant mieux entendu que chacun est de cet avis. Y compris au Sud.

PATRICE CLAUDE

Après avoir restauré l'indépendance

Le Parlement letton propose des négociations immédiates à Moscou

Le Parlement letton a adopté vendredi 4 mai à Riga une déclaration restaurant l'indépendance de la Lettonie au terme d'une journée de débats marqués par des manœuvres dilatoires de l'opposition anti-indépendantiste. La déclaration d'indépendance, assortie d'une « période de transition », a été adoptée officiellement par 133 voix pour et une abstention. Selon des chiffres non annoncés officiellement, 57 députés ont boycotté le vote. La majorité des deux tiers du Soviet suprême letton nécessaire pour l'adoption de cette déclaration était de 132 députés.

Selon la déclaration, la « République soviétique de Lettonie (1920-1940) n'a jamais cessé d'exister de jure et est aujourd'hui rétablie de facto ». La Lettonie est une petite République de 2,6 millions d'habitants, devenue ainsi le troisième Etat balte à se proclamer indépendant après la Lituanie le 11 mars et l'Estonie le 30 mars. Les trois Républiques baltes avaient été annexées par l'URSS en juillet 1940, à la suite du pacte germano-soviétique d'août 1939. Elles avaient été indépendantes de 1920 à 1940.

Pendant la période de transition, la Constitution de la République socialiste soviétique de Lettonie — qui devient « République de Lettonie » — restera en vigueur dans toutes les dispositions qui ne contredisent pas quatre articles de l'ancienne Constitution de 1922 de la Lettonie indépendante qui s'appliquent immédiatement.

Le Parlement letton propose

d'engager immédiatement des négociations avec Moscou sous la responsabilité d'une « commission gouvernementale ». Il s'engage aussi à « garantir à tous les citoyens de Lettonie et d'autres gouvernements résidents de façon stable sur le territoire letton tous les droits sociaux, économiques et culturels, ainsi que les libertés politiques, en accord avec les normes internationales reconnues des droits de l'homme ».

Les députés ont fini par adopter le texte initial de la déclaration d'indépendance qui leur était proposé. Mais le groupe Interfront, favorable au maintien au sein de l'Union soviétique, a fait prolonger les débats par de nombreuses interventions. Le leader du mouvement pro-soviétique M. Anatoli Aleksev, a, en particulier, pris la parole une dizaine de fois pour réclamer notamment la tenue d'un référendum sur la question, arguant que les indépendantistes ne recueilleraient pas la majorité.

Le président du Parlement, M. Anatoli Gorbounov, lassé d'une nouvelle demande d'intervention du leader d'Interfront, lui a refusé la parole. M. Aleksev a alors quitté la salle en signe de protestation.

Environ trois mille personnes ont accueilli la déclaration d'indépendance en sablant le champagne devant le Soviet suprême. A Moscou, la télévision a annoncé l'événement en le jugeant « anticonstitutionnel ». — (AFP, Reuters)

POLOGNE

Nouvelle direction de Solidarité

La commission nationale de Solidarité, élue au récent congrès de l'organisation, a choisi vendredi 4 mai à Gdansk deux vice-présidents nationaux et constitué son organe exécutif, le présidium, composé de huit membres.

M. Lech Kaczynski (quarante et un ans), « bras droit » de Lech Walesa, ainsi que Stefan Jurczak (cinquante-deux ans), président du syndicat à Cracovie, ont été nommés vice-présidents. Quatre chefs des plus grandes sections régionales du syndicat sont entrés au présidium : Bogdan Borusewicz (Gdansk), Michal Boni (Varsovie), Alojzy Pietrzyk (Haute-Silésie) et Wladyslaw Frasyniuk (Basse-Silésie). Font en outre partie de cet organe exécutif : Bogdan Lis (responsable de la politique étrangère du syndicat), Wojciech Arkuszewski (questions économiques), Marian Krzakiewicz (problèmes professionnels) et Janusz Palubicki (finances). — (AFP)

JOSÉ-ALAIN FRALON

GRÈCE : M. Caramanlis, nouveau président de la République

Le retour du « de Gaulle grec »

Par 153 voix sur 300, les députés grecs ont élu, vendredi 4 mai, M. Constantin Caramanlis président de la République. Il succède à M. Christos Sartzetakis.

ATHÈNES

de notre correspondant

Constantin Caramanlis est l'un des hommes d'Etat grecs les plus importants de ce siècle. A quatre-vingt-trois ans, il a décidé de revenir aux affaires pour redorer le blason de son pays sérieusement écorné par une série de scandales, de crises politiques et une situation économique chaotique.

Grand et droit, fier et renfermé, ce fils d'industriel est né le 8 mars 1907 dans le petit village de Protos près de Serres en Macédoine. Après des études de droit, il devient en 1935 député du Parti populaire à Serres. Il sera réélu douze fois député au cours d'une carrière politique hors du commun.

A trente-neuf ans, il devient ministre des travaux publics, il occupera ensuite dans divers cabinets de droite les portefeuilles des transports, de la prévoyance sociale, de la défense nationale. Sa réussite pousse le roi Paul à le nommer premier ministre le 6 octobre 1955. Il le restera pendant huit ans. Il fonde en 1958 l'Union nationale radicale (Ere) qui dominera la scène politique intérieure durant toute cette période.

Après des démêlés avec le palais et la reine Frédérique, il s'exile volontairement en décembre 1963 à Paris où il restera onze ans. A la chute du régime des colonels (1967-1974), il est l'homme du recours et revient triomphalement à Athènes le 24 juillet 1974 pour prendre la tête d'un gouvernement d'union nationale.

Sa traversée du désert l'a

mûri, il s'est départi de son image de droite et entreprend d'une main de maître la restauration de la démocratie. En moins d'un an, il tranche la « question du régime » en instaurant par référendum la République et fait de la Grèce la dixième membre de la Communauté européenne « pour échapper à la fatalité des interventions étrangères ».

Partisan de l'alternance, il assure à la tête de l'Etat la transmission du pouvoir aux socialistes du PASOK en octobre 1981. Sa conduite et ses relations avec le chef du gouvernement socialiste Andreas Papandréou sont exemplaires.

Mais, en 1985, il se retire une nouvelle fois de la vie politique, le PASOK ayant refusé de le soutenir pour un second mandat. Aigri, il s'enferme dans le silence de sa résidence de Politia au nord d'Athènes.

L'année dernière, alors que la Grèce s'engluait dans la boue des scandales politico-financiers qui conduiront à la chute des socialistes, M. Caramanlis compare son pays à un « immense asile de fous ». Après la victoire de la Nouvelle Démocratie aux législatives du 8 avril, il accepte la proposition du nouveau premier ministre, Constantinos Mitsotakis, de se présenter à l'élection présidentielle, offrant son prestige, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Grèce, pour garantir le redressement national et l'alternance politique.

DIDIER KUNZ

TURQUIE

Libération de deux dirigeants communistes emprisonnés depuis 1987

ISTANBUL
correspondance

Le juge du tribunal d'Ankara a annoncé, vendredi 4 mai, la libération de Haydar Kutlu et de Nihat Sargin, les dirigeants du Parti communiste turc unifié emprisonnés depuis leur retour en Turquie en novembre 1987, après huit ans d'exil en Europe. Les deux hommes, arrêtés à l'aéroport d'Ankara à leur descente d'avion, étaient accusés de nombreux délits d'opinion et encouraient une peine totale de plus de mille ans de prison. Tous deux avaient récemment entrepris une grève de la faim, abandonnée après vingt jours, pour protester contre leur emprisonnement sans jugement et demander l'annulation des articles 141 et 142 du code pénal qui limitent la liberté d'expression et interdisent le communisme.

La libération des deux militants est pour certains observateurs un

signe que la Turquie a finalement réagi au changement idéologique dans les pays de l'Est : d'autres n'y voient cependant qu'un acte spectaculaire destiné à enrayer les critiques concernant les violations des droits de l'homme. « Nous ne pouvons pas dire que nous ne poursuivons pas les gens pour délits d'opinion. La seule chose à faire est d'éliminer les délits d'opinion du code pénal », a déclaré M. Erdal Inonu, le dirigeant du Parti social-démocrate (opposition). Le gouvernement a promis, à de nombreuses reprises au cours des dernières années, une révision du code pénal. Les articles 141 et 142, ainsi que l'article 163 qui concerne les organisations religieuses, devaient être examinés une fois de plus lors d'une réunion de cabinet mercredi soir mais aucune décision concrète n'a été prise et il semble que le seul amendement envisagé pour l'instant soit une réduction des peines.

NICOLE POPE

CHYPRE

Élections législatives dans la partie nord de l'île

Les électeurs chypriotes-turcs se rendent aux urnes dimanche 6 mai pour élire le Parlement de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) deux semaines après la réélection à la présidence de la RTCN, uniquement reconnue par Ankara, de M. Rauf Denktaş.

Le Parti de l'union nationale (URP, droite libérale) du premier ministre, M. Devlet Ergulu, au pouvoir depuis 1985 avec vingt-huit sièges et favorable à M. Denktaş, n'est pas certain d'obtenir cette fois la majorité absolue des sièges, estiment les observateurs.

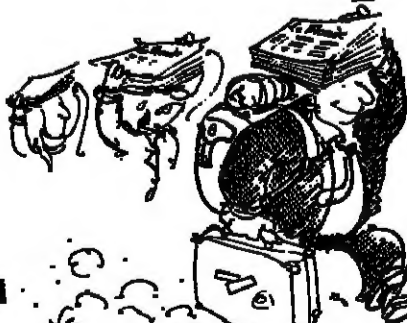
L'opposition, quant à elle, s'est unie au sein d'une seule organisation : le Parti de la lutte démocratique (DMP). Ce nouveau mouvement regroupe deux partis de gauche et celui des colons turcs (ex-Parti de la renaissance, YDP, droite modérée). Le DMP reproche à M. Denktaş d'avoir outrepassé, en politique intérieure, ses pouvoirs de chef d'Etat et de ne pas respecter le régime parlementaire. — (AFP)

Le Monde

La rédaction du journal est désormais installée dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone :
(1) 40-65-25-25
Télécopieur :
(1) 40-65-25-99
Télax :
206 806 F



مكنا من الأصل

DIPLOMATIE

Après la rencontre entre M. Mitterrand et M^{me} Thatcher

Paris et Londres vont renforcer leur coopération en matière de défense

M. François Mitterrand et Mme Margaret Thatcher ont décidé de renforcer la coopération franco-britannique en matière de défense, sans exclure le domaine nucléaire. Des manœuvres communes auront lieu en France en 1990 et un bataillon britannique sera présent lors des manœuvres françaises « Korrigan » de 1991. Un régiment d'hélicoptères français participera en septembre 1992 à des exercices d'acheminement de renforts britanniques vers la RFA. D'autres projets sont à l'étude, y compris la création d'une unité militaire commune.

WADDESDON

de notre correspondant

Le président français et le premier ministre britannique, se sont rencontrés vendredi 4 mai au château de Waddesdon, à 80 kilomètres au nord-ouest de Londres. M^{me} Thatcher, qui ne se soucie guère d'habitudes de symbole ni d'apparat, avait

voulu donner un lustre particulier à cette rencontre. Sur le conseil de Lord Rothschild, elle a choisi le château de Waddesdon, en pleine campagne anglaise, parce que celui-ci réunit, selon elle, « ce qu'il y a de meilleur en Grande-Bretagne et en France ». Construite à la fin du siècle dernier pour le premier baron de Rothschild venu s'installer en Angleterre, cette demeure rappelle l'architecture des châteaux de la Loire et contient nombre de meubles et de tableaux français rassemblés par son premier propriétaire.

La volonté de donner un peu plus de publicité que de coutume aux relations franco-britanniques en matière de défense, a été manifeste. Un communiqué commun rédigé par les deux ministres de la défense, MM. Jean-Pierre Chevènement et Tom King, qui participent à cette rencontre, dresse les projets de coopération. Ceux-ci sont relativement précis en matière d'armes conventionnelles, mais beaucoup plus vagues en ce qui concerne le nucléaire.

M. Mitterrand a insisté sur le fait que « rien n'était exclu » de cette coopération. Mais il a laissé entendre que celle-ci n'avait pas aussi vite qu'il le souhaiterait dans le domaine nucléaire. Le président

français faisait allusion au projet de création d'un missile nucléaire sol-air franco-britannique qui serait tiré à partir des appareils des deux armées de l'air, allongant ainsi fortement la capacité de pénétration de ces derniers. Les Britanniques sont intéressés, mais n'ont toujours pas pris de décision.

Echanges courts sur l'union politique

On indique du côté français qu'il est possible de créer un « espace de coopération » entre les deux pays en matière de défense, à condition que ce ne soit pas une manière subreptice de faire rentrer la France dans le commandement intégré de l'OTAN. M^{me} Thatcher souhaite que les forces britanniques puissent avoir accès aux ports français pour s'exercer en cas de menace des périls au centre de l'Europe. C'est un des domaines concrets de coopération qu'elle a cités vendredi, alors que M. Mitterrand paraissait davantage préoccupé par le projet de missile nucléaire commun.

Le président français est d'autant plus satisfait de la renouveau de M. Bush à la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN basés en RFA, qu'il

l'avait lui-même proposée en mars 1988. M^{me} Thatcher, qui était favorable à cette modernisation, préfère mettre l'accent sur le maintien des engins Lance existants.

M. Mitterrand et M^{me} Thatcher ont également parlé de M. Gorbatchev. Français et Britanniques ont la même approche de la crise lituanienne. Pour M. Mitterrand, il faut « préserver le principe » de la souveraineté de la Lituanie, mais privilégier la « nécessité du dialogue » entre Moscou et Vilnius.

A propos de l'union politique européenne, les divergences ont été rappelées une fois de plus, mais sur le mode court-circuit. M^{me} Thatcher a répété que c'était le Conseil européen (formé par les chefs d'Etat ou de gouvernement des Douze) qui était le véritable organe de décision et devait le rester. M. Mitterrand « ne conteste pas » la prééminence du Conseil européen, mais il rappelle que des projets existent qui visent à « structurer » ou à « formaliser » davantage l'union politique des Douze.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'ouverture des négociations internationales sur l'unification allemande

Bonn veut éviter que la réunion « deux plus quatre » n'engendre des discussions à « cinq contre un »

BONN

de notre correspondant

Les Allemands de l'Est comme de l'Ouest appellent la « deux plus quatre » pour bien montrer qu'il s'agit de plein droit à la table des négociations avec les anciens vainqueurs de la seconde guerre mondiale (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France). Ces derniers préfèrent dire « quatre plus deux » pour signaler que les Allemands sont maintenant venus s'ajouter à un groupe qui n'avait jamais formellement cessé d'exister, en dépit du divorce entre l'URSS et les Occidentaux consécutif à la guerre froide. La formule « mécanisme à six », suggérée par la diplomatie française pour ménager toutes les susceptibilités, n'a pas réussi à s'imposer dans l'usage commun.

Réunie pour la première fois samedi 5 mai au niveau des ministres des affaires étrangères, après avoir été préparée par deux réunions des directeurs politiques des ministères, cette réunion à six est une étape obligée du processus de consultations internationales lié à l'union programmée des deux Allemagnes. Les ministres présents

doivent discuter des « aspects extérieurs » de l'unification, c'est-à-dire essentiellement de la fin de la tutelle des alliés sur Berlin et l'Allemagne dans son ensemble, et du rétablissement d'un souveraineté pleine et entière pour le pays formé de l'union de la RDA et de la RFA.

Moscou campe sur ses positions

La réunion de samedi a été précédée vendredi après-midi de nombreux contacts bilatéraux entre les ministres des affaires étrangères arrivés dans la capitale fédérale. M. Hans Dietrich Genscher s'en est allé à tour de conversations avec M. Chevardnadze, son collègue allemand, M. Markus Meckel, et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

On ne s'attend pas que ce premier tour de table aboutisse à un accord général : les positions de départ sont trop éloignées pour qu'une journée de discussions parvienne à les apaiser. Les Soviétiques n'ont cessé de faire connaître, ces dernières semaines, leur désaccord sur l'idée d'une Allemagne unifiée intégrée à l'OTAN et M. Chevardnadze a tenu à réaffir-

mer cette position dès son arrivée à l'aéroport de Bonn : « L'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN - avec son énorme potentiel industriel, technique et scientifique - constituerait un danger pour la stabilité de l'Europe », a-t-il déclaré, ajoutant tout de même qu'il était venu à Bonn « pour chercher un compromis ». M. Vitali Tchoukine, un des porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a de son côté affirmé qu'il préférerait toujours une « double appartenance » de l'Allemagne à l'OTAN et au pacte de Varsovie, faisant de l'Allemagne un pont entre l'Est et l'Ouest.

M. Hans Dietrich Genscher ne se départ pas d'un optimisme à tous crins, estimant que Moscou n'a pas dit son dernier mot sur cette question. « Je suis plus confiant qu'avant (mes dernières entretiens avec M. Chevardnadze) », a-t-il confié à la télévision. Le chef de la diplomatie ouest-allemande a réaffirmé que « les intérêts économiques et de sécurité de l'URSS seraient préservés ».

Tout l'art du ministre ouest-allemand des affaires étrangères semble être mis en œuvre pour éviter que ce « quatre plus deux » ne se

transforme en un « cinq contre un », qui serait éminemment dommageable au processus d'unification allemande. On a noté avec beaucoup d'intérêt à Bonn la prise de position, dans un journal est-allemand, du général Grottel Batemine, conseiller militaire du comité central du PCUS, qui estime qu'une intégration de l'Allemagne dans l'OTAN serait la meilleure façon d'assurer l'équilibre en Europe.

L'essentiel des discussions de samedi devrait être consacré au classement de ce qui est du ressort du cercle « quatre plus deux » et de ce qui appartient au cadre de la CSCE, dont les trente-cinq membres doivent se réunir à l'automne pour discuter de la question allemande. Le problème des frontières de la future Allemagne unifiée et celui du moment et de la forme de l'association de la Pologne à ce chapitre des négociations devraient également être évoqués. M. James Baker devait se rendre dimanche à Varsovie pour informer le gouvernement polonais de l'avancement des discussions sur ce point.

LUC ROSENZWEIG

M. Chirac se déclare favorable à la création d'une deuxième Assemblée européenne

M. Jacques Chirac, président du RPR, s'est prononcé vendredi 5 mai à Strasbourg en faveur de la mise en place d'une « deuxième assemblée européenne », composée de délégations parlementaires des pays membres. « Le renforcement de la CEE nécessite des transferts de souveraineté dans des domaines essentiels comme la défense et l'union monétaire. Il faut qu'il y ait l'accord des Parlements nationaux, dans une période où l'idée de nation s'affirme de plus en plus », a indiqué M. Chirac, à l'occasion d'un dialogue avec les étudiants de l'Institut des hautes études européennes de Strasbourg.

Intervenant le même jour devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, M^{me} Elizabeth Guigou, secrétaire générale du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCE) et conseiller du président Mitterrand pour les affaires européennes, a elle aussi estimé que la création « d'une deuxième Chambre européenne » pourrait permettre « d'associer les parlements nationaux à la définition des grandes orientations communautaires ». - (AFP.)

AFRIQUE

COTE D'IVOIRE

Des opposants demandent la formation d'un nouveau gouvernement

ABIDJAN

(correspondance)

M. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), aujourd'hui libre de ses mouvements grâce à l'instauration du multipartisme, réclame la dissolution de l'Assemblée et la formation d'un gouvernement de transition jusqu'aux élections. « C'est pour s'assurer du bon déroulement des échéances électorales car nous ne faisons pas confiance au pouvoir actuel », a-t-il expliqué à l'occasion d'une conférence de presse jeudi 3 mai à Abidjan. « Il faut orga-

niser une table ronde avec tous les partis, y compris le PDCI au pouvoir », a affirmé le chef du plus connu des partis d'opposition en Côte d'Ivoire. « Nous sommes tous des Ivoiriens », a ajouté M. Gbagbo. L'apprentissage du multipartisme nous interpelle tous, que l'on soit du PDCI ou de l'opposition. Pour la première fois, radio et télévision nationales n'ont pas boycotté la rencontre. Les journalistes ivoiriens s'étaient déplacés pour « faire passer sur le grill des questions », celui qui a ostenté, depuis 1990, le président Félix Houphouët-Boigny.

R. M.

L'ANC et la lutte armée

Suite de la première page

Le communiqué précise, toutefois, que « dans ce contexte, l'ANC s'engage à respecter les engagements du préambule » concernant la violence dans le pays. A défaut de réussir à gonfler d'embles les obstacles aux négociations, les ennemis d'hier étaient tenus de conclure ces entretiens exploratoires de manière positive sans que l'un ou l'autre douse l'impression d'avoir baissé les bras. « Ni vainqueur ni vaincu », comme l'a dit M. Nelson Mandela même si l'ANC semble avoir fait plus de concessions que le gouvernement. Car s'engager à résoudre le problème de la violence est bien peu compatible avec le maintien de « la lutte armée ». M. Mandela, n'a pas été très clair à ce sujet. « Nous allons réexaminer entièrement la question de la lutte armée », a-t-il répété à trois reprises.

venaient à pied d'œuvre pour se lancer dans un deuxième round de négociations sur la révision de la Constitution.

MM. De Klerk et Mandela ont, tous deux, souligné le caractère « amical » et « cordial » de ces entretiens. « Des progrès ont été faits sur chacun des sujets que nous avons abordés », a affirmé le vice-président de l'ANC. Interrogé sur l'apartheid « mort ou moribond », il a répondu : « Comme je l'ai déjà dit au président de la République et à sa délégation, il y a vingt-sept ans, quand j'ai été jeté en prison, je n'avais pas le droit de vote. Après ces vingt-sept années d'emprisonnement, je n'ai toujours pas le droit de voter. Et cela n'est dû qu'à la couleur de ma peau. »

FREDERIC FRITSCHER

SOUDAN

Le général Bechir gracie les deux organisateurs de la grève des médecins

Le général Omar Bechir, président de la junte soudanaise, a promulgué vendredi soir 4 mai un décret gracie les deux principaux organisateurs de la grève des médecins, en novembre, MM. Al-Sayyid Abdalla et Mamoun Mohamed Hussein. M. Mamoun Hussein avait été condamné à mort en décembre dernier et M. Al-Sayyid Abdalla à la détention perpétuelle par une cour martiale qui les avait reconnus coupables d'incitation à la grève. La sentence de condamnation à mort avait cependant été gelée à la suite de fortes pressions émanant des pays arabes, dont l'Egypte.

Un livre blanc sur les Français d'Algérie. - M. Jacques Rouau, porte-parole de l'association de rapatriés Le Recours et président de l'association culturelle pour la mémoire des Français d'outre-mer, constate « avec tristesse que les médias algériens, en donnant une grande publicité à l'initiative prise par certaines personnalités du FLN de créer une « Fondation du 8 mai 45 » afin d'engager des poursuites pour « crimes contre l'humanité contre la France », entraînent l'Algérie dans une spirale aux effets les plus pervers ». Dans un communiqué, il affirme que son organisation « ne pourra rester les bras croisés devant de tels procès et de tels excès » et annonce son intention de publier un « Livre blanc sur le martyrologie dont furent victimes les Français en Algérie, du 8 mai 1945 au 5 juillet 1962 ». - (AP.)

Tentative : mort d'un étudiant enrôlé de force dans l'armée. - Un étudiant, qui avait été enrôlé de force dans l'armée et s'était enfui de sa caserne, a été retrouvé mort dans le désert dans des circonstances encore inconnues, a annoncé, vendredi 4 mai, la famille Hedi Bou Tayyeb, étudiant en deuxième année de médecine, faisait partie des 473 étudiants, en majorité islamistes, qui avaient été enrôlés pour avoir participé à un mouvement de grève dans une dizaine d'universités, en février. - (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

Israël dément avoir ouvert le feu sur le yacht du roi Hussein

Israël a catégoriquement démenti, vendredi 4 mai, des informations publiées par le quotidien Haaretz et provenant de son correspondant à Washington, selon lesquelles la marine israélienne a ouvert le feu contre le yacht du roi Hussein de Jordanie, alors que le souverain hachémite se trouvait à bord, le 28 avril dernier, dans le golfe d'Akaba.

La nouvelle a cependant été jugée probable par le département d'Etat américain : son porte-parole, M. Richard Boucher, a précisé que l'ambassadeur des Etats-Unis à Jérusalem avait exprimé aux représentants du gouvernement israélien « la profonde inquiétude » des Américains. - (AFP.)

L'« âge de la liberté » en Europe nécessite une nouvelle stratégie occidentale estime M. Bush

Le président George Bush, proclamant l'« âge de la liberté » en Europe, a appelé vendredi 4 mai à une nouvelle stratégie occidentale prévoyant une réduction des armes conventionnelles et nucléaires sur ce continent, mais il a affirmé que l'OTAN devait y garder un arsenal atomique essentiel pour y assurer le paix.

« C'est pour l'alliance le temps d'agir », a déclaré M. Bush, dans un discours exposant sa conception de l'Europe de l'après-guerre froide, prononcé à l'université d'Etat de Stillwater, dans l'Oklahoma. Comme il l'avait fait la veille (Le Monde du 5 mai), M. Bush a proposé la tenue d'un sommet de

l'OTAN, fin juin ou début juillet, au cours duquel l'alliance devrait notamment renoncer à moderniser ses missiles à courte portée et son artillerie nucléaire en Europe.

Mais, a ajouté M. Bush, si les Etats-Unis doivent prendre de telles décisions pour s'adapter aux « temps nouveaux », ils doivent refuser l'isolement et rester « une puissance européenne dans le plus large sens du terme : politiquement, militairement et économiquement ». L'engagement américain en Europe, « dans toutes les dimensions des affaires européennes », est toujours essentiel, et ses fondations continueront d'être l'OTAN, a-t-il déclaré. - (AFP.)

M. Mitterrand à Moscou le 25 mai. - Le président François Mitterrand rencontrera M. Mikhaïl Gorbatchev à Moscou le 25 mai, a annoncé officiellement le porte-parole de l'Elysée vendredi 4 mai. Initialement prévue pour la fin juillet, la visite du chef de l'Etat français, qui fait suite à celle de Kiev en décembre dernier, a été avancée en raison du sommet américano-soviétique qui doit avoir lieu du 30 mai au 3 juin à Washington. - (Reuters.)

La CEE s'apprete à supprimer les visas pour les Allemands de l'Est. - Les Etats membres de la CEE s'appretent à supprimer les visas pour les Allemands de l'Est et à alléger les formalités d'entrée pour les Hongrois et les Tchécoslovaques, indique-t-on de source diplomatique à Bruxelles. L'accord de principe auquel sont parvenus les ambassadeurs des Douze auprès de la Communauté doit être avalisé lundi 7 mai par les ministres des affaires étrangères. - (Reuters.)

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1990

SPECIAL EXAMENS

POUR ACTUALISER VOS CONNAISSANCES

Les chiffres les plus récents, les données les plus neuves, les analyses des spécialistes du Monde sur l'économie mondiale et l'économie de la France en 1989.

LE DERNIER ETAT DU MONDE

Le nouvel ordre politique international après les bouleversements survenus à l'Est. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, en Chine, au Japon et aux Etats-Unis. La situation, toujours plus préoccupante, de l'Amérique latine et de l'Afrique.

LE DERNIER ETAT DE LA FRANCE

Les composantes d'une conjoncture économique favorable en 1989. Les difficultés du commerce extérieur. La protection sociale. Les problèmes du chômage et de la flexibilité de l'emploi. Les inégalités entre les Français.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et tous les étudiants de premier cycle universitaire qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CÔTE D'IVOIRE

demandent la formation
gouvernement

Les apprentis sorciers de la normalisation européenne seraient sans doute les premiers déçus par la disparition des produits d'appellation contrôlée et des labels régionaux.



Depuis des années, l'Europe du Sud cherche à valoriser son patrimoine gastronomique en créant toute une gamme d'appellations contrôlées et de labels de terroir. Le gouvernement français par les voix de Madame Neiertz et de Monsieur Nallet entend développer ces initiatives, à charge pour les producteurs de garantir la qualité de leurs produits. Les consommateurs européens ne pourront que s'en réjouir. Tant pis pour les Eurocrates qui voulaient tout normaliser et tant pis aussi pour certaines centrales d'achat qui ont tendance à tout standardiser.

E. LECLERC

POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS

مركزنا من الأصل

AMÉRIQUES

Le dixième voyage de Jean-Paul II en Amérique latine

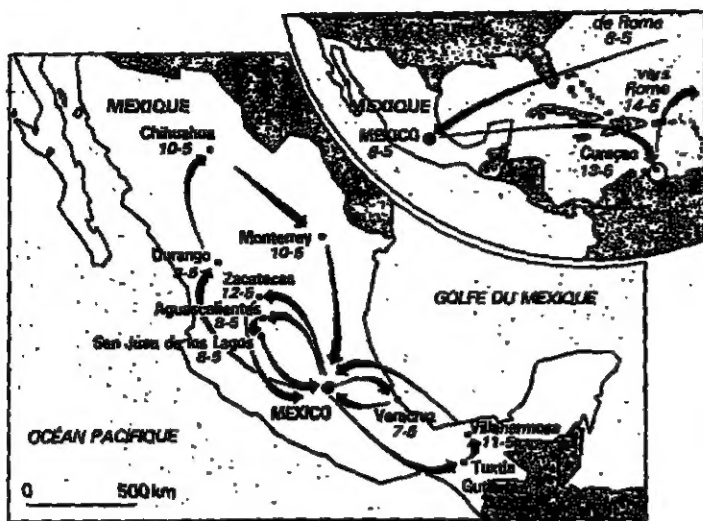
Le pape espère une détente dans les relations entre l'Eglise et l'Etat mexicain

Outre une rapide escale dans l'île de Curaçao, le pape entreprend, dimanche 6 mai, un voyage de huit jours au Mexique, pays qu'il visite pour la deuxième fois et qui réexamine actuellement ses rapports avec le Saint-Siège. C'est le dixième déplacement de Jean-Paul II en Amérique latine.

A l'arrivée de son premier voyage du pontificat, en janvier 1979, à l'aéroport de Mexico, Jean-Paul II avait été reçu par le président Lopez Portillo d'un air sec : « bonjour, monsieur ». Le chef de l'Etat mexicain avait même pris soin de préciser qu'il n'accueillait le pape qu'à « titre personnel ». Cas unique en effet dans toute l'Amérique centrale et latine : près de 95 % des 84 millions de Mexicains sont catholiques et pourtant le Mexique ignore officiellement l'Eglise. Il n'entretient pas de relations diplomatiques avec le Vatican.

Cette situation, jugée de plus en plus anachronique, est appelée à évoluer. Le président Carlos Salinas recevra Jean-Paul II dans sa résidence. Dès sa prise de fonctions, le 1^{er} décembre 1988, il avait invité la hiérarchie catholique du pays et évoqué la reconnaissance juridique de l'Eglise comme « un pas nécessaire vers la modernité ». Le mois dernier, il a pris la décision historique d'échanger avec le Saint-Siège des représentants permanents. Mgr Prigione est devenu officiellement le délégué du pape à Mexico et le député Augustin Téllez Cruz a été désigné au Vatican comme le représentant personnel du pape mexicain.

La deuxième visite de Jean-Paul II au Mexique devrait accélérer ce rapprochement, qui tend ainsi à effacer plus d'un siècle et demi de rapports tendus et souvent violents entre l'Eglise et l'Etat. Le sommet a été atteint pendant la révolution mexicaine avec la Constitution de 1917, qui a abouti à la nationalisation de tous



Le programme papal

les biens de l'Eglise catholique, identifiée à la puissance coloniale espagnole, à l'interdiction de toute manifestation extérieure de culte, de tout enseignement religieux et à la suppression de tous droits civiques pour le clergé. Aujourd'hui encore, le prêtre n'a pas le droit de vote au Mexique.

Un épiscopat très divisé

En réalité, cette loi est violée presque constamment et impunément. Malgré des mesures vexatoires, devenues rares, et des campagnes anticléricales encore menées par le parti au pouvoir, l'Eglise catholique, ses quatre-vingt-dix évêques, ses milliers de prêtres jouissent d'une liberté presque totale de célébration, d'enseignement et d'action sociale. C'est largement parce qu'il a besoin de la collaboration de l'Eglise, pour affronter une situation économique et politique difficile, que le président Salinas a entrepris ce rapprochement avec le Vatican. Mais cet effort, qui pour le moment exclut toute révision constitutionnelle, risque de se heurter à la résistance des plus récalcitrants dans le camp

laïque, au sein du parti au pouvoir (le Parti révolutionnaire institutionnel) et des petits partis de gauche.

Dans ce contexte, le pape vient exprimer ses espoirs de détente et appuyer un épiscopat très divisé, comme partout en Amérique latine. Il rappellera « l'option préférentielle de l'Eglise pour les pauvres » qu'il a publiée, en 1979, au cours de son premier voyage au Mexique, devant l'ensemble de l'épiscopat du sous-continent, il avait lui-même contribué à définir, excluant tout engagement politique du clergé et tout recours à la violence. Il exprimera une fois de plus les espoirs de l'Eglise catholique au sein d'un continent ébranlé par la dette extérieure, affronté au sous-développement, à la montée des injustices et des violences touchant les petits paysans et les minorités indiennes, à la montée des sectes, etc. Un continent qui, en 1992, fêtera le cinquantième anniversaire de son évangélisation et qui, en l'an 2000, célébrera la moitié de la population catholique dans le monde.

H. T.

NICARAGUA

La Contra a entamé les négociations avec M^{me} Chamorro

Les dirigeants de la Contra ont commencé, vendredi 4 mai, les discussions avec le président de la République, M^{me} Violeta Chamorro, et plusieurs ministres du gouvernement en fonction depuis le 25 avril. Les conversations porteront sur les mécanismes de la démobilitation des insurgés (distribution de terres, crédits pour l'achat de bétail et réinsertion des rebelles dans la société) qui, selon un accord signé le mois dernier, devra être terminée le 10 juin. Mais les dirigeants de la Résistance nicaraguayenne (RIN) exigent aussi une négociation en profondeur sur une réorganisation de l'armée, toujours contrôlée par les sandinistes après la confirmation dans ses fonctions du général Humberto Ortega.

EL DESTINO

de notre correspondant en Amérique centrale

« La guerre est terminée, le Nicaragua n'a plus besoin d'armée. » Le chef d'état-major de la Contra, le

commandant Franklin (Israel Galeano), s'exprime sur un ton posé pour faire part de sa conviction que « l'immense majorité de la population exige désormais la démobilitation du pays et le remplacement de l'armée par une force de police chargée de maintenir l'ordre ». Quelques heures avant de partir pour Managua, il affine les dernières propositions qu'il veut soumettre à M^{me} Chamorro. Tout son état-major l'a rejoint dans cette vallée du nord du Nicaragua où se trouve la plus importante des cinq zones de sécurité (environ 3 000 kilomètres carrés au total) accordées aux rebelles dans l'attente de leur démobilitation.

Dans le hameau d'El Destino, trois drapeaux sur une colline — les couleurs nationales, l'emblème de la Contra et le drapeau jaune et blanc du Vatican —, une antenne et des plaques solaires pour recharger les batteries des radios signalent la petite ferme où se prennent désormais les grandes décisions de la Résistance. Sur un trou d'arbre, une carte du Nicaragua avec les limites des zones de sécurité et des zones-tampons dans lesquelles ni les insurgés ni l'armée ne peuvent circuler.

Le commandant Franklin ne croit pas que la présence du général

Humberto Ortega à la tête de l'armée « soit le principal obstacle à la démobilitation de la Contra. » Ce n'est pas un problème d'homme, dit-il, c'est un problème de structures : l'armée populaire sandiniste doit être remplacée par une force de sécurité publique qui ne soit liée à aucun parti ni à aucune idéologie. Comme au Costa-Rica où comme sont en train de le faire les *Puntarenas*. » Pour les sandinistes, cette exigence est « totalement inacceptable et il n'y a plus rien à négocier avec la Contra qui doit remettre ses armes avant le 10 juin ».

Franklin est convaincu que « beaucoup d'officiers sandinistes sont disposés à changer d'attitude car ils savent que leur projet idéologique a échoué et qu'il y a déjà eu trop de morts ». Il regrette, cependant, que les dirigeants du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) continuent d'agir « comme s'ils étaient encore au pouvoir et encouragent le fanatisme des militants du parti ». Il est tout aussi préoccupé par la « passivité du nouveau gouvernement qui n'a procédé à aucun changement au sein des ministères » et semble prêt à partager le pouvoir avec les sandinistes. Il préfère éviter, pour l'instant, le mot « trahison », car, dit-il : « Notre rencontre avec la présidente Violeta Chamorro va permettre d'éclaircir les choses, et elle conservera toute notre confiance ».

BERTRAND DE LA GRANGE

La SNCM informe sa clientèle

La SNCM a le regret d'informer sa clientèle qu'un préavis de grève venant d'être déposé par le Syndicat STC des marins de la compagnie, l'ensemble des services passagers et fret sur les lignes de Corse, Sardaigne, Algérie, Tunisie, risque d'être perturbé, voire annulé pour une période indéterminée, à partir du dimanche 6 mai 1990.

La Compagnie demande aux passagers devant emprunter ses navires à partir de cette date de ne pas repasser le port d'embarquement avant d'avoir au préalable contacté une de ses agences.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-88
MONTTEL 38.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur Folle Enchère au Tribunal de Meaux
VASTE PROPRIÉTÉ de 10 ha 29 a
près de LA FERTÉ-GAUCHER (77)
MAISON PRINCIPALE + 3 maisons annexes, dépendances

LIBRE de LOCATION - Mises à Prix : 770 000 F
SCP PINSON SEGERS DAVEAU - MEAUX (77). Tél. : 60-25-40-40
SCP O & E MORIN - MEAUX (77). Tél. : 64-34-00-23
Visite sur place le 10 mai à 14 h 30.

ASIE

NÉPAL : lendemains de « révolution »

Quand chaque camp épie les autres

Le premier ministre népalais, M. Krishna Prasad Bhattarai, est soumis à des pressions de plus en plus fortes de la part des responsables du mouvement démocratique, qui veulent une réforme constitutionnelle immédiate afin de limiter les pouvoirs du roi. Le souverain reste en effet le chef de l'armée, dispose du droit d'imposer l'état d'urgence et peut démettre son premier ministre. M. Bhattarai a, d'autre part, annoncé que cinq cents personnes avaient été tuées depuis le début des troubles.

KATMANDOU

de notre envoyé spécial

M^{re} Shishana Pradhan, ministre de l'Industrie et du Commerce et présidente du RULF (Front uni de la gauche, communiste), habite une maison en construction dans les faubourgs de la capitale. Au milieu des flaque de boue, les pieds miraculeusement au sec, un soldat est figé dans une impassible garde-à-vous, l'arme au pied. Ses bottes brillent, rivalisant avec une splendide limousine noire, garée entre les piliers. A gauche de la maison, une tente militaire a été dressée. Trois soldats, torse nu, procèdent à leurs ablutions, non loin d'un drapeau népalais qui, fiché en terre, rappelle que ce pavillon de ciment est, depuis peu, une résidence officielle.

Dans un bout d'escalier auquel on accède en enjambant une voie de chaussure (une réduction de responsables communistes se tient quelque part), M^{re} Pradhan nous accorde un bref entretien : « Ce mouvement n'a jamais été dirigé contre le monarque. Mais si, dans l'avenir, le peuple dit qu'il ne veut plus du roi, nous n'aurons rien de plus à dire. Mais nous ne disposons pas encore de tous les pouvoirs nécessaires. » En fin de journée, M^{re} Pradhan, comme ses collègues récemment sortis de la clandestinité, quitte son ministère et regagne sa modeste demeure, dans sa belle voiture.

Le premier ministre lui-même, M. Krishna Prasad Bhattarai, n'a changé ni de costumes — flânerie — ni de résidence, une petite maison de briques rouges, qu'il retrouve avant l'heure du couvre-feu. A la tombée du jour, l'armée prend

possession de la ville, pour parer à toute éventualité, surtout en ces temps de fronde policière (le Monde du 28 avril). Le général Satchit Shumshere Rana, qui commande l'armée, est un proche du roi. Comme son adjoint, le major-général Gadul Shumshere Rana, il est apparemment à la dynastie des premiers ministres Rana, qui gouvernaient le Népal jusqu'au retour des rois Shah, nom qui porte l'actuel souverain, Sa Majesté Birendra Bir Bikram Shah Dev. L'armée est et reste loyale au roi. Mais elle a fait savoir au souverain qu'elle ne saurait être utilisée contre le peuple.

Le gouvernement de M. Bhattarai le sait, et ménage donc les militaires. Le Congrès népalais, pourtant soucieux de répartir du plus vite les pouvoirs constitutionnels respectifs du roi et du gouvernement, ne souhaite pas soulever la question de l'armée, qui protège la plupart des ministères et conserve, sans le dire, un œil sur les forces de police. Confronté à une menace de démission de son nouveau premier ministre, le roi a officiellement et moi-même — a baissé ses dernières gardes, et appelé la police et l'armée à coopérer avec le gouvernement.

Ca dernier, de son côté, ne souhaite pas provoquer les forces policières qu'il fait largement infiltrer par les Mandales, jusqu'au boutistes de l'ancien régime. Même la dynamique M-Pradhan se refuse désormais à désigner nommément les têtes de la « réaction ».

La reine refuse de se soumettre

Katmandou le sait, qui bruit de rumeurs à propos de l'égémonie qu'il se serait produite, samedi 23 avril, entre le roi et le roi. Celle-ci étant peu encline à se soumettre à la volonté du peuple, le roi, lui, ayant compris que la royauté ne serait plus jamais ce qu'elle était. Il n'y a guère que M. G. P. Koirala, secrétaire général du Congrès et anti-communiste notoire, pour dire crûment que les Mandales formaient la « gestapo » de la monarchie abusive. La reine, d'ailleurs, ne se rendra qu'en toute extrême.

Bref, persuadés — à tort ou à raison — d'être encore soutenus par le palais, les « provocateurs » peuvent tenter de déstabiliser la toute

jeune démocratie népalaise. « Les extrémistes du Panchayat (1) ont tenté d'organiser une révolte au sein de la police, explique M. G. P. Koirala. Ils veulent que s'instaure une situation de guerre civile, qui obligerait l'armée à intervenir. Mais le roi ne les soutient pas, du plus... »

La reine affirme un très haut responsable officiel, « a maintenant accepté de devenir un simple monarque constitutionnel. Il sait que son image a souffert dans le pays. Même si le peuple lui reste fidèle. L'histoire du Népal montre que le peuple a toujours été de l'affaiblissement de la monarchie. C'est pour cela que le roi doit conserver certains pouvoirs d'urgence, par exemple, si la souveraineté et l'intégrité du Népal sont menacées. Pourquoi pas, dit de son côté M. Koirala, dès lors que ces pouvoirs lui sont confiés, exceptionnellement, par délégation gouvernementale... »

La question est bien plus importante qu'une simple querelle constitutionnelle. Faute d'accord sur ce point, les relations entre la couronne et le gouvernement du peuple « resteront empreintes d'une suspicion réciproque. Le moindre prétexte, notamment la question monarchique pourrait provoquer, en outre, une crise entre les communistes et le Congrès. « Nous n'avons pas les mêmes valeurs démocratiques », souligne M. Koirala. Nul ne sait si cette alliance durera jusqu'aux élections, dont la date reste incertaine. Le Congrès accepte, par avance, que les « panchemas » forment un parti politique — à condition qu'ils ne se réclament pas officiellement du roi — mais il exclut que ses candidats puissent partager la même plate-forme électorale avec les candidats communistes.

La scrutin — qui précéderait ou non une réforme constitutionnelle — apportera donc une clarification politique souhaitable. Mais cette échéance est lointaine et les Népalais sont au moins sûrs d'une chose : d'ici là, la « démocratie » continuera encore bien des souffrances.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le Panchayat est la structure politique et administrative qui a répondu à la monarchie. Le Panchayat national a été dissous, mais les Panchayats locaux, dans les faits, restent en place.

Remous dans les relations sino-américaines

- Défection d'un diplomate chinois en poste à Washington
- M. Bush « déçu » par Pékin

Le troisième secrétaire de l'ambassade chinoise à Washington a annoncé, vendredi 4 mai, qu'il avait fait défection et demandé l'asile politique aux Etats-Unis. M. Lin Xia, un ingénieur de trente-deux ans, a indiqué qu'en raison de son soutien au mouvement démocratique étudiant de l'an dernier, les autorités chinoises lui avaient signifié son rappel en juillet prochain, soit deux ans avant terme. « Aider les étudiants et d'autres militants pour la démocratie à atteindre leur objectif a fait de moi une victime de la persécution politique », a-t-il ajouté. Selon lui, « environ soixante-dix personnes ont fait défection » dans les missions chinoises à l'étranger depuis le massacre de la place Tiananmen, le 4 juin 1989.

Cette défection intervient à un moment où les relations sino-américaines traversent une phase difficile. Le président Bush avait en effet déclaré, jeudi, qu'il était « déçu » par la poursuite de la répression, mais qu'il ne regretterait pas ses efforts pour maintenir les liens entre les Etats-Unis et la Chine après l'écrasement du Printemps de Pékin. « Dans l'ensemble, le suis déçu, j'aimerais à penser qu'il y aurait une réponse plus vigoureuse » aux appels en faveur d'une démocratisation. « J'aimerais

voir plus d'actions, plus de choses faisant avancer le processus... » Et pourtant, préserver une relation avec la Chine dans un large contexte global est important. Je ne fais donc pas d'excuses. Je n'ai pas l'impression que j'ai pris le mauvais chemin ».

Les Etats-Unis doivent par ailleurs décider le mois prochain s'ils continueront d'octroyer à la Chine la clause de la nation la plus favorisée. Des membres du Congrès s'opposent à cette reconnaissance. Mais les experts américains des affaires étrangères M. Bush de reconduire ce statut.

Suite de quoi ils risqueraient de perdre plus d'un milliard de dollars de ventes. En Chine, le *Quotidien de Pékin* a annoncé vendredi que les soldats ayant participé à l'écrasement du Printemps de Pékin, officiellement appelé « rébellion contre-révolutionnaire » — bénéficieraient d'une priorité à l'émbauche, une fois démobilisés. Ainsi, cent-quatre-vingt-deux soldats rendus à la vie civile à Mifan, près de la capitale chinoise, ont profité de cette faveur, en reconnaissance de leur contribution à l'unité et à la stabilité du pays. — (Reuters, AFP)

New-Delhi rejette l'idée d'un sommet indo-pakistanaï sur le Cachemire

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Le dialogue de sourds entre l'Inde et le Pakistan, à propos du Cachemire, continue de plus belle. Le premier ministre indien, M. Rajiv, qui vient de se rendre à New-Delhi et à Islamabad, a demandé aux deux protagonistes de prendre les mesures nécessaires pour faire baisser la tension, et a offert ses bons offices.

Mais cette initiative semble déjà mort-née. A la proposition faite mardi par le premier ministre pakistanais de rencontrer son homologue indien, M. V. P. Singh, l'Inde a répondu négativement, jeudi 3 mai, expliquant qu'il n'était pas question d'accepter les « pré-conditions » avancées par M^{re} Benazir Bhutto.

Le ministre indien des affaires étrangères, M. I. K. Gujral, a souligné qu'en faisant référence à la résolution des Nations unies de 1949 (prévoyant une consultation des Cachemiris sur le statut de leur choix) et en envisageant un déploiement de « troupes neutres » sur la

frontière, M^{re} Bhutto n'apportait aucune suggestion nouvelle.

Les Etats-Unis ont de nouveau exhorté jeudi les deux pays à ouvrir un « dialogue constructif ». Mais ces appels se heurtent à la position de principe affichée par New-Delhi : rien ne sera possible tant que le Pakistan ne mettra pas un terme à ses « ingérences », c'est-à-dire l'entraînement des « terroristes » cachemiris, ce que nie le Pakistan. La presse indienne, qui naguère dénigrerait M^{re} Bhutto, l'accuse désormais d'adopter la « langue fourchue » de son prédécesseur, le général Zia.

Quant au premier ministre indien, il semble être passé d'une position conciliante à une attitude beaucoup plus dure, notamment parce que l'opinion publique ne demanderait qu'à en découdre. Le Bharatiya Janata Party (BJP), son principal partenaire au gouvernement, a organisé un rassemblement massif à New-Delhi pour lui demander d'envisager le bombardement des « camps d'entraînement » en territoire pakistanais.

L. Z.

POLITIQUE

Le financement des partis et des campagnes

Le Conseil constitutionnel approuve les dernières dispositions

Pour modifier le financement de la vie politique, le gouvernement avait proposé des textes qui dotent de crédits publics les candidats et les partis, qui leur permettent de recevoir des contributions de particuliers ou d'entreprises, mais qui limitent les dépenses et assurent un strict contrôle des fonds reçus et de leur utilisation. La Constitution imposait que ces dispositions figurent dans deux textes différents : un projet de loi ordinaire pour les partis et les campagnes municipales, cantonales, régionales et législatives ; un projet de loi organique pour les campagnes présidentielles et pour l'indépendance de l'Assemblée nationale des candidats ou des élus qui ne respectent pas les nouvelles règles.

Le premier texte avait été soumis au Conseil constitutionnel par la volonté du premier ministre, qui tenait à s'assurer de toutes les garanties, alors que le second, parce que organique, lui était automatiquement déféré. Le Conseil avait jugé la loi ordinaire conforme à la Constitution, mais

annulé pour vice de procédure la loi organique, le Parlement ayant, à tort, voté celle-ci avant celle-là (*le Monde* du 13 janvier). Le Parlement avait donc remis sur le métier son ouvrage et adopté une nouvelle version du projet organique, qui ne se différencie en rien, sur le fond, de la précédente (*le Monde* du 6 et du 14 avril).

Le Conseil constitutionnel a, le vendredi 4 mai, déclaré cette loi en tous points conforme à la Constitution, une fois admis que les dotations de l'Etat ne pourront pas conduire « à l'enrichissement d'une personne physique ou morale » et que le Conseil, juge de l'élection des députés, ne sera en rien lié par la décision de la Commission nationale des comptes de campagnes, créée par cette nouvelle législation pour surveiller le respect par les candidats des restrictions qui leur sont dorénavant imposées. La loi organique peut donc être maintenant promulguée, comme la loi ordinaire l'avait été le 15 janvier dernier.

TH. B.

Adoption du crédit-formation à l'Assemblée nationale

M. Soisson obtient le renfort de non-inscrits et de membres de l'opposition

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 4 mai, le projet de loi relatif au crédit-formation. Le vote, qui était loin d'être acquis au départ, l'a été finalement par 294 voix (les socialistes plus la majorité des non-inscrits et quelques suffrages venus de l'opposition) contre 280.

C'est la première fois depuis le début de cette législature que le gouvernement prend le risque de soumettre au vote des députés un texte qui était, pourtant, unanimement critiqué par l'opposition de droite et par le groupe communiste (*le Monde* du 5 mai).

De fait, à l'exception du groupe socialiste, tous les autres groupes ont voté contre ce projet. Le gouvernement a toutefois joué finement en ne recourant pas à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité). Il s'agit, il

est vrai, assuré les voix de la majorité des non-inscrits et quelques votes bien utiles dans le camp de l'opposition.

Bien que portant sur un texte politiquement peu sensible, ce vote est très instructif. Il montre qu'une conjonction de contraintes (UDF, UDC, RPR, RCT) nécessite une discipline de vote absolue, notamment à droite et au centre, et l'appoint indispensable de trois ou quatre non-inscrits pour repousser un texte ou voter la censure. Le ministre du tra-

vail, M. Jean-Pierre Soisson, qui présentait ce texte avec le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. André Laignel, avait d'ailleurs tenu à être présent lors du vote. Il est parvenu une fois de plus à tirer son épingle du jeu, en captant les voix nécessaires pour faire passer son texte.

Dans l'hémicycle, lors du vote, c'est M. Jean-Marie Daillet, en rupture de ban UDC, qui a veillé à ce que les consignes de vote à droite et au centre en faveur du projet soient

bien respectées. M. Soisson l'en a remercié à l'issue du débat.

Le ministre du travail a fait, ainsi, la preuve arithmétique du précieux appoint qu'il peut apporter à travers son mouvement, La France unie. Sur le crédit-formation, le gouvernement avait demandé la réserve du vote des amendements présentés par les députés, afin de soumettre le projet à un vote bloqué sur l'ensemble du texte, modifié par les seuls amendements qu'il acceptait.

M. Soisson a défendu lui-même un amendement gouvernemental précisant la composition du Comité national d'évaluation de la formation professionnelle. L'amendement prévoit que ce comité sera composé de parlementaires, de représentants des régions nommés sur proposition du Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de la formation professionnelle continue, et de personnalités qualifiées, indépendantes de l'administration.

PIERRE SERVANT

En visite en Alsace

M. Chirac rejette toute « concession » vis-à-vis du Front national

STRASBOURG

de notre correspondant

M. Jacques Chirac a commencé, vendredi 4 mai, en Alsace, un tour de France des fédérations du RPR. Devant les sept cents convives d'un dîner-débat à Molsheim (Bas-Rhin), l'ancien premier ministre a rejeté tout accord avec le Front national. « Je n'ai pas vu beaucoup de gens se rattachant à la famille d'extrême droite dans la Résistance, a-t-il observé. Ils étaient plutôt dans la collaboration. (...) Je ne pourrais pas admettre la moindre concession et un accord quelconque avec des dirigeants d'une formation dont les racines, les valeurs, ont toujours été à l'inverse des nôtres : des dirigeants qui, au titre de leur notion du débat démocratique, ont essayé d'assassiner le général de Gaulle à plusieurs reprises ; des dirigeants qui ont toujours été dans l'autre camp, jamais dans celui des gaullistes. »

J. F.

M. Médécin : « Le CNI, c'est ma famille, le RPR, c'était ma maison »

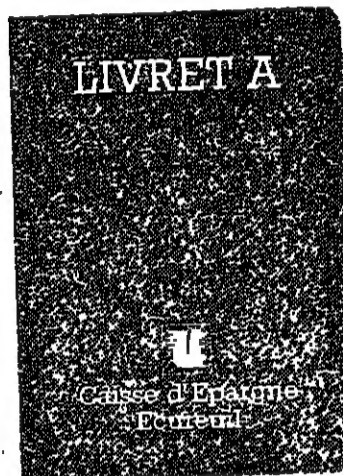
« Le CNI, c'est ma famille, le RPR, c'était ma maison », a déclaré, vendredi 4 mai, M. Jacques Médécin, expliquant ainsi sa décision de quitter la formation de M. Jacques Chirac pour rejoindre le Centre national des indépendants. Le maire de Nice a affirmé qu'il appartient au CNI « depuis 1951 », mais que, député des Alpes-Maritimes de 1978 à 1988, il avait « adhéré au RPR car le CNI ne disposait pas d'un groupe parlementaire » et qu'il avait « toujours scrupuleusement payé [ses] cotisations » à ce dernier parti. Il a précisé qu'il s'était « mis à jour » de ses cotisations au RPR pour la période durant laquelle il en était membre.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait condamné les propos de M. Médécin sur les juifs (« Je ne connais pas un israélite qui refuse un cadeau qu'on lui offre », avait déclaré le maire de Nice après s'être rapproché du Front national), mais indiqué qu'une procédure d'exclusion ne s'imposait pas, car l'intéressé ne payait plus de cotisations depuis 1987. M. Médécin a précisé, vendredi, que l'attitude de M. Juppé à son endroit était à l'origine de sa décision de rejoindre le CNI, où il compte être « mieux défendu » par M. Yvon Briant.

Ce dernier s'est réjoui de l'adhésion du maire de Nice au mouvement qu'il préside. « Jacques Médécin, a déclaré M. Briant sur Europe 1, est maire de Nice, réélu, à chaque fois, triomphalement, président du conseil général des Alpes-Maritimes, qui est le département le plus à droite de notre pays. » M. Médécin, qui avait évoqué l'hypothèse de son retour au CNI dans une interview publiée fin avril par le *Figaro-Magazine*, avait déclaré quelques semaines plus tôt à *National-Hebdo* qu'il partage « à 99,9 % » les « thèses du Front national ».

Les Nouveaux Horizons

Le Livret A en plus.



90.000 F sans impôt

LE LIVRET A UN PLACEMENT EN TOUTE SÉCURITÉ

Vous pouvez déposer jusqu'à 90.000 F sur votre Livret A. En cumulant Livret A et CODEVI à la Caisse d'Epargne Ecureuil, vous profitez pleinement de l'exonération d'impôt. Cette exonération s'applique aux intérêts de votre épargne disponible pouvant atteindre 100.000 F.

Livret A : 90.000 F + CODEVI 10.000 F = 100.000 F à 4,5 % d'intérêt.

• en toute sécurité • sans impôt.

Vous pouvez même dépasser le plafond de 100.000 F par la capitalisation des intérêts. Chaque foyer peut posséder deux CODEVI et chaque membre d'une même famille, son Livret A. C'est toujours un bon placement de l'Ami Financier. Sachez en profiter.



Caisse d'Epargne Ecureuil
L'Ami Financier

مركزنا من الأصل

POLITIQUE

En désaccord avec M. Laurent Fabius M. Michel Rocard entend réserver les avis du Conseil d'Etat au gouvernement

Le premier ministre est, de droit, le président du Conseil d'Etat. Présidence tout à fait honorifique, puisque cette assemblée a su, depuis longtemps, conquérir son indépendance, aussi bien lorsqu'elle juge les lois opposant les particuliers à l'administration que lorsqu'elle conseille le gouvernement.

La tradition veut, pourtant, que l'hôte de Matignon vienne une fois, au cours de son exercice, présider l'assemblée plénière du Conseil. En général il le fait à l'occasion de l'installation du vice-président. Le titulaire actuel, M. Marc Laroche, étant encore à pour plusieurs années, M. Rocard a jugé plus prudent de ne pas attendre. Venant, jeudi 3 mai, assumer sa présidence au lendemain des nombreuses décisions d'annulation d'élections municipales, parfois critiquées par les socialistes, il a rendu hommage à l'impartialité de la justice administrative. « Vous avez réussi à juger (...), bien entendu, dans un esprit d'indépendance sur lequel je n'ai jamais eu, pour ma part, aucun doute », a-t-il dit.

Cette visite a aussi permis à M. Rocard de souligner que le Conseil d'Etat illustre « parfaitement » deux thèmes qui lui sont chers, « le respect de l'Etat de droit » et « la modernisation du service public ». Il a observé que la réforme préparée par M. Long à la demande de M. Jacques Chirac et votée en 1987, qui a créé les cours administratifs d'appel, démontre « les appréciations pessimistes selon lesquelles l'administration serait incapable de participer à sa propre réforme ». Pour continuer dans cette voie, le premier ministre a annoncé la prochaine publication d'un décret permettant au Conseil,

afin de lutter contre la non-exécution des décisions de justice, de prononcer d'office une astreinte.

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et M. Michel Sapin, président de la commission des lois, ont déposé une proposition de modification de l'ordonnance de 1945 sur le fonctionnement du Conseil d'Etat, tendant à permettre au Parlement de lui demander « des études » sur « les conditions d'application d'une législation », cela afin d'assurer le suivi, par les législateurs, des textes qu'ils votent. Or, M. Rocard n'est pas d'accord.

S'il estime que le Conseil pourrait, effectivement, se livrer à ce genre de travail, ce ne peut être, selon lui, qu'à la demande du premier ministre, quitte à ce que celui-ci en communique le résultat au Parlement. « Il ne paraît pas nécessaire, a-t-il déclaré, de conserver la clarté de notre organisation institutionnelle, qui fait du Conseil d'Etat le conseil du gouvernement. Il ne serait pas bon d'introduire une confusion dans ce système, en mettant le Conseil d'Etat à la disposition du Parlement. »

Bien qu'habitué à ce genre d'hommage, les conseillers d'Etat ne pouvaient qu'être sensibles à la courtoisie du premier ministre. M. Long l'a souligné et il en a remercié M. Rocard par ce conseil : « En investissant dans le droit et la justice, vous contredirez les pessimistes. » Le premier ministre n'aura pas perdu son temps au Palais-Royal.

TH. B.

A « Apostrophes » M. Marchais donne sa langue au chat

Si M. Marchais espérait profiter de son passage à « Apostrophes », vendredi soir 4 mai, sur Antenne 2, pour redresser un peu son image personnelle et celle de son parti, il n'est pas certain que le secrétaire général du PCF ait atteint son but.

Alors que le thème de l'émission était « Une idée neuve : la démocratie », les trois autres invités, François de Closets, Emmanuel Todd et Pascal Bruckner, ont pris un malin plaisir à mettre en boîte pendant une heure le secrétaire général du PCF, sans avoir besoin de leur talent pour constater que les arguments de M. Marchais ne présentaient plus, à ce sujet, aucun caractère de nouveauté. Le comble de la déception a été atteint quand la conversa-

tion s'est transformée, pendant quelques instants, en un jeu de « Trivial Pursuit ». François de Closets ayant posé une « colle » à M. Marchais en lui demandant s'il connaissait le seul endroit au monde dont la population ait un jour opté librement pour le communisme. Le secrétaire général a donné sa langue au chat. La réponse était : la République de Saint Marin.

C'est Emmanuel Todd qui a eu le mot de la fin, d'un ton affligé : « Il ne faut pas être trop dur avec Georges Marchais... Il faisait l'être d'autant moins que le secrétaire général du Parti communiste, dont l'embaras évident n'était pas exempt de sincérité, se retrouvait, pour la circonstance, bien seul contre tous. »

A. R.

Un an après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéiwéné Yéiwéné Le président du FLNKS appelle les militants indépendantistes à surmonter leurs querelles

NOUMÉA
de notre correspondant dans le Pacifique sud

Le petit village de Hienghène a honoré dans le recueillement, vendredi 4 mai, la mémoire de Jean-Marie Tjibaou, assassiné il y a un an sur l'île d'Ouvéa en compagnie de son second, Yéiwéné Yéiwéné. Environ deux mille personnes ont assisté, à la tribune de Tiendanite, aux cérémonies coutumières de levée du « deuil kanak ». Pour des raisons de sécurité les militants d'Ouvéa affiliés à l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS), ainsi que ceux des deux organisations connues pour s'être opposées à la stratégie de Jean-Marie Tjibaou, le FULK et l'USTKE, n'ont pas été admis à s'associer aux commémorations.

Présent publiquement la parole, le successeur de Jean-Marie Tjibaou à la présidence du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, a appelé les

militants indépendantistes à surmonter les querelles fratricides qui déchirent le mouvement kanak depuis deux ans. Il n'a pas hésité à évoquer la mémoire de Djambelly Wéa - le meurtrier de Jean-Marie Tjibaou et Yéiwéné Yéiwéné, dont le nom est honoré dans les rangs de l'UC - au même titre que celle des dix-neuf militants qui ont été tués lors de la sanglante opération « Victor », consécutive à la prise d'Ouvéa de la gendarmerie de France. « Cela fait des contradictions au-dessus de nos têtes, nous devons passer, a-t-il déclaré, notre lutte pour la libération n'est pas une lutte facile parce qu'il y a parfois des incompréhensions. »

M. Néaoutyine, il faut réaffirmer notre détermination à mener le combat pour la dignité de notre peuple jusqu'à son terme, en souvenir de tous les sacrifices déjà donnés par les enfants du peuple kanak, les enfants de la Kanaky. »

F. B.

Levée de deuil à Ouvéa

Suite de la première page

Le pasteur Tom Joga qui s'en était trop. Avec d'autres, il partit en guerre contre cet indéfinissable désastre des âmes. Dans un grand drapeau océanique, notables coutumiers, responsables religieux, dirigeants politiques et conseillers municipaux planchèrent sur la réhabilitation d'Ouvéa. On s'accorda sur une formule : « Créer un environnement viable ». Et l'on se fixa une priorité : combattre l'oubli des jeunes. Le pasteur Tom trouva en cette occasion un ardent soutien en la personne de son vieux complice, le père François Xavier de Viviers, pour dénoncer les méfaits sur la jeunesse de « l'assistance » provoquée par les emplois JSD (Jeunes stagiaires du développement), réplique locale des TUC.

des pistes et retape des maternités en tribus. Les enfants, hier déboussolés, aux visions peuplées d'hélicoptères Puma et de lance-flammes, ont repris sagement le chemin des écoles. Sur les terrains de football, les équipes qui jusqu'alors boycottaient les compétitions ont rechassé les crampons. La chronique insulaire n'en finit pas de célébrer les exploits des « perruches de Houliou » ou les audaces des « dragons noirs d'Ouvéa ». Et chacun espère maintenant que les « monstres de Gossanah » cesseront leur boudoir. Car là-haut, dans le grand nord de l'île, le village retranché laisse discrètement filtrer quelques signes.

Le bunker entrouvert

L'accès à Gossanah est méconnaissable. La piste, trouée de nids-de-poule, est devenue un ruban de goudron lisse. En lieu et place du barrage de blocs de calcaire que gardait, il y a un an, une escouade de gamins armés, s'étire un dos d'âne qui oblige les véhicules à ralentir devant la tombe de Djambelly Wéa. Lentement, très lentement, la tribu remet son univers en ordre. Elle s'est réappropriée sa chefferie - la chefferie Inwoué - que l'administration a enfin reconnue après l'avoir vassalisée pendant plus d'un siècle à la chefferie catholique rivale de Wéwéki. Les clans protestants de Gossanah avaient toujours pâlé dans cette injustice : un radicalisme ombreux. Puis tout le village a fêté le retour d'André Tangopi, complice présumé de Djambelly Wéa, libéré en début d'année de la prison de Nouméa où il récut dans un isolement total.

Dés lors, lentement, très lentement, « les Gossanah », riches et pestiférés depuis le décès attesté du 4 mai 1989, ont entrouvert leur bunker de corail. Ils ont accepté que le haut-commissariat de Nouméa leur livre un four à air chaud pour le couché. Ils viennent de recevoir un fauteuil de dentiste, s'en vont à la mairie récupérer du ciment et des tôles pour construire

des citernes et seront bientôt équipés du téléphone. « Mais nous restons sur nos positions politiques », s'empresse de préciser Niné Wéa, une des figures du fameux clan Wéa. A la tombée de la nuit, on comprend mieux. Sous la tonnelle de feuilles de cocotiers, les femmes rangent vite les plats d'ignames et de poissons, les hommes branchent un appareil vidéo, les enfants piaffent d'impatience puis se taisent religieusement lorsque, sur l'écran, redéfilent, pour la dernière fois, des images de convois militaires, d'arrestations de militants, des témoignages de tortures. Dans la nuit bleue, se réveillent alors les fantômes du passé.

Non, Ouvéa n'est pas encore guérie. Tout juste convalescente. Et si elle se penche à y croire, à cette réconciliation, le regard des « autres » ne manquera pas de briser l'illusion. Quand les habitants de l'île voient les gendarmes vider les poubelles sur une formation de combat, fusils lance-grenades pointés vers la cocotière, ou lorsqu'ils accueillent le président de la province des îles Loyauté, M. Richard Kalot, entouré de quatre gardes du corps féroces, ils finissent par se dire que leur terre n'est peut-être rien d'autre que cette « île maudite » dont tout le monde, ailleurs, parle d'un air entendu.

« C'est dur, des fois », soupire Baptiste, le chauffeur du minibus de la province des îles Loyauté. Il raconte comment on a conseillé aux militants de l'Union calédonienne (UC) d'Ouvéa de ne pas se rendre - « pour des raisons de sécurité » - à la levée de deuil de Jean-Marie Tjibaou, à Hienghène. Faut-il s'étonner si, à la longue, l'ostracisme nourrit la paranoïa. L'annulation, pour la seconde fois, du scrutin municipal en raison d'irrégularités dénoncées par le tribunal administratif de Nouméa, a crispé les visages dans les couloirs de la mairie. Et s'il s'agissait, s'est-on interrogé, d'une nouvelle « sanction » contre « l'île maudite » ? Inquiet, on finit par voir de l'obstruction partout. Le pasteur Tom n'en a suffisamment fini avec son œuvre de pénitence. Il aura bien besoin de ses tricornes de sagesse pour convaincre les « autres » d'arrêter de regarder Ouvéa de travers et les siens de cesser de se croire persécutés.

FREDERIC BOBIN

Le vin du père de Viviers...

Curieux « développements », en effet. Le plus souvent, les « estagières » se contentent de flâner mollement sur leur supposé lieu de travail en attendant la paie de la fin de mois, généralement englobée dans l'alcool. Semaine de tous les dangers où la petite délinquance commence à faire son œuvre. La commission des sages prit donc une décision : l'alcool sera désormais interdit sur l'île. Mais elle le fit à sa manière, c'est-à-dire avec sa lourdeur jacobine sans nuances, ce qui déçoit le bon père de Viviers. Il lui fallut batailler ferme auprès du haut-commissariat de Nouméa qui, après avis du service du contentieux et de la législation, publia enfin dans le Journal Officiel de Nouvelle-Calédonie cet arrêté réparateur : « Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté numéro 157-T de janvier 1990 sus visé, le père de Viviers est autorisé à introduire à Ouvéa, pour les besoins de son ministère, un carton de vin de messe ». Ouvéa c'est aussi du Kafka aux antipodes...

Le père en sourit aujourd'hui, car il sait que l'enjeu valait bien ces petits désagréments. Ouvéa n'est-elle pas en train de se refaire une santé ? La mairie goudronne

Jean-Marie Tjibaou aurait été victime d'une tentative d'empoisonnement

Au cours d'un entretien avec plusieurs journalistes, à Nouméa, le président du FLNKS, M. Néaoutyine, a affirmé, jeudi 3 mai, que Jean-Marie Tjibaou avait été victime d'une tentative d'empoisonnement, en octobre 1988 alors qu'il se trouvait à New-York pour assister aux travaux du comité de décolonisation des Nations unies. Cet incident avait été tenu secret, a expliqué M. Néaoutyine, « pour ne pas inquiéter les militants ».

M. Laffeur : « Les choses avancent dans le bon sens... » - Le président du RPR, M. Jacques Laffeur, a estimé, vendredi 4 mai, à sa sortie d'un entretien avec M. Michel Rocard, que « les choses avancent dans le bon sens », en Nouvelle-Calédonie, depuis les accords de Matignon.

Evocant le souvenir de Jean-Marie Tjibaou, le député RPR a affirmé : « Jean-Marie Tjibaou avait une grande personnalité, une grande volonté, un charisme et une qualité que peu de gens connaissent : il reconnaissait facilement ses carences. Par exemple, il reconnaissait que l'économie était la faiblesse de l'ethnie mélanésienne, en particulier de ceux qui souhaitent l'indépendance. » M. Laffeur a ajouté : « Les institutions marchent bien. Les accords de Matignon ont tenu secret, a expliqué M. Néaoutyine, « pour ne pas inquiéter les militants ».

Sondages : M. Mitterrand s'affaiblit, M. Rocard se renforce. - Le baromètre mensuel SOFRES-le Figaro-Magazine (sondage réalisé du 24 au 26 avril auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus) montre un nouveau recul de la cote de confiance de M. François Mitterrand, qui passe de 52 % à 53 % (43 % des personnes interrogées, au lieu de 41 % le mois précédent, ne lui faisant « pas confiance »), tandis que celle de M. Michel Rocard passe de 37 % à 60 % (la proportion de ceux qui ne lui font « pas confiance » régressant de 37 % à 33 %). Un sondage BVA pour Paris-Match (auprès de neuf cent vingt-quatre personnes âgées de dix-huit ans et plus, effectué du 14 au 20 avril) indique que 53 % des Français (au lieu de 55 % le mois précédent) ont une « bonne opinion » du chef de l'Etat et que 38 % (au lieu de 35 %) en ont une « mauvaise », tandis que les chiffres sont, pour le premier ministre, de 50 % contre 36 % (au lieu de 48 % et 38 % le mois précédent).

Le Monde

SERVICE A DOMICILE

BOULOGNE-BILLANCOURT LEVALLOIS-PERRET

LE MONDE CHEZ VOUS TOUS LES SOIRS AVANT 19 H PAR PORTEUR SPECIAL

POUR 123 F PAR MOIS SEULEMENT

Vous habitez Boulogne-Billancourt ou Levallois-Perret, vous pouvez bénéficier du service à domicile du Monde et de ses quatre avantages majeurs :

- LA RAPIDITE
Le porteur du Monde passe chez vous chaque soir avant 19 heures pour vous remettre la première édition du Monde.
- LA REGULARITE
Vous êtes certain de recevoir le Monde chez vous tous les soirs. Et même le samedi.
- LA LIBERTE
Vous pouvez interrompre votre service du Monde à tout moment sur simple lettre.
- LA SOUPLESSE FINANCIERE
Vous réglez par prélèvement automatique mensuel, soit 123 F par mois seulement ; le service à domicile est gratuit. Votre budget n'est donc jamais grevé.

Si vous souhaitez recevoir le Monde par porteur spécial, il vous suffit de nous retourner la demande de documentation ci-jointe le plus rapidement possible.

P.S. : Si vous êtes âgé de moins de 18 ans et que le service à domicile vous intéresse, appelez le 06-04-03-31 (numéro vert - appel gratuit).

DOCUMENTATION LE MONDE « SERVICE A DOMICILE »

Oui, je désire recevoir la documentation complète sur le service à domicile du Monde sans aucun engagement de ma part.

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Tél. : _____

Bulletin à découper et à retourner à :

LE MONDE
SERVICE A DOMICILE
1, place Hubert-Seuve-Méry
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

La culture du

l'équipe française a m

le singe, de neuro

FR3

Un regard

Les 7 et 8 mai

SOCIÉTÉ

MEDECINE

La culture des cellules neuronales

Une équipe française a réussi une transplantation chez le singe, de neurones de la moelle épinière

La publication, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Science*, du résultat spectaculaire obtenu par l'équipe du professeur Solomon H. Snyder (Université Johns Hopkins - Baltimore) de la culture *in vitro* de cellules du système nerveux central humain (*le Monde* du 5 mai) témoigne des notables progrès accomplis dans le domaine des neurosciences. Confirmée et reproduite par d'autres laboratoires de recherche, cette première pourrait ouvrir de nouvelles perspectives thérapeutiques et permettre peut-être de réaliser d'importants progrès dans le secteur encore controversé des greffes cérébrales. En France, un groupe de médecins et de chercheurs travaillant à Montpellier vient de réussir pour la première fois une transplantation de neurones de la moelle épinière de primates, un résultat qui pourrait déboucher sur d'importantes applications en médecine humaine.

Obtenir et cultiver en laboratoire des lignées continues de cellules nerveuses humaines constitue, depuis longtemps déjà, l'objectif de nombreuses équipes spécialisées dans la recherche en neurobiologie. A la différence de toutes les autres cellules de l'organisme, celles du système nerveux central semblent, en effet, avoir physiologiquement perdu, peu après la naissance, toute capacité de multiplication. Le vieillissement de l'individu entraîne ainsi une diminution progressive de son capital de neurones, provoquant une réduction de nombreuses fonctions intellectuelles ainsi que, parfois, l'émergence de symptômes pathologiques, comme, par exemple, dans le cas de la maladie d'Alzheimer. C'est dire l'importance des résultats publiés dans l'édition datée du 4 mai de



L'hebdomadaire *Science* dans une communication signée par un groupe de cinq chercheurs de l'université Johns Hopkins.

Ces chercheurs expliquent avoir réussi à obtenir une lignée cellulaire de neurones humains cultivée en laboratoire. Cette lignée provient d'un prélèvement tissulaire effectué lors d'une intervention neurochirurgicale chez une petite fille âgée de dix-huit mois souffrant d'une malformation cérébrale unilatérale caractérisée par la prolifération de neurones immatures. L'équipe du professeur Snyder, au terme d'un patient travail de laboratoire, avait obtenu cette culture continue de neurones humains corticaux matures dont la structure et la fonction apparaissent tout à fait normales. Tout en soulignant la nécessité d'études complémentaires avant d'envisager une application thérapeutique dans cette découverte chez l'homme, les chercheurs américains n'hésitent pas à vanter son importance pour la recherche fondamentale mais aussi

pour la recherche directement appliquée à différentes affections neurologiques d'origine dégénérative ou vasculaire. Il est vrai que le fait de disposer d'une production continue *in vitro* de neurones corticaux humains offre, en théorie, de larges perspectives thérapeutiques.

Un espoir pour les paralysés

Il reste toutefois à savoir si de telles cellules pourront à terme constituer un bon modèle d'étude et un matériel pouvant être utilisé pour des greffes intracérébrales. « Jusqu'à présent, la culture de cellules nerveuses se heurte au problème de la transformation spontanée des neurones. Ces derniers acquièrent en effet à terme certaines caractéristiques des cellules tumorales », nous a expliqué le professeur Alain Privat (directeur de l'unité 336 de l'INSERM à Montpellier). Nous savons, comme d'autres laboratoires, faire pousser pendant quelques mois ces cellules qui proviennent de cerveaux de fœtus avortés ou de nouveau-nés décédés.

COMMUNICATION

La révolution du montage virtuel

Mis au point par un ingénieur de Washington et importé en France depuis quelques semaines, le système EMC2 donne au montage vidéo la souplesse du montage cinématographique grâce à des disques optiques réinscriptibles.

Un grand débat sur l'avenir de la production oppose depuis des années les partisans de l'image vidéo au tenants de l'image cinématographique. La première permet une diffusion immédiate et beaucoup moins coûteuse que le cinéma. La seconde gardait l'avantage de la qualité jusqu'à la mise au point de la télévision à haute définition.

Mais c'est la souplesse du montage qui a toujours donné au cinéma sa supériorité sur l'image électronique. La pellicule se coupe et se colle permettant de rectifier et de parfaire un montage jusqu'au dernier moment. La bande vidéo ne se coupe pas et son montage ne peut s'effectuer qu'en recopiant l'un après l'autre, sur une deuxième bande, les plans sélectionnés. Si à la fin du film, on s'aperçoit qu'une séquence doit être allongée ou raccourcie, il faut recommencer tout le montage.

Un ingénieur américain, Bill Ferster, vient de résoudre le problème en construisant une machine de montage virtuel sur vidéodisque. Le système EMC2 (Editing machine computerized) réalise une maquette du montage en mettant bout à bout tous les plans sélectionnés sans les recopier sur une bande vidéo. L'opération est effectuée par un ordinateur (PC compatible 286) qui pilote jusqu'à 7 lecteurs de vidéodisques permettant d'accéder aux images en quelques nanosecondes, imperceptibles à l'œil.

Cette technique était impraticable tant que les disques optiques coûtaient 25 000 F pièce et ne contenaient que vingt minutes d'images enregistrables une seule fois.

Fort heureusement, Sony a récemment sorti un nouveau modèle efficace et réinscriptible jusqu'à 10 000 fois au prix de

1 500 F environ. L'astuce de Bill Ferster a consisté à compresser les images pour faire tenir sur chaque disque entre une heure et demie et quatre heures de rushes.

Certes les images ont une qualité médiocre mais il ne s'agit que d'une maquette de travail et le monteur peut toujours se référer à l'original sur le magnétoscope, piloté, lui aussi mais plus lentement, par la machine.

Le programme de EMC2 travaille comme un logiciel de traitement de texte, coupe et colle les plans, simule les effets spéciaux et les sous-titres éventuels. Le monteur dispose sur son écran d'une vingtaine de vignettes électroniques où il peut afficher au choix les dernières et les premières images des plans à monter, la position de deux pistes son par rapport aux images tout en montant autant de pistes son qu'au cinéma.

Il travaille ainsi avec une souplesse supérieure à celle du traditionnel chuteur cinématographique. L'ordinateur garde en mémoire, sur disquettes, toutes les versions souhaitées d'un montage. Il pilote ensuite automatiquement une machine de montage vidéo traditionnelle sur magnétoscopes pour réaliser la version définitive.

Le montage virtuel va révolutionner à terme les rapports entre le film et la vidéo. Il permet déjà de sévères économies sur les productions électroniques en réduisant le temps de montage et, donc, le coût de location des studios spécialisés.

Le système EMC2, importé des Etats-Unis par Ragnar van Leyden, monteur cinéma des films de William Klein ou Joris Ivens, est en démonstration à Paris aux studios After Movies. Le CNRS audiovisuel envisage l'achat d'une machine dont le prix est d'environ 350 000 francs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN



FR3 et l'histoire.

Un regard vraiment neuf.

Les 7 et 8 mai. La nuit la plus longue.

7 mai 40 - 8 mai 45: FR3 se souvient et réalise une grande première en vous offrant 24 heures de télévision sans interruption pour résumer ces cinq années de guerre. 24 heures exceptionnelles, du lundi 7 mai 20h au mardi 8 mai 22h de guerre. 24 heures prestigieuses (héros de la guerre, hommes politiques, animées par des invités prestigieux (héros de la guerre, hommes politiques, historiens, artistes...), par des documents inédits et des films de l'époque (La fille du puisatier, La bataille du rail...). 24 heures d'antenne, une manière originale pour FR3 de fêter le 100^e anniversaire de la naissance du Général de Gaulle et le 50^e anniversaire de l'appel du 18 juin. La nuit la plus longue, c'est les 7 et 8 mai, c'est du lundi 20h au mardi 22h et c'est sur FR3.



هكذا من الأصل

CULTURE

ARTS

Peinture de mémoire

En George Condo, l'art contemporain a trouvé l'un de ses plus brillants archivistes. Mais suffit-il d'être un archiviste ?

Depuis quelque temps, la nouvelle réputation de peintre et collectionneur : la dernière apparition des stars de l'art contemporain se nomme George Condo, né à New York, vivant et travaillant à Paris. Jusqu'ici, Condo avait exposé à Zurich, en Allemagne et, naturellement, à New York, mais pas encore dans sa ville d'adoption. Et d'un coup, il y montre une large quantité d'œuvres et de dessins, disposés la plus souvent en polyptyques ; la curiosité est excitée par la proximité autant que par la réputation de l'auteur. Autant dire donc que cette exposition est l'une des plus intéressantes d'un printemps parisien.

son « picassisme » qu'il parvient à l'enrichir de petites inventions formelles et de dissonances chromatiques que Picasso n'a pas utilisées. Observé en détail, les dessins au pastel, au fusain ou au crayon que Condo dispose en assemblages profonds, révèlent une virtuosité qui suffit à elle seule à justifier que l'on accueille l'artiste avec faveur dans les galeries.

L'absence d'une nécessité

Avec autant de finesse et de volubilité, Condo cite Klee, Matisse, De Chirico, Masson, De Kooning, Miró et ainsi de suite. Dresser le répertoire de ses emprunts, ce serait recopier l'index de toute l'histoire de l'art au vingtième siècle, qui semble n'avoir été accomplie que pour finir dans cette galerie de citations où toutes les proximités deviennent possibles au gré de la fantaisie du peintre-conservateur. Fort bien. Cet art est exemplaire. On ne saurait espérer symptômes plus explicites de la confusion contemporaine et Condo, au mérite de la limpidité, ajoute celui de l'élégance. A la différence de ses frères en érudition, Schnabel, Salle ou Lipert, il ne se satisfait pas d'un effet de théâtre plus ou moins grossier et prend tout de plaisir à poser ses œuvres et ses vases et à tracer ses lignes sèches et dévouées qu'il ne communique une part à quelconque prend la peine, et le temps, de regarder en détail ses toiles.

dispose par groupes de trois ou quatre dénommés « combinaisons », de manière à tirer de la diversité de leur style la plus grande surprise possible et à manifester que tout peut se faire, tout et son contraire, à la demande. Mais c'est là ne donner à son œuvre d'autre sujet qu'elle-même, d'autre sens que l'aveu d'une adresse qui tourne à vide, exactement comme chez Francis Picabia. C'est rassurant, en dépitant des trésors de rhétorique, l'éternelle confession d'un « tout est déjà trouvé », il ne nous reste que des hommages à rendre, à quoi se résume l'essentiel de l'art contemporain, académique par l'assiduité. D'un peintre aux capacités si extravagantes, on pourrait attendre plus et mieux que cet étincelant maniérisme. Quand Picasso s'inspirait de Manet et de Poussin, c'était par nécessité expressive. Cette nécessité fait défaut pour l'heure à George Condo.

PHILIPPE DAGEN
Galerie Tampion, 30 rue Beaumarchais, jusqu'au 26 mai.

Les Trois Grâces resteront en Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne a intérêt à vendre 4 mai la vente à l'étranger des Trois Grâces d'Antonio Canova. Cette sculpture du XVIII^e siècle avait été vendue 7,6 millions de livres (près de 10 millions de francs) au Musée Getty, en Californie. Le ministre des arts devra maintenant trancher entre deux candidats, le financier Jacob Rothschild et deux industriels écossais, les frères James David et Frederick Barclay. (AFP)

MUSIQUES

Jean-Claude Riber quittera l'Opéra de Bonn en 1992

Nommé à la tête de l'Opéra de Bonn en 1981, le metteur en scène français Jean-Claude Riber, 56 ans, se voit reprocher l'absence de sa programmation. Les responsables municipaux de la culture souhaitent que les représentations soient plus nombreuses, les places moins chères. Ils souhaiteraient également que l'on produise des opérettes. Vieux vœux d'ailleurs. Tout ceci sur un fond d'incertitude politique : la ville natale de Beethoven ne risque-t-elle pas de perdre dans l'avenir son statut de capitale fédérale au profit de Berlin ?

Je dirige cette maison depuis douze ans, nous dit Jean-Claude Riber. Les conditions changent, on me demande d'en faire plus en n'augmentant pas un budget qui est actuellement d'environ 40 millions de marks. Certains élus réclament un Opéra populaire, mais actuellement les places de premières valent 90 marks (environ 300 FF), le reste du temps, elles ne dépassent pas 200 FF : nous donnons environ deux cent vingt représentations par an, des opéras, des ballets, des créations d'opéras contemporains, des opéras en version de concert, comme des récitals de chant. Le taux de remplissage de la salle, qui ne fait que 1 000 places, atteint les 98 %. Le public, la critique soutiennent mon travail. En quelques jours, une pétition a recueilli cinq mille signatures réclamant mon maintien à la tête de l'Opéra. Mais à quel bon ? mes déistes est prêt, je ne gère la décadence. Il est impossible de lutter contre la bête. Le théâtre, l'opéra ne sont pas des maladies, je ne tiens pas à faire un infirmerie. Je quitterais donc l'opéra de Bonn en 1992, au terme de mon contrat. »

Les maîtres français de Martinu

Dominique Merlet joue Debussy, Roussel et Ravel

C'est merveille de voir le dévouement suscité par Bohuslav Martinu au moment de son centenaire, après un long sommeil, dans sa seconde patrie. Le Festival organisé par l'Association pour la musique et les arts télévisuels (8 rue Notre-Dame des Champs, Paris) vient de s'achever après avoir donné quatorze concerts, dont cinq du pianiste Radoslav Kvapil, qui a fait également un cours d'interprétation sur ce compositeur, auquel était consacrée une petite exposition à la mairie du 6^e arrondissement. C'est là qu'on pouvait entendre les lauréats du concours de piano Martinu (1) et un concert de Dominique Merlet dédié aux grands contemporains et maîtres du musicisme tchèque : Debussy, Roussel et Ravel.

Ce climat debussyste était déjà dépassé lorsque Martinu arriva en 1923 à Paris, où il était venu chercher « la clarté, l'ordre, la mesure, le goût et l'expression directe, exacte et sensible » que symbolisait pour lui Albert Roussel dont il devint l'élève. Dominique Merlet a parfaitement montré le changement de monde sonore qui s'opéra alors, dès l'Accueil des Muses (à la mémoire de Debussy) de ce même Roussel, une pièce vigoureuse, lente, sur une basse marchante, dont il fait ressortir le caractère lancinant, presque de marche funèbre et de glas ; et davantage encore dans les Trois Pièces de 1934, nudes, rustiques, jouées avec une élégance magistrale et trépidante, où il ne reste rien des grâces et des sous-entendus debussystes.

Le Martinu d'avant-guerre sera souvent proche de ce Roussel vigoureux, voire brutal, d'un néo-classicisme si personnel, mais son art s'affinera peu à peu à l'exemple du Tombeau de Couperin de Ravel, que Dominique Merlet a inscrit à juste titre parmi les maîtres (au moins la partie...) de Martinu : un art de plus en plus diaphane, secret, souvent humoristique, derrière l'apparence sagement classique. Comment dire mieux que le petit Bohémien de Polichka, qui retrouvera à la fin de sa vie les grands espaces immatériels, la poésie sans limites de Debussy, était proche de nos musiciens français ?

JACQUES LONCHAMPT
(1) Remporté par Frédéric-François Guy, élève de Dominique Merlet, devant Jérôme Kluge et Sofia Leventova.

Changement de monde sonore

Un monde à la fois exquis, profond et mélancolique, d'une beauté à pleurer, malgré ses bouffées de bonheur ou de gaieté : les Degrés chromatiques qui roulent comme la rivière sur des cailloux, avec une chanson enfantine ; les sixties papillonnantes qui se souviennent de Chopin ; l'étude pour les notes répétées qui regarde à la fois vers Debussy et Poulenc ; ou celle, pour les sonorités opposées, le Debussy d'Anacardi et de la lune sur le temple qui fut, avec un bref déchaînement quasi romantique.

THEATRE

Joseph Deltell à Montpellier

Le 19^e Printemps des comédiens célèbre le poète disparu en 1978

MONTPELLIER
« Deltell accoucha des mots, ainsi qu'un arbre se dépouille de ses feuilles », écrivait Henry Miller. La gestation latente du Printemps des comédiens à Montpellier a choisi d'honneur, du 7 juin au 7 juillet, ce natif du département de l'Aude. Après un long séjour à Paris, il avait élu domicile à la Tour de la Méditerranée, à deux pas du château d'O de Montpellier, une folie du dix-septième siècle qui appartenait au conseil général de l'Hérault, organisateur de la manifestation.

Deux créations viendront appuyer cet hommage : Spirit dove Jean, adapté par Christian Liger, et mis en scène par Jean-Claude Drouot (son interprétation de Jésus II avait marqué le centenaire d'une année qui a duré jusqu'à la mort du poète en 1978) et François d'Assise, adapté et mis en scène par Viviane Tutohphiliak.

Jean-Claude Penchenat et le Campagnol présenteront également 1, place Garibaldi. Autre rendez-vous : l'Idée fixe d'après Paul Valéry, avec Bernard Murat et Pierre Arditi. Le Printemps s'ouvrira vers l'étranger et invite la Comédie du Festival, spectacle italien de Pippo et Concetta Roca. On verra les Colombini, Dimonis par Els Comediants de Barcelona, Kevio et Juliette dans la mise en scène de Jean-Louis Thibault.

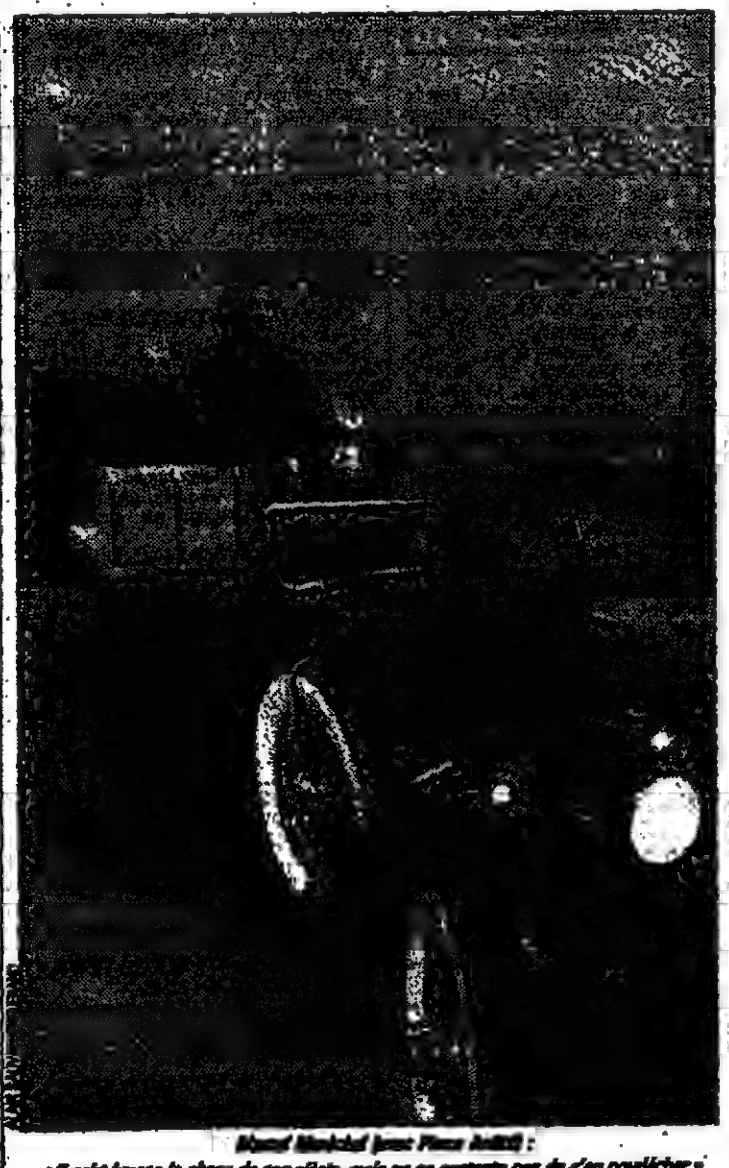
Michel Galabru, secrétaire du Printemps, joue pour la première fois du Labiche : le Voyage de M. Perrichon. Présent à Drouot, Penchenat, Lattès, Clermont-Henri, communes du département. Galabru décentralise le festival, qui offre désormais représentations dans vingt et une communes, ainsi qu'à Nîmes.

Le prix Jean-Villar, destiné à encourager des initiatives prometteuses, sera remis pour la troisième année consécutive.

JACQUES MONIN

La Maison de la Culture de la Rochelle réouvre. La Maison de la Culture de la Rochelle qui avait dû fermer ses portes récemment, va être réouverte grâce à un accord intervenu entre la ville et l'Etat. Un établissement d'action culturelle a été créé, remplaçant la maison de la culture. Dirigé par le directeur du Centre d'action culturelle d'Angoulême, Jackie Marchand et géré par une association « Pour une nouvelle scène », créée par la ville et l'Etat, il accueillera le festival international du film, les Francophiles et pour la rentrée la création de Aux de Régine Chopinot qui travaille à la Rochelle.

Le Brecht de la fête



Brecht dans la scène de son œuvre, mais ne se contente pas d'un pourfendeur

Solo de la première page
Quand l'éloge du mal est magnifié par une pensée, par un langage aussi exigeant que chez Jean Genet, et que, comme dans les Paravents, s'ajoute le souffle d'une révolte imminente, alors on attendait au sublime. Mais quand on brasse le mal au ras du mal, que peut-on donner ? Un constat, et après ?

Brecht lui, brasse le chaos de son siècle, mais ne se contente pas de s'en pourfendeur. Il y a, chez lui - et de cela nous avons besoin, nous public et acteurs - une dramaturgie de la clairvoyance. Ce qui me frappe en relisant son œuvre, c'est, au-delà des contradictions, des facilités, des naïvetés, une éthique. Brecht nous donne la vision d'un monde qu'il faut, pour paraphraser Hegel, transporter de la nuit du possible dans le grand jeu de la réalité. Voilà ce qui me pousse à de nouveaux rencontres Brecht, moi qui pourtant, comme dirait Poulenc, « suis tout autre ». Mais c'est pour cette différence qu'il me passionne.

J'ai toujours pensé que sa volonté de privilégier l'esprit sur

le cœur (le corps) n'était qu'une façon de se masquer. Me frappe au-delà des petites lunettes de l'intellectuel, la sensibilité de la bouche, et le regard. La perspicacité de son regard pétillant d'ironie. Une tête de pasteur luthérien et, entre les doigts, le cigare comme un phallus dionysiaque. Brecht est de la famille des Marlowe, des Shakespeare, des grands écrivains d'hier et d'aujourd'hui, qui ont une vision panthéiste de la vie. C'est ce Brecht-là que j'ai envie de rencontrer, de servir. Le Brecht de la fête, de la comédie populaire, des impudiques.

Un éloge des cinq sens

Impudique. Puntilla baigne dans la sexualité des océans torrides et chauds qui s'échappent des bûches, des bûches de vapeur, et montent dans la nuit d'été finnoise. L'ordre général - l'ordre du monde - et l'ordre intime de l'écrivain semblent tournoyants par les sens. Le vin agit comme un lait nourricier, initiatrice, une sorte de boisson de vérité. Le désir, la gourmandise sexuelle, irradiant toute la pièce.

Si Galilée était un éloge de la gourmandise, tant sensuelle qu'intellectuelle, Puntilla est un éloge des cinq sens réunis. Impossible, en travaillant Puntilla, de ne pas songer à Falstaff. Tous deux gros d'une sémence, d'un usque, Puntilla se voudrait maître de la totalité du monde. S'il « descend au niveau de la bête quand il est à jeun, quand il est ivre il devient un ange, retrouve une sorte de ludisme enfantine qui le rend irrésistible. Quand Puntilla est en état de grâce, il voit la totalité du monde. » Il en voit le gris, mais aussi le rose, le rouge, l'arc-en-ciel. Alors le voilà assis fragile qu'un enfant. Aussi seul.

MARCEL MARECHAL

Théâtre de la Crée, Marseille. Du mardi au samedi à 20 heures. Mercredi, 19 heures. Matinées samedi à 14 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 81-54-74-54. Du 5 mai au 23 juin.

Le Monde
PUBLICITE
LITTÉRAIRE
Rem. : 45-55-91-82, poste 4297

Un mutant dans la chanson

William Sheller chante au Palais des Congrès avec un orchestre symphonique

Depuis le début du siècle, la chanson française est servie par des auteurs-compositeurs-interprètes un peu en marge, personnages fantasques qui travaillent volontiers dans le pastel, avec nonchalance et humour. Ce vagabondage élégant, parfois mystérieux, fut celui de Jean Tranchant (les Frénons effacés) dans les années 30, de Pierre Duda (Mélancolie) juste après la Libération et de Philippe Chancel (le 1^{er} livre bien sûr) dans les années 60. Ils ont, chacun à leur tour, oscillé le ritournelle sans efforts excessifs et sont redescendus sans trop se soucier du show-biz.

partie de basket, che Heydn, inchoit dans ses albums des pièces musicales écrites par des quatuors à cordes. Par chance, depuis trois années, Sheller partage avec un public conséquent (un de ses derniers albums s'est vendu à plus de cent mille exemplaires) ce goût du classique mêlé à un esprit rock. Au point d'avoir trouvé au sein de sa maison de disques (Phonogram) une certaine autonomie.

Né d'un père contrebassiste américain et d'une mère française passionnée de jazz, Sheller a composé son premier succès en 1968 (My Year is a Day) pour un groupe américain (Les Irresistibles) installé à Paris. Son premier album solo parut en 1975. William Sheller a déjà vingt-neuf ans.

Aujourd'hui, William Sheller se présente au Palais des Congrès entouré d'un orchestre symphonique de soixante-cinq musiciens, la plupart âgés de moins de trente ans et recrutés dans différentes formations. L'allure dégingandée, le crâne rasé, une blouse noire tombant sur les genoux et des chaussures à grosse semelle, Sheller chante (Nolwae, Simplement, le Nouveau Monde) avec la chaleur amicale d'un conteur. Et, entre deux romances, laisse l'orchestre interpréter son concerto pour violoncelle.

Comme un perpétuel mutant de la chanson française, il cultive l'éclectisme, mêle Mozart et le soda, le souvenir d'une valse de Schubert à celui d'une

CLAUDE FLEOUTER
Palais des Congrès, 21 heures.

CINEMA

Mal d'amour

Pour son deuxième film, « Après après-demain », comédie de fantastique social, Gérard Froct-Coutaz surprend

Dans Après après-demain, de Gérard Froct-Coutaz (dont la sortie a été retardée et risque de passer inaperçue, ce qui serait dommage), Anémone est une fille moderne, libre, spécialiste des coups de tête. Après avoir exercé trente-six petits métiers, elle décide de devenir styliste. Avec sa copine Agnès Soral, à peine moins flippée qu'elle, la voilà qui met en chantier, sans argent mais avec de l'imagination, une collection de sept modèles. Dans une boîte de nuit, Simon de la Brosse, sportif qui travaille dans une salle de gym, a le corps de fou pour elle. Il est romantique et sentimental. Elle, sous ses allures libérées, est plutôt coïteuse. Qui trique, quand une femme a peur de l'amour ? L'homme.

récolte qu'il semble laisser filer dans toutes les directions, mais dont il tient solidement les fils, et d'une mise en scène découpée - comme chez Jacques Becker - dont les moments d'humour sont trop forcés pour être vraiment drôles. Tantôt les personnages paraissent caricaturés, un peu ridicules. Tantôt, et c'est la vérité du film, ils deviennent, au-delà de leurs caricatures et de leurs foucades, vulnérables et attendrissants. Froct-Coutaz reste fidèle au Belleville de sa première œuvre.

C'est l'un des aspects originaux de cette comédie dont le ton a pu paraître déconcertant après Beau temps mais originaire en fin de journée, qui avait fait l'unanimité. Ici, Froct-Coutaz brosse les pistes d'un

Mais du réalisme quotidien il est passé à une sorte de fantastique social, en particulier dans le personnage de Micheline Freade, la voisine un peu folle et finalement pathétique.

Anémone garde une part de mystère qui peut-être appartient au réalisateur. Simon de la Brosse n'a jamais été aussi bien employé. Dans l'ensemble, la distribution est surprenante.

JACQUES SICUEN

مكتبة من الأصل

RÉGIONS

Aider les créateurs, les former, les suivre « J'ose mon entreprise »

Les collectivités locales encouragent par différents moyens les créations d'entreprises. En Dordogne, avec la chambre de commerce, on est à l'écoute des projets, même les plus modestes.

PÉRIQUEUX

de notre envoyée spéciale

Jean-Pierre et Arlette en ont encore les yeux brillants : ils viennent de poser la première pierre de leur future activité en se rendant au rendez-vous fixé, une semaine plus tôt, par Lolita, la standardiste de « J'ose mon entreprise ». Pour eux, la dernière campagne d'affichage de cette opération, lancée depuis le mois de novembre en Dordogne, est arrivée à point nommé. Jean-Pierre et Arlette avaient, en effet, eu, depuis six mois, de lancer sur le marché un produit du terroir encore inconnu du public (chut, secret !), mais ils ne savaient comment s'y prendre.

Ils y voient aujourd'hui beaucoup plus clair, au terme de leur premier entretien avec Michel Bonhomme, patron à la retraite et conseiller de « J'ose ». Tous trois sont convenus de se revoir pour faire un premier bilan des démarches à entreprendre.

Si Jean-Pierre et Arlette avaient déjà une idée bien arrêtée, de nombreux porteurs de projet ont besoin de la laisser mûrir encore, avant de se lancer dans la délicate course d'obstacles qu'est la création d'une société, sous peine de se décourager. C'est pourquoi « J'ose mon entreprise » offre avant tout, selon Henri Butel, chargé de mettre en place l'opération, « un accueil et un suivi à tout porteur de projet un peu timide ».

Qu'il s'agisse de vendre des pizzas sur le parking d'un supermarché ou de monter un circuit de karting ou une petite affaire de maintenance électronique, chaque créateur d'activité est l'objet de la même attention. Y compris ce flambeur, désireux de se montrer



au volant de sa belle voiture américaine... en remorquant quatre panneaux publicitaires ! En l'espace de six mois, dix idées se sont ainsi concrétisées sur les deux cents premiers contacts pris dans la vallée de l'Isle et de la Terrassonnais, visés par cette opération.

Une formation individualisée

La procédure est chaque fois identique : Lolita fixe un rendez-vous aux porteurs de projets avec l'un des douze conseillers, recrutés par « J'ose » dans les rangs de l'EGEB (Entente des générations pour l'emploi et l'entreprise). Les patrons, fonctionnaires ou cadres en retraite, ces derniers les aident ensuite bénévolement à ficeler leur dossier avant de les adresser aux spécialistes de la chambre de com-

merce et d'industrie. L'objectif principal de « J'ose mon entreprise » est de détecter et de favoriser l'émergence de toutes les possibilités d'activité, afin de rendre vie à deux zones sinistrées par la crise, de la chaussure dans la vallée de l'Isle et de la mécanique dans la Terrassonnais. Instigatrices de cette opération, la chambre de commerce et d'industrie s'est inspirée des opérations ODACE (1) montées par la DATAR et l'Agence nationale pour la création d'entreprises sur les bassins d'emplois en déroute. 1,5 million de francs de crédit ont par ailleurs été débloqués par la Communauté européenne (pour moitié), la région et le département.

Préside par le préfet et patronnée par tous les acteurs politiques, économiques et administratifs en Dordogne, « J'ose » entend aussi

piloter les futurs créateurs dans le labyrinthe des différentes formations proposées par les organismes publics. Ce deuxième volet de l'opération devrait commencer le 14 mai avec l'offre d'un diagnostic « très sévère » des lacunes de chaque nouveau patron ainsi suscité. Celui-ci devrait bénéficier d'un crédit de deux cent quatre-vingt heures de formation individualisée utilisable quand il le souhaite.

À la manière d'un « supermarché stimulant la consommation de la clientèle », l'esprit sous-tendant toute l'opération tend à faciliter au maximum la vie du créateur d'entreprise sans pour autant en faire un assisté. Ainsi, Henri Butel rêve d'installer dans les nouveaux locaux de « J'ose », qui abriterait auparavant le grand magasin des Dames de France à Périgueux, une permanence dans tous les domaines intéressant les nouveaux chefs d'entreprise : juridique, financier, comptable...

Le taux de mortalité infantile de ces nouvelles sociétés demeure toutefois élevé, d'autant plus lorsque leur création a été ainsi stimulée. C'est pourquoi le dernier volet de l'opération, qui doit être mis en place cet automne, prévoit l'accompagnement de ces jeunes pousses par plusieurs années. Inscription systématique au club de créateurs d'entreprises déjà existant (Face 24), distribution de « chèques-conseils » permettant aux entrepreneurs de recourir aux services de consultants en ne payant qu'un ticket modérateur, telles sont quelques-unes des pistes d'ores et déjà explorées par « J'ose ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Opération de détection et d'accompagnement de création d'entreprise.

► « J'ose mon entreprise », chambre de commerce et d'industrie, 23, rue du Président-Wilson, 24018 Périgueux Cedex. Tél. : 53-53-00-00.

Les projets cinématographiques de Lyon

Renouer avec les frères Lumière

LYON

de notre bureau régional

Dans un secret digne de la pure tradition lyonnaise, l'équipe de Michel Noir boucle un dossier de grande envergure sur le septième art, que devrait couronner, en 1995, une commémoration, commune avec Paris, du centenaire du cinéma. La ville des frères Lumière et celle de Matisse, la cité de la technique et celle de l'art, pourraient alors enfin se réconcilier.

Les élus lyonnais, qui doivent presque tout construire ex nihilo, envisagent un projet en trois dimensions : formation, production et diffusion. Le choix des investisseurs sera vraisemblablement déterminé par leur capacité à investir dans ces trois activités à la fois.

Le groupe Pathé-Cinéma semble posséder cet atout. Il souhaite disposer, « au cœur de l'axe géographique franco-italien », d'une unité de fabrication, de nouvelles images et d'un centre de production de dessin animé. Il ferait donc appel à l'Institut européen de formation aux nouvelles images que Lyon entend créer, en collaboration avec Saint-Étienne (le Monde du 4 décembre 1989). Pathé se dit prêt, de plus, à investir de l'argent dans l'implantation d'une école de scénaristes.

Ce groupe est en train de constituer une société financière de production afin d'attirer à Lyon cinq tournages par an, dont la moitié pourraient être réalisés par lui-même. Il fait appel à des partenaires locaux, et peut d'ores et déjà compter sur le Crédit lyonnais. Ce fonds privé pourrait compléter celui, public, que préfigure M. Jacques Oudet, vice-président du conseil régional chargé de la culture.

La société Pathé souhaite enfin développer sa diffusion à Lyon, où elle exporte déjà 20 % du marché. Elle veut disposer d'un complexe de quinze salles périphériques, semblable aux fameux Kinopolis de Bruxelles. La perspective de 25 000 étudiants supplémentaires

dans l'agglomération d'ici une dizaine d'années incite à l'optimisme. De plus, l'association pour le développement économique de la région lyonnaise (ADERLY) estime qu'un tel ensemble augmenterait de 35 % le nombre des entrées (actuellement de 4 millions par an). Oudet estime aussi que la fréquentation des salles du centre chuterait du même coup de 50 %. Le groupe Pathé a l'intention de proposer aux exploitants indépendants du centre-ville de s'associer à lui pour éviter ce marasme.

Deux sociétés en concurrence

Les ambitions de Pathé rencontrent celles de la SARI, autoproclamée la future cité internationale de Lyon, qui doit s'élever sur les ruines de l'ancien Palais de la foire. Ce promoteur souhaite construire un ensemble de salles de cinéma, et éventuellement, une salle Ommatix (comme la Géode, à Paris).

La société Ganimont, qui n'est pas présente à Lyon, aimerait s'implanter dans la deuxième agglomération française, en exploitant elle aussi un complexe de salles. Mais elle projette un autre site : celui de Gorge-de-Loup, à Vaise, dans le 9^e arrondissement, où le terrain semble moins cher. Mais, comme « deux complexes de cette ampleur ne peuvent coexister à Lyon », selon M. Henry Chabert, adjoint à l'urbanisme, les deux sociétés se retrouvent en concurrence. La ville sera amenée à choisir dans la mesure où elle pourra décider de délivrer ou non un permis de construire.

Les élus sont aujourd'hui satisfaits de l'intérêt marqué par les professionnels (Crédit lyonnais, UAP, Roiret, Spie Barigolles...). En effet, il aurait été risqué que Lyon, où le cinéma s'est absenté pendant tant d'années, renoue artificiellement avec le septième art, par la seule volonté d'une nouvelle équipe municipale.

RAFAËLE RIVAS

Une opération Maison de la France-American Express

Mieux accueillir les touristes américains dans les régions

Maison de la France - notre représentation touristique à l'étranger - et American Express associent leurs efforts pendant trois ans pour faire découvrir aux Américains les régions françaises.

Le touriste américain a changé. Il voyage moins en groupe, il recherche « le charme et l'authenticité », affirme Michel Bouquier, représentant de Maison de la France aux États-Unis. Il redoute les prix abusifs, la barrière de la langue, l'accueil réfrigéré et hautain (quand il n'est pas désagréable) des Français, professionnels ou non... Surmonter ces handicaps et prendre en compte ces évolutions pour accroître les visites, c'est le but de l'accord passé entre les deux organisations.

« L'effet Bicentenaire »

Une centrale d'information (treize standardistes) fonctionne aux États-Unis (elle reçoit déjà plus de mille demandes de renseignements par jour) ; un guide a été édité ; un numéro vert (en anglais) sera à la disposition des touristes en France (le 05-20-12-02), qui recevront des carnets de coupons donnant droit à des entrées gratuites dans des musées et monuments ; un réseau de 1500 lieux d'accueil (hôtels, restaurants, services...) est « labellisé » par les

deux partenaires, qui organisent d'ici l'été une série de séminaires de formation concernant l'accueil spécifique des Américains. Une campagne de publicité est engagée pour quelque 4,5 millions de dollars (plus de 30 millions de francs). L'effort financier supplémentaire représente pour Maison de la France et American Express 11,5 millions de francs sur trois ans. Les trois quarts des régions participent financièrement à l'opération.

L'objectif est de faire mieux qu'en 1989. L'année du Bicentenaire avait pourtant enregistré un nombre record de touristes venus des États-Unis, 2,5 millions. Mais les professionnels estiment que l'on peut prolonger « l'effet Bicentenaire », notamment en faisant découvrir, après la capitale, les régions françaises.

« Au départ, le touriste américain connaît seulement Paris et la Côte d'Azur », estime Charles Petrucci, P-DG d'American Express France. « L'effet Bicentenaire n'est pas retombé », estime aussi Jean-Marie Janailles, directeur général de Maison de la France. On le voit en Europe comme au Japon. Il faut utiliser cette chance unique que nous avons eue pour aller plus loin et plus vite. »

Y.A.

AQUITAINE

Les accès à la baie d'Arcachon

Une « spaciocarte » des passes du bassin d'Arcachon va être réalisée à partir d'une prise de vues du satellite Spot. Elle complètera l'habituelle campagne annuelle de sondages de ces accès à la baie d'Arcachon. En janvier et février, les passes ont été considérablement modifiées en raison de fortes tempêtes. La passe sud, qui sert de chenal principal aux bateaux, s'est rétrécie. En revanche, la passe nord s'est creusée et élargie, à tel point que l'on envisage de la draguer pour en faire le chenal principal d'accès au bassin d'Arcachon. Ces importantes modifications des accès ont causé deux naufrages, dont l'un a fait deux morts. Devant l'inquiétude des marins et des plaisanciers, le département de la Gironde a donc décidé d'avancer sa campagne annuelle de sondages bathymétriques et de la compléter par la spaciocarte. Si l'on conclut à la nécessité du dragage de la passe nord, l'opération pourrait avoir lieu en 1992. Elle est évaluée à huit millions de francs.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Deux siècles d'histoire varoise

Deux siècles d'histoire varoise sont retracés avec vivacité et précision dans l'ouvrage de Maurice Arreche, président du conseil général, et de l'ancien journaliste Charles Galité. De l'abbé Sieyès à Mitterrand en passant par Bonaparte, Emile Olivier, Clemenceau et de Gaulle, l'histoire politique particulièrement agitée de ce département est méticuleusement contée. Les crises révolutionnaires, les guerres vicielles, les combats pour les libertés locales ont émaillé deux siècles particulièrement agités sur ce territoire à la fois terrien et marin, et dont la représentation électorale est passée de la gauche à la droite. Maurice Arreche en profite pour plaider la cause du renforcement des pouvoirs du département à la fois contre le centralisme parisien et contre l'anarchisme régional.

► Maurice Arreche, « Un combat pour le Var », Edisud, 315 pages, 85 francs.

RHÔNE-ALPES

Salons technologiques à Lyon

Le parc d'expositions Eurexpo de Lyon-Chassieu accueillera d'ici les prochains mois trois nouvelles manifestations professionnelles consacrées à des activités de haute technologie. Il s'agit tout d'abord d'un Salon du textile technique, Textex, prévu en juillet, qui voit le jour à l'initiative des syndicats patronaux de la région, en alliance avec son homologue de Francfort. Il sera jumelé à un Congrès international sur les matériaux composites à renforts textiles appliqués à la construction, créé par l'association Fitat, animée par M. Jacques Brocher.

En septembre 1990, Eurexpo accueillera le Salon de l'équipement et de la maintenance nucléaire, European Nuclear Congress, initialement prévu à Genève. La pression des militants écologistes en Suisse et l'importance du parc électronucléaire installé dans le Sud-Est de la France ont fait pencher la décision en faveur de Lyon.

Enfin, un Marché international de la high-tech s'ouvrira en mai 1991, à l'initiative des 3 000 distributeurs spécialisés recensés en Europe, présentant des composants et sous-ensembles (électronique, électromécanique, informatique), des produits et systèmes de communication, des équipements de production et de conception assistée par ordinateur. Les organisateurs souhaitent réunir deux cent cinquante à trois cents exposants.

Ouvert en septembre 1984, le parc Eurexpo gère maintenant un « portefeuille » de trente-cinq foires et salons de périodicité annuelle ou biennale. Ses responsables cherchent à obtenir une activité moins cyclique. Ils reconnaissent être à la recherche d'alliances, après la vente du Marché international de la sous-traitance (MIDEST) au groupe technique Bloch (le Monde du 22 novembre 1989). M. Régis Pelen, président de la Société d'exploitation du parc d'expositions de Lyon (SEPEL), a souligné sa volonté de ne pas laisser Lyon être dépossédée d'un grand Salon de la sous-traitance tous les deux ans. Depuis quelques années, la société organisatrice du marché de la sous-traitance, établie à Nancy, a incliné une alternance entre Paris et Lyon, où le MIDEST doit à nouveau se dérouler en 1991.

Cette page a été réalisée avec une collaboration de Gérard Bodin et Claude de Mathis. Coordination : Yves Agnès.

En concurrence avec FR 3-Lorraine

RTL-Télévision s'installe à Nancy

NANCY

de notre correspondant

RTL-Télévision (Luxembourg) poursuit sa politique d'information de proximité en Lorraine : elle a installé en mars un bureau permanent à Nancy et annonce une prochaine initiative à Epinal (Vosges). Installé dans un studio de l'enceinte du Centre régional de recherche image (CRRI), le bureau d'information de Nancy, composé de deux journalistes, est relié par un faisceau hertzien permanent au centre RTL de Luxembourg. Cela permet à la rédaction locale d'intervenir à tout moment en direct sur l'antenne.

La station luxembourgeoise, accentue ainsi sa présence en Lorraine, malgré des difficultés de diffusion, ses émissions étant mal reçues dans le sud de la région.

En attendant le câble

« Nous comptons beaucoup sur l'extension du câble, déjà en place à Epinal et en cours de réalisation à Nancy », explique le directeur de l'antenne et de l'information de RTL-Télévision, Hugues Durocher.

La chaîne diffuse quatre journaux quotidiens de cinq à dix minutes, largement nourris de sujets locaux, dont, vers 22 heures, l'activité de la Bourse interregionale de l'Est (Nancy).

Alors que Hugues Durocher refuse de commenter des sondages d'audience, qui, selon lui, ne tiennent pas compte des spécificités locales, la station lorraine de FR 3 affirme ne pas redouter cette concurrence croissante. « Pour nous, c'est un challenge permanent depuis des décennies », rappelle le directeur de FR 3-Lorraine, Jean-Pierre Lannes. Face à nos confrères de RTL, nous avons trois ans d'avance, puisque nous organisons chaque jour des journaux départementaux à l'intérieur de nos informations régionales. »

La direction générale de FR 3 a cependant donné son accord au doublement de l'équipe régionale décentralisée à Metz et à la création, « d'ici trois mois », d'un bureau permanent à Epinal. Selon le dernier sondage de Médiamétrie (février à juin 1989), le journal du soir de FR 3 est crédité de 21,6 % d'audience contre 5,8 % pour RTL-Télévision.

BERNARD MAILLARD

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
FRANCE

En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

ÉCONOMIE

La session de l'ONU sur la coopération économique internationale

Le tiers-monde à la recherche d'un aggiornamento

Epuissant. Une semaine de débats préparatoire, neuf jours de débats au cours desquels plus de 150 orateurs (sur les 180 pays membres qui composent l'ONU depuis la récente admission de la Namibie) ont tenu la parole et, au bout du compte, une liste impressionnante de vœux pleins pour les pays en développement d'une coopération internationale des politiques macro-économiques que personne ne songe à contester. A première vue, les résultats ne sont pas à la mesure des efforts déployés. En réalité, derrière les termes parfois sibyllins de la déclaration finale approuvée le 1^{er} mai, un consensus se confirme: le nouvel état d'esprit perceptible depuis quelques mois sur la scène politique internationale.

NEW-YORK

de notre correspondant

L'effondrement sans appel du système communiste à l'est, le nombre croissant de pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud ayant opté pour un processus démocratique, la brusque remise en question de régimes africains qui finissent pas de secouer le monde occidental semblent s'imposer à l'heure où le dialogue économique et la coopération internationale sont au premier plan. La session de l'Assemblée générale des Nations unies sur la coopération économique internationale, réunie par le Groupe des 77 pays en développement, s'ouvre par le fossé entre riches et pauvres, lequel s'a creusé de ces dernières années. Les pays en développement doivent faire eux-mêmes les premiers pas s'ils veulent améliorer leur situation, a ainsi reconnu le ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, M. Nathan Shamuyirira, mais c'était pour insister aussi les pays producteurs de produits de base à former des cartels, à l'image de ceux des pétroliers en 1973, pour obtenir de meilleurs prix. Une proposition restée lettre morte, il est vrai.

Un peu négligé ces derniers

temps depuis que le sommet de Toronto et le « plan Brady » ont débouché sur des amorces de solution, le lancinant problème de la dette a été largement évoqué au cours de la session, dernier chapitre de l'appui. Fin 1989, l'endettement des pays en voie de développement atteignait la somme astronomique de 1 290 milliards de dollars (environ 7 224 milliards de francs); dont 40 % pour le compte de 19 pays parmi lesquels le Mexique, le Brésil, le Chili, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, la Pologne.

L'objectif de 0,7 % du PNB

Au chapitre des concours que les pays industrialisés peuvent apporter aux autres nations restées en marge de la croissance, M. Jacques Pelletier, ministre français de la coopération et du développement, a rappelé l'objectif de consacrer 0,7 % du PNB des nations nanties à l'aide publique au développement des pays du Sud, dont 0,15 % pour les pays les moins avancés.

Il aurait pu préciser que vingt ans après que cette idée généreuse

ait été lancée dans cette même enceinte, seule une poignée de petits pays - parmi lesquels les Scandinaves - l'ont mise en application.

Pris au piège d'une croissance trop faible, voire négative durant la décennie 80 pour l'Afrique et l'Asie occidentale, écartelés entre le service d'une dette de plus en plus lourde et une chute de leurs ressources tirées des matières premières, entraînant une baisse dramatique des investissements, les PVD subissent les effets d'un nouveau mal, la hausse des taux d'intérêt, a reconnu M. Michel Camdessus, le directeur du Fonds monétaire international.

Aucune politique d'ajustement ne peut réussir en-dehors d'un certain seuil d'assistance, a ajouté le responsable du FMI, insistant sur l'importance des négociations sur l'« Uruguay Round » qui doit s'achever en décembre prochain entre les pays participant à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

C'est surtout à propos de la démocratisation et des droits de l'homme, deux thèmes sur lesquels les pays en voie de dévelop-

pement, souvent convertis au régime du parti unique, sont très sourcilieux, que la recherche systématique du consensus apparaît la plus hasardeuse. Pourtant, l'accord est intervenu, à la grande satisfaction des Américains, venus à la conférence en traînant les pieds « avec scepticisme et une bonne dose de réticence », selon les propos préliminaires de leur ambassadeur auprès de l'ONU, M. Thomas Pickering.

« Comme dans toute négociation, c'est donnant-donnant », expliquait après-coup un représentant occidental. Les Etats-Unis vont pouvoir rattraper les positions nouvelles intervenues à l'Est. Et évaluer l'orientation générale vers un même système idéologique comme une nouvelle victoire du capitalisme. Mais nous, nous empêchons, en plus des droits de l'homme, la participation obligatoire de tous aux fruits de la croissance et de la productivité. Chacun ses options... »

SERGE MARTI

Croissance et libéralisation des échanges

Après avoir invoqué les années quatre-vingt, « une décennie perdue » pour nombre de pays en voie de développement, la déclaration adoptée à l'ONU fixe comme objectif à l'actuelle décennie la relance de la croissance économique et le développement social dans les PVD. Dans le contexte d'une interdépendance et d'une intégration accrues de l'économie mondiale, sans oublier les problèmes écologiques croissants dont souffrent ces pays, le texte insiste sur la nécessité d'adopter des politiques nationales de façon à faciliter la libéralisation des échanges. Un processus qui implique l'intégration des pays d'Europe orientale dans l'économie mondiale.

Les pays en voie de développement s'engagent à pratiquer une politique à long terme pour renverser les tendances négatives des années précédentes. Chaque pays est responsable de son propre développement. De

leur côté, les grands pays industrialisés s'efforcent de corriger les déséquilibres extérieurs et budgétaires existants, de promouvoir une croissance soutenue et non inflationniste, de réduire les taux d'intérêt réels, de stabiliser les taux de change et de rendre les marchés plus accessibles. L'objectif ultime est « d'améliorer les conditions d'existence des êtres humains et de favoriser la contribution de tous au développement... la reconnaissance des droits de l'homme stimulant la créativité, l'innovation et l'initiative ».

Pour ce qui est de la dette, le texte précise qu'il faut continuer à pratiquer des solutions orientées vers la croissance pour les PVD qui se heurtent à de graves problèmes de service de la dette. Y compris pour les pays dont la dette a été contractée pour l'essentiel auprès de créanciers officiels ou d'institutions multilatérales... (FMI, Banque mondiale... NDLR). Dans le

même esprit, les pays riches doivent s'acquiescer de l'engagement pris de consacrer 0,70 % du PNB à l'aide au développement. Ces pays devraient chercher à réduire leurs dépenses militaires et consacrer davantage de ressources aux PVD.

Insistant sur l'importance de l'intégration économique régionale pour développer le commerce et l'investissement dans les PVD, les auteurs de la déclaration veulent « enrayer toute tendance vers l'unilatéralisme ou le bilateralisme ainsi que vers l'affaiblissement du système commercial multilatéral ». Enfin, les pays d'Europe orientale doivent « intégrer l'économie internationale et il faudra faciliter, le cas échéant, leur adhésion aux institutions internationales. Mais, cette intégration ne doit pas porter atteinte au caractère prioritaire accordé à la coopération internationale pour le développement avec les PVD... »

S. M.

Le redéploiement de l'aide internationale

Les pays riches imposent leur volonté à la Banque asiatique de développement

La Chine et l'Inde, devront encore attendre pour pouvoir bénéficier des prêts particulièrement favorables accordés par la Banque asiatique de développement (BAD) aux pays de la Région Asie-Pacifique. Au cours des rencontres de la vingt-troisième conférence annuelle de cette institution, dont les travaux se terminent vendredi 4 mai à New-Delhi, cette question, liée à celle de l'augmentation des ressources de la Banque de développement, asiatique (ADP) (1) a été au centre des discussions qui ont réuni, hors séance plénière, les principaux Etats donateurs.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les pays donateurs se sont efforcés de rassurer les pays en développement qui s'inquiètent des implications économiques des bouleversements de l'Europe de l'Est. Cet inévitable redéploiement, affirment-ils, ne se fera pas au détriment des intérêts des pays en développement d'Asie et d'Afrique. Ces derniers n'ont guère été convaincus, notamment après le refus exprimé par certains pays occidentaux, Etats-Unis en tête, de discuter du montant global des ressources de la Banque pour la période exercice 1991-1994. Cette attitude, qui était confirmée dès jeudi soir par les deux principaux bailleurs de fonds (Etats-Unis et Japon), ruinait les espoirs au moment où le Japon se préparait à annoncer sa décision de prêter rapidement des prêts ADF.

Compte tenu des besoins des économies indienne et chinoise, l'enveloppe globale doit être en fait augmentée à une concurrence,

sauf à vouloir réduire la part des « petits pays ». Les pays européens et japonais étaient, dans l'ensemble, favorables à une position plus souple, mais la plupart d'entre eux estiment que ces négociations n'ont pas beaucoup de sens sans la présence américaine. Celle-ci démentirait donc, au mieux, un autarcisme japonais. D'ici là, la Banque ne para pas pour autant sans ressources pour financer les projets de développement - ADF-3, qui couvrirait la période 1986-1990, s'élevait à 3,6 milliards de dollars.

En réalité, avec les effets de taux de change du dollar et du yen, pas de 800 millions de dollars supplémentaires sont disponibles. En outre, la Banque a été moins dépendante que prévu et certains Etats ont commencé à rembourser. Bref, les ressources réelles (environ 1 milliard de dollars) permettent de couvrir les besoins de 1991, voire du début 1992. De ce point de vue, la position américaine est donc justifiée. La Banque a tenu le discours de la « qualité et non la quantité » des prêts aux pays pauvres. Il est probable que l'enveloppe globale sera portée, ultérieurement, à environ 5 milliards de dollars.

« Politisation croissante »

Au-delà des questions strictement comptables, ces divergences traduisent des rapports de forces essentiels. Le Japon peut se complaire à Tokyo sort à peine de négociations laborieuses avec Washington, les Etats-Unis venant de lever les sanctions prises contre

le Japon dans le cadre de l'article « super 301 » du Trade Act de 1988, qui est une sorte de « liste noire » commerciale, à laquelle l'Inde reste d'ailleurs le seul pays à être soumis. Du point de vue américain, les raisons qui ont fait exclure la Chine des facilités de prêts de la BAD l'année dernière, en juin, c'est-à-dire après la répression de la place Tiananmen, existent toujours. La situation des droits de l'homme ne s'est en rien améliorée et l'économie chinoise est toujours désorganisée.

La question de l'ouverture des prêts ADF à l'Afghanistan et, surtout, au Vietnam (dont le représentant français s'est fait l'avocat) est de la même façon renvoyée à plus tard. Les Etats-Unis ne sont pas prêts à faire un geste en faveur de ces pays tant qu'un règlement politique n'est pas intervenu, s'agissant du conflit cambodgien notamment. Beaucoup de pays « pauvres » s'inquiètent de ce qu'ils qualifient de « politisation » croissante de la Banque asiatique, sous l'impulsion de ses principaux bailleurs de fonds dont même que ses statuts le lui interdisent. Les pays en développement dénoncent la tendance croissante des pays riches d'imposer une transformation des économies des pays pauvres (privatisation et libéralisation), par l'intermédiaire des institutions financières internationales. Le premier ministre indien, M. Vithwasath Pratap Singh, n'a pas dit autre chose lorsqu'il a insisté sur la nécessité de laisser chaque pays déterminer sa politique « en fonction de ses propres objectifs et de circonstances économiques particulières ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Les prêts de l'ADP ont un service nominal annuel de 1 % et sont amortissables sur une période de trente-cinq ans avec une période de grâce de dix ans.

Pour remplacer le Concorde

British Aerospace et Aérospatiale étudieraient la construction d'un nouveau supersonique

British Aerospace et Aérospatiale pourraient conclure, sous peu, un accord de coopération par lequel ces deux groupes aéronautiques, qui ont construit le Concorde, s'engagent à étudier ensemble la conception d'un avion supersonique de transport commercial prêt à entrer en service à partir de 2005.

Le projet vise à mettre au point un avion quadri-réacteur qui achèverait entre deux cents et trois cents passagers (au lieu d'une centaine à bord de Concorde) sur des étapes de 10 000 à 12 000 kilomètres (contre 6 200 kilomètres) à la vitesse de l'ordre de Mach 2,4 (deux fois et demie la vitesse du son), soit une vitesse légèrement supérieure à celle de Concorde (Mach 2).

Cet appareil, dont les études et le développement (dépenses d'industrialisation et de production non comprises) sont estimés à 50 milliards de francs au minimum, serait particulièrement conçu pour être économique des terres et à vitesse supersonique au-dessus des mers. Il serait adapté au trafic en Asie du sud-est et dans le Pacifique, qui sont des régions réalisant d'ores et déjà 45 % du trafic mondial.

Dans la perspective du remplacement du Concorde, British Aerospace travaillait déjà sur un projet

dénommé AST (Advanced Supersonic Transport) et Aérospatiale sur un programme appelé ATSF (avion de transport supersonique futur). De leur côté, le « motoriste » britannique Rolls Royce et la Société nationale d'étude et de construction de moteur d'aviation (SNECMA), qui ont mis au point le réacteur Olympus du Concorde, ont conclu, en décembre dernier, un accord de coopération qui anticipait sur celui de British Aerospace et Aérospatiale et qui prévoit une étude de marché commune, auprès des clients potentiels, pour identifier les concepts et les technologies d'un nouveau réacteur adapté à un avion de transport supersonique de deuxième génération.

L'accord qui pourrait être prochainement annoncé de part et d'autre de la Manche n'est pas exclusif d'autres coopérations. En effet, British Aerospace et Aérospatiale sont conscients du fait qu'un tel programme, en raison de son coût, nécessite une plus large collaboration internationale. Ce pourrait être le cas, avec la participation de constructeurs américains (Boeing ou McDonnell Douglas), d'industries japonaises (dès lors que le marché asiatique est important), voire de sociétés soviétiques (Tupolev ou Sukhoi) qui cherchent de nouveaux partenaires.

REPERE

BATIMENT

Essouffissement du secteur social

Le volume des travaux réalisés par les entreprises de bâtiment en 1989 s'est accru de 3,5 %. La tendance est toujours positive, selon les responsables de la Fédération du bâtiment, mais elle semble s'effrayer. Les professionnels s'inquiètent notamment de la baisse du niveau des permis de construire dans le secteur du logement (76 800 mises en chantier pour les trois premiers mois de 1990 contre 82 400 au premier trimestre 1989). Quant au volume des prêts en accession à la propriété (PAP), il baisse de 45 %. Au total le recul dans le secteur de l'accession sociale est de 30 %

d'une année sur l'autre. En revanche, les constructions autres que les logements connaissent une bonne conjoncture.

CHOMAGE

Hausse aux Etats-Unis en avril

Contrairement aux prévisions qui tablent sur un chiffre stable, le taux de chômage aux Etats-Unis est passé de 6,2 % de la population active en mars à 6,4 % en avril, a annoncé vendredi 4 mai le département du travail. Les créations d'emplois non agricoles ont été de 64 000 (103 000 en mars), mais ce chiffre tient compte des 80 000 embauches provisoires pour effectuer le recensement qui doit s'achever cet été. L'industrie a continué à perdre des emplois (115 000 après 82 000 en mars), tandis que les services restent créateurs nets de postes de travail (179 000 après 185 000 en mars).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARNAULT & ASSOCIES

BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ : 3 900 MF EN 1989

AUGMENTATION DE PLUS DE 30 % DU DIVIDENDE

Le conseil d'administration de la SA Arnault & Associés s'est réuni le 27 avril sous la présidence de M. Bernard Arnault. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1989. Les comptes consolidés ont été établis avec intégration globale de la société LVMH, laquelle en 1988 avait fait l'objet d'une mise en équivalence. Aux fins de comparaison, des comptes proforma 1988 ont été établis en intégrant globalement LVMH. Ces comptes proforma n'ont pas été révisés.

Chiffre d'affaires (millions de F)	1989	1988 (proforma)	1988 (publié)
LVMH	19 632	16 443	-
Autres activités	1 284	978	978
Produits de prestige	7 274	6 798	6 798
Distributions	1 282	1 330	1 330
Immobilier	-	1 100	1 100
Industrie	-	-	-
	29 472	26 649	10 206

Le chiffre d'affaires consolidé passe de 10 206 MF à 29 472 MF. Cette augmentation provient de l'inclusion du chiffre d'affaires de LVMH et de l'accroissement des activités Produits de prestige et distribution. En revanche, le chiffre d'affaires industrie disparaît par suite de la cession des activités industrielles.

Résultats (millions de F)	1989	1988 (proforma)	1988 (publié)
Résultat net hors éléments inhabituels	3 756	2 829	874
Résultat net	3 900	4 130	2 212
Part du groupe	203	598	598

Le résultat net hors éléments inhabituels progresse de 32,8 % par rapport au résultat 1988 proforma. La diminution de la part du groupe dans le résultat net provient de la réduction du résultat sur éléments inhabituels qui comprennent en 1988 les plus-values de cession des activités industrielles et de consolidation liées aux augmentations de capital en numéraire de Christian Dior et du Bon Marché.

La société Arnault & Associés (société mère) réalise un bénéfice net de 62 190 KF pour l'exercice 1989 contre 46 506 KF pour l'exercice 1988.

Il sera proposé à l'assemblée des actionnaires qui se tiendra le 29 juin 1990 à 16 heures à l'hôtel Golden Tulip, 218, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte à Paris-8^e, le versement d'un dividende de 4 F par action, plus un dividende de 2 F au titre de l'exercice 1989.

Pour 1990, les prévisions font état d'un nouvel accroissement du chiffre d'affaires consolidé et du résultat net.

EN BREF

■ Pâtes alimentaires : BSN prend le contrôle de l'italienne Agnelli. - Le groupe agro-alimentaire français BSN a annoncé le 4 mai avoir pris le contrôle du producteur de pâtes italien Agnelli, en association avec SIFIT, société dont le capital est détenu à parité par BSN et le groupe Agnelli. BSN détient à présent avec SIFIT 55 % du capital d'Agnelli qui contrôle la société « Pasta Agnelli SpA », a précisé le groupe français.

■ Inculpation de l'ancien président de la banque libanaise UBC. - L'ancien président de l'United Banking Corporation (UBC), banque libanaise mise en règlement judiciaire en mai 1989, M. Joe Kairouz, a été inculpé jeudi 3 mai d'abus de biens sociaux et placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction au tribunal de Paris, M. Hugues Laporte Many. Une information pour abus de biens sociaux avait été ouverte à la suite d'une plainte contre M. Kairouz de certains déposants de l'UBC regroupés en association de défense pour essayer de récupérer leurs fonds. Le passif de la banque a été évalué par cette association à 600 millions de francs et le tribunal de commerce de Paris doit se prononcer le 7 juin sur la question.

■ Erratum. - Une erreur nous a fait tirer l'article consacré à la remontée du taux de l'épargne aux Etats-Unis (le Monde daté du 5 mai en page 1) « Les équilibres financiers mondiaux seront bouleversés par le rajeunissement de la population américaine ». C'est au contraire le mûrissement de la génération issue du baby-boom des années 50 qui, atteignant la cinquantaine à la fin du siècle, va provoquer une remontée du taux de l'épargne.

هكذا من الأصل

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

UNE fois encore, le marché boursier aura surpris plus d'un intervenant par sa vigueur et démenti l'ensemble des augures. Alors que traditionnellement les semaines entrecoupées de jours fériés sont peu actives et sans véritable tendance, celle écourtée par la fête du travail vient d'être l'exception qui illustre toute règle. Les quatre séances s'achèvent sur une hausse de 1,76 %, effaçant plus de la moitié des pertes de la période précédente (-2,9 %). La consolidation attendue, et même espérée par de nombreux gestionnaires après l'envoie d'avril (+11,24 %), n'était toujours pas d'actualité. L'indice CAC 40 en repassant à nouveau au-dessus de la barre des 2 100 points pour terminer vendredi à 2 102,64 points est à moins de 1,3 % de son record absolu (2 129,32) enregistré le 20 avril.

Quant au deuxième indicateur phare de la place, le CAC 240, l'écart est d'à peine 0,83 % par rapport à son sommet de l'année (557,11) atteint le 23 avril, et de 0,8 % comparé à son niveau historique de 561,6 inscrit le 11 octobre dernier.

Si, lundi, le marché enregistrerait une légère baisse (-0,96 %) ce mouvement n'acquiescerait guère en raison du peu de transactions les investisseurs ayant décidé de prolonger leur week-end jusqu'au mardi soir. Au lendemain de la fête du travail, l'heure était à la reprise des ouvertures des échanges. L'indice CAC 40 progressait de 0,49 % d'entrée de jeu. En fin de journée, les gains atteignaient 0,96 % et les compteurs étaient ainsi remis à zéro. A la séance de jeudi de faire la différence dans un sens ou dans un autre. Elle s'illustra par une progression remarquée de 1,59 % qui se poursuivra le lendemain mais de manière atténuée. Après avoir progressé jusqu'à 0,9 %, le CAC 40 revenait à 0,18 % en fin de séance, troublé par la morosité de Wall Street.

Les éclaircies sur le front monétaire tant en RFA qu'en États-Unis ont été à l'origine de ce regain des places boursières internationales. Ainsi les indicateurs économiques américains publiés au cours de ces derniers jours ont été bien accueillis car, ils révélaient une croissance soutenue de l'activité outre-Atlantique mais écartaient les risques de surchauffe. Ont ainsi successivement été annoncés les commandes pour l'industrie en mars (+3,3 %), l'indice composite des indicateurs économiques (+0,9 %) et vendredi la situation de l'emploi en avril. Les statistiques à ce propos révèlent une légère augmentation du taux de chômage (5,4 %

Heureuse surprise de mai

contre 5,2 % en mars) et une baisse des créations d'emplois. Dans ce contexte, la tension observée aux États-Unis sur les taux d'intérêt ces derniers jours, avant la détente en fin de semaine, était, même paradoxalement perçue par certains gestionnaires comme une garantie de succès pour l'opération de refinancement que le Trésor américain doit lancer prochainement.

La bonne santé française

Les confirmations quasi ininterrompues depuis près de deux mois de la bonne santé de l'économie française se sont poursuivies avec la publication d'une étude de la Banque de France montrant que, sur la période 1984-1988, les entreprises de l'Hexagone ont comblé une partie de leurs handicaps par rapport à leurs concurrents allemands. Cette évolution concerne en particulier les structures de financement des firmes.

Et pourtant, malgré ce climat ambiant pour le moins encourageant, les gérants sont nombreux à attendre une correction à moyen terme. Les conjoncturistes de la Banque Indosuez réitérent dans leur revue *Perspectives* de mai, leur appel à la prudence. « Le cavalier seul de la Bourse de Paris touche sans doute à son terme », affirme l'un des chapitres de cette étude. « Le marché parisien, qui n'est plus désormais sous-évalué, est par ailleurs vulnérable à un mouvement d'arbitrage de la part des investisseurs étrangers, en faveur d'autres marchés européens, italiens ou espagnols notamment, qui offrent désormais des niveaux de valorisation attractifs. »

Même incitation à la modération chez le courtier britannique DLF James Capel dans son mensuel *Stratégie et Secteurs*. « Dans un environnement international toujours incertain, et pendant au moins peu propice aux prises de risques, compte tenu des nombreux points, les investisseurs français devraient prendre partiellement leurs bénéfices. Dans l'attente de cette consolidation, nous continuons à privilégier les blue chips dont la visibilité et la croissance bénéficiaire sont supérieures à la moyenne du marché. »

Semaine du 30 avril au 4 mai

Peu d'événements ont marqué la semaine à l'exception de Thomson CSF dont le titre a chuté après les déclarations de son président devant les analystes financiers. M. Alain Goussier a déclaré pour 1990 une nouvelle baisse des résultats et prévoit un renversement du marché en 1991. En attendant cette reprise du marché boursier, le groupe entend se diversifier vers des domaines civils concrets.

A l'inverse, Saint-Gobain poursuit son expansion avec le rachat du britannique Solaglas. Cette acquisition estimée à 900 millions de francs intervient une semaine à peine après le lancement par le groupe français d'une OPA géante (11 milliards de francs) sur l'américain Norton. Au chapitre des achats, le CCF s'est illustré en prenant pour 900 millions de francs, le contrôle de Framingham, une firme spécialisée en Grande-Bretagne dans la gestion de fonds. Le titre Navigation Mixte s'est quant à lui déprécié après la cession du contrôle de ses compagnies d'assurances à Allianz. L'assureur allemand versera 1 milliard de francs pour parvenir à 65 % du capital de la holding regroupant Via et Rhin Moselle.

La cotation des actions des fromageries Paul Renard a été suspendue dans la perspective de la cession de cette firme à Bongrain. M. Xavier Paul-Renard, président de cette firme, a recommandé mercredi 2 mai aux actionnaires de la fromagerie d'accepter la procédure de liquidation de cours proposée par le repreneur.

La semaine aura vu également l'acceptation par les autorités boursières de l'OFCE lancée par Pallas sur Frontier, une société d'investissement à capital fixe. Le Crédit commercial de France a annoncé le lancement d'une offre publique d'échange concernant ses titres participatifs (TP) mais aussi ceux de ses filiales Union des banques à Paris (UBP) et Banque Chex. Ces titres avaient été émis lors de la nationalisation de ces banques. Les parités proposées sont de 11 actions de CCF contre 2 TP CCF 1984, 1987, ou de l'UBP. La parité serait de 23 actions pour 4 TP Chex 1984 et 2 TP Chex 1985.

Plusieurs déclarations de participations ont été rendues publiques ces derniers jours. La Compagnie bancaire a ainsi annoncé détenir 75,45 % des droits de vote du Cédem, 69,50 % de ceux concernant UFB Localail et 43,98 % de ceux de l'Union de crédit bâtiment (UCB).

Enfin, Havas, conformément à l'autorisation reçue lors de son assemblée générale du 12 avril, a décidé de diviser ses actions par deux et d'attribuer des actions gratuites à raison d'une nouvelle pour trois anciennes. Ces opérations seront réalisées automatiquement dès le 7 mai.

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hausses vigillantes

Wall Street a repris du terrain au cours de la semaine écoulée, tout en restant sur ses gardes face à la persistance des tensions inflationnistes aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs védettes a terminé en progrès de 65,32 points (+2,4 %) par rapport à la semaine dernière. Les incertitudes sur l'évolution de l'économie américaine et des taux d'intérêt à long terme, qui se traduisent notamment par un volume limité de transactions, continuent à peser lourdement sur le marché new-yorkais, soutenu par ailleurs par une demande sélective.

Les dernières statistiques économiques américaines ont alternativement ravivé et apaisé les craintes de reprise de l'inflation. Cependant, la prudence reste de rigueur à Wall Street après les rebonds des dernières semaines. Les adjudications trimestrielles de refinancement du Trésor américain, d'une valeur de 30,3 milliards de dollars, qui se dérouleront dans les jours prochains, soulèveront dès à présent la question de la participation des investisseurs japonais. L'indice Dow Jones du 4 mai : 2 710,36 (contre 2 645,04).

VALEURS	Cours de 27 avr.	Cours de 4 mai
Alcoa	63 1/4	62 3/4
A.T.T.	48	47 1/2
Banque	35 1/4	35 1/4
Chrysler	25 1/4	25 1/4
Du Pont de Nemours	32 1/2	32 1/2
Eastman Kodak	30 1/4	30 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	44 1/2	44 1/2
General Motors	45	45 1/2
IBM	107 1/2	107 1/2
ITT	52 1/4	52 1/4
Johnson & Johnson	57 1/4	57 1/2
McDonald	40 1/2	40 1/2
Merck	57 1/2	57 1/2
Pharmacia	40 1/2	40 1/2
Rockwell	40 1/2	40 1/2
Union Carbide	18 1/2	18 1/2
U.S. Steel	33 1/2	33 1/2
Weyerhaeuser	27 1/2	27 1/2
Xerox Corp.	50 1/4	47 3/4

LONDRES

Nette hausse

Contre toute attente, la Bourse de Londres a enregistré une hausse quasi ininterrompue au cours de la semaine écoulée, qui a culminé avec une forte progression vendredi au lendemain de la défaite moins lourde que prévu des conservateurs lors d'élections locales considérées comme un test pour le gouvernement. L'indice Footsie a terminé en hausse de 35,6 points (2,6 %), un niveau encore inférieur de 300 points à son record du début janvier.

La hausse a d'abord été encouragée par la prise de conscience que la baisse des dernières semaines avait été exagérée.

Indice FT du 4 mai : 100 valeurs 2 162,2 (contre 2 106,6) ; 30 valeurs 1 696,2 (contre 1 653,7) ; Fonds d'Etat 75,98 (contre 74,32) ; Mines d'or 215,6 (contre 221,8).

	Cours 27 avr.	Cours 4 mai
Bombardier	455	451
BP	394	398
Charter	413	400
Comptons	398	390
De Beers (*)	13	14,13
GLS	74	76,5
ICI	10,63	11,19
Reuter	10,40	11,22
Shell	438	442
Unilever	437	438
Vickers	215	211

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouvel élan

L'accord salarial signé vendredi dans la métallurgie et le retour de la clientèle des banques ont redonné un nouvel élan à la Bourse de Francfort, laissant espérer la fin de la période de consolidation qui a marqué le mois d'avril. Les indices se sont appréciés de 4,7 %.

	Cours 27 avr.	Cours 4 mai
ARG	297,50	315
BASF	367	368
Boehr	382,50	386,00
Commerzbank	276,20	284,50
Deutschebank	751	805
Hoechst	290	290,50
Karstadt	650	695
Mannesmann	359	382,50
Siemens	743	776,50
Volkswagen	560	601,50

TOKYO

Reprise

La Bourse de Tokyo a progressé de près de 2 % durant cette semaine de deux jours seulement (mardi et mercredi) dite « semaine dorée ». Le Nikkei est repassé au-dessus de la barre des 30 000 points.

Indice Nikkei du 4 mai : 30 173,64 (contre 29 584,80) ; Topix 2 247,81 (contre 2 205,96).

	Cours 27 avr.	Cours 4 mai
Alai	-	1 000
Bridgepoint	1 290	1 440
Canon	1 730	1 740
Fuji Bank	2 560	2 780
Honda Motor	1 780	1 780
Mitsubishi Electric	2 140	2 190
Mitsubishi Heavy	935	939
Sony Corp.	8 470	8 520
Toyota Motor	2 330	2 390

Produits chimiques

	4-5-90	Diff.
Int. Méliens	5 300	+250
Labo. Bell	8 800	+44
Rouss-Uclaf	2 251	+51
BASF	1 028	+20
Bayer	1 020	+6
Hoechst	970	+3
Ind. Chimie	103	inch.
Norsk Hydro	169	+7

Mines d'or, diamants

	4-5-90	Diff.
Anglo-American	169,50	+5,50
Amgold (I)	463	+18,00
Bul. Gol. M.	88	+3,80
De Beers	136	+12,30
Drief. Cons.	65,50	+1,50
Gecoro	14,85	+0,05
Harmony (2)	39,10	+9,50
Randfontein	29,90	+0,30
Saint-Helena	53	+0,80
Western Deep	199,10	+5,90

(1) Coupon de 10,95 F.
(2) Coupon de 0,90 F.

Valeurs diverses

	4-5-90	Diff.
Accor	992	+47
Air liquide	733	+20
Airman	2 540	+9
Bis	617	+13
Bis	695	+19
CGIP	1 515	+70
Club Méditerranée	700	+21
Enduris	2 480	+10
Euro-Disney	103	+3,80
Europe 1	1 400	+21
Eurotunnel	54	+0,60
Groupe Côté	482	+39
Hachette	482	+39
Havas	1 759	+99
Navigation mixte	1 982	+16
Nord-Est	205	+10
L'Oréal	5 538	+260
Saint-Gobain	620	+18
Sanofi	1 043	+17
Sauvage Chiffon	342	+12
Stie Rossignol	1 052	+13

Pétroles

	4-5-90	Diff.
BP-France	170	+1,40
ELF-Aquitaine	687	+31
Esso	660	+20
Exxon	260	+1
Petrofin	1 833	+18
Primagas	865	+20
Raffinage (Fr. de)	229	+8,30
Royal Dutch	423,80	+11,30
Sogepap	517	+12
Total	700	+12

Matériel électrique

	4-5-90	Diff.
COE	623	+17
CSE (ex-Sigaux)	376	+33
Général des eaux	2 699	+101
IBM	617	+1
Intertechnique	1 670	+65
ITT	1 254,50	+0,50
Legrand	4 440	+390
Lyonnais des eaux	695	+18
Matra	411,20	+13,30
Métra-Gerin	5 830	+90
Motulux	131,90	+1,10
PM Labinal	1 242	+62
Radiotechnique	711	+1
Schneider	294,90	+10,90
SEB	1 170	+40
Socimat-Avionique	578	+42
Siemens	2 612	+111
Thomson-CSF	133,30	+12

Métallurgie construction mécanique

	4-5-90	Diff.
Alpi	585	+6
Avions Dassault-B	526	-4
De Dietrich	860	+12
Facem	3 857	+67
Fives-Lille	451,10	+8,10
Marine Wendel	449,90	+9,80
Pandrol	600	+25
Peugeot SA	897	+30
Sagem	1 480	+50
Strafor	1 332	+17
Valco	663	+11
Valloire	415,50	+7,40

Bâtiment, travaux publics

	4-5-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 026	+7
Bouygues	669	+34
Ciments français	1 659	+39
Dumez	653	+44
GTIM	1 468	+15
Imtech Phénix	106,90	+8,65
J. Lefebvre	1 047	+34
Lafray	436	+19,50
Poliet et Chausson	589	+2
SGE-SB	254,70	+2,70

Mines, caoutchouc

	4-5-90	Diff.
Géophysique	1 377	+73
Imetal	360,80	+1,70
Michelin	142	+5,50
Mécanurop	213	+11,20
REZ	48,90	+6,40
ZCI	2,29	+0,63

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss.	Valeurs	Baiss.
Immat. Phénix	+8,3	Thomson-CSF	-4,3
Hachette	+1,1	Navis. Mitr.	-7,1
Compt. Mod.	+1,1	Sogepap	-1,8
CSE	+1,0	Mécatamp	-1,2
Sagip	+1,0	IRI	-1,4
Socimat-Avion.	+1,0	Dumont SA	-1,4
Michelin	+1,0	J. Lefebvre	-1,2
REZ	+1,0	Sigac	-1,2
Dumont	+1,0	SE	-1,1
Europe SA	+1,0	CEC	-1,1
ICA	+1,0	CCF	-1,0
Sauvage	+1,0	St. Rom.	-1,0
Nav. Est	+1,0	Dev. St. SE	-1,0
Or. (AL)	+1,0	Smol	-1,4

Banques, assurances sociétés d'investissement

	4-5-90	Diff.
Bail Et.	330	-5
Beaumont (C)	432	+12
Cetelam	633	+31
CCF	253,90	+1,60
CCF	1 329	+29
CEP	700	+6
CEP	1 172	+1,13
CPI	495	+2
Eurofinance	2 236	+41
Héna (La)	617	+14
Localbanq.	526	+6
UAP	624	+2
Midis (I)	1 360	+25
Midland Bank	161	+1
OFF	1 890	+39
Paribas	1 210	+15
Pétrolfin	1 095	+12
Schneider	620	+20
Société générale	483	+12
Suez (C. Fin.)	624	+2
UAB	221,10	+0,10

(1) Coupon de 20 F.

Alimentation

	4-5-90	Diff.
Bégine-Soy	895	+7
Bongrain	3 340	+112
BSN	848	+43
Caféroul	3 525	+50
Cadisa	163	inch.
Eurocristal	3 840	+5
Guyenne et Gant.	1 160	+2
Moët-Hennessy	4 687	+82
Nestlé	32 800	+210
Océid. (Gie)	779	+47
Oliver	416,10	+8,10
Pern. Richard	1 278	+78
Promodis	4 160	+40
St-Louis-Bonchon	1 538	+18
Sources Pexier	1 785	+95

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 4 mai 1990
Nombre de contrats : 88 149.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Juin 90	Septembre 90	Décembre 90
Premier	-	-	-
+ haut	103,14	103,64	102,96
+ bas	102,48	102,38	102,44
Dernier	103,08	102,98	102,96
Compensation	103,08	103	102,96

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	30 avril
--	----------

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Dans l'attente de nouvelles mesures de libéralisation

La Compagnie bancaire a émis, jeudi 3 mai, par l'intermédiaire du Crédit commercial de France, un euro-obligation de 600 millions de francs. Bien accueillie, la transaction témoigne de l'intérêt suscité actuellement à l'étranger par les titres libellés en franc français. Elle confirme également la poursuite des efforts de libéralisation sur les grands marchés des capitaux européens.

D'un point de vue technique, cette émission est de plus simple. Son produit n'est pas swapé. Le débiteur dispose donc des fonds dès qu'il les aura recueillis. En fait, c'est pour cette raison que l'emprunt retient tout particulièrement l'attention des spécialistes. Jusqu'à présent, une banque française n'était adonnée à solliciter le marché de l'eurofranc que si elle concluait un contrat d'échange qui lui procurait des fonds en devises étrangères. Les possibilités d'arbitrage étant devenues fort rares depuis la levée du contrôle des changes, une telle condition est très restrictive. Elle a dissuadé plusieurs banques de se tourner vers l'eurofranc pour réserver l'émission de leurs titres en francs au seul marché national des capitaux.

Maintenant que l'accès de l'eurofranc est débloqué, on peut s'attendre à une animation de l'activité primaire pour le compte de banques françaises. Or, le marché international permet d'attirer les groupes d'investisseurs qu'on cherche à atteindre, en France et à l'étranger. Pour une signature qui se présente très souvent, cet élément est important. Et lorsque l'attrait du franc est vif, le détour par l'eurofranc permet de réaliser une sensible économie surtout pour les échéances les plus courtes.

Une marge appropriée

Cela s'explique par le fait qu'indépendamment de la durée d'un euro-obligation, les investisseurs qui le désirent peuvent physiquement obtenir des obligations. Or, sur le marché domestique des emprunts en francs, il n'y a d'obligations qu'à partir de sept ans de durée. En-dehors, il n'existe que des titres de créances, non matérialisés. Dans certains pays, surtout en Belgique, les investisseurs montrent une préférence très nette pour les obligations munies de véritables coupons.

D'une durée de deux ans, rémunérées au taux facial de 10,25 %, les obligations Compagnie bancaire à leur lancement rapportaient quelque 36 centimes de plus que les bons du

Treasury. Cette marge, mesurée au pied des commissions, s'est révélée tout à fait appropriée.

Par extrapolation, estimant que le succès de l'opération de la Compagnie bancaire est en partie dû à des mesures de dérégulation, nombreux sont les spécialistes qui attendent une nouvelle vague de libéralisation dans le marché de l'eurofranc. Ils espèrent que des assouplissements seront décidés à deux niveaux. Le premier étant de nature technique, celui du secrétariat des euro-obligations n'est exercé que par des banques françaises. Certains établissements financiers, de pays voisins, membres de la Communauté, souhaiteraient jouer un rôle de premier plan dans ce marché. Ils voudraient le faire depuis une place étrangère.

La question est, semble-t-il, à l'étude. Elle n'a jusqu'à présent reçu qu'une réponse théorique, mêlant des exigences de réciprocité à des conditions de compétence. Les banques étrangères, pour diriger une opération en francs, doivent prouver d'un pays qui accorde la même liberté aux banques françaises. En outre, il leur faut disposer à Paris de toutes les équipes et des installations nécessaires non seulement pour assurer le lancement d'une émission mais aussi son suivi.

Sur un autre plan, d'aucuns aimeraient que l'émission de placements privés en eurofrancs soit largement autorisée. Dans d'autres marchés, notamment à Tokyo, ces opérations connaissent un développement prodigieux. Aux États-Unis, des règles contraignantes viennent d'être assouplies, ce qui devrait conduire à une vigoureuse expansion dans le domaine des placements privés. Il s'agit de titres de créances destinés à un nombre très restreint d'investisseurs institutionnels. L'instrument est d'une très grande simplicité. Si la qualité du débiteur est unanimement reconnue, notamment par les grandes agences américaines de notation, la transaction peut être conclue très rapidement, à la satisfaction de tous les intéressés.

Il convient de préciser à ce sujet que les vrais placements privés n'ont que très peu à voir avec les opérations qu'on désigne sous ce même nom au Luxembourg et en Suisse et qui sont plutôt des placements publics de titres non cotés en Bourse.

Jusqu'à présent, il n'y a eu que très peu de placements privés en eurofrancs. Pour l'essentiel, ces transactions ont vu le jour en relation avec des emprunts subordonnés compliqués tels que ceux émis récemment pour le compte de

Lafarge Coppée ou de Pinault et dont une partie du produit est réinvestie en créances dont les intérêts ne seront versés qu'à leur échéance, avec le remboursement du principal (le Monde daté 7 et 8 janvier 1990).

Vers un marché de l'eurofranc belge

Si, en France, il n'est question finalement que d'aménagements ou d'assouplissements, en Belgique, par contre, les changements espérés sont plus radicaux. La Banque centrale envisage en effet de permettre l'émission d'euro-obligations en francs belges. Il n'en existe pas à présent, l'immense majorité des titres libellés en francs belges faisant partie du marché national et donc étant soumis au contrôle des autorités et en particulier du fisco. Le versement des intérêts ne se fait normalement qu'après prélèvement d'une retenue à la source de 10 %. Les euro-obligations, qui par définition sont libres de tout impôt anticipé, devraient échapper à ce précompte.

L'ouverture d'un compartiment euro-obligataire en francs belges aurait toutes les chances d'attirer un vif intérêt de la part des investisseurs internationaux, car la monnaie belge donne présentement des signes de santé aussi éclatants que les francs français.

À Paris comme à Bruxelles, les mesures de libéralisation envisagées par les autorités ou les banques, s'inscrivent dans le cadre des efforts d'harmonisation en matière financière à l'intérieur de l'Europe des Douze. Il est intéressant de constater que de telles préoccupations sont partagées par des pays qui ne font pas partie de la Communauté. C'est le cas de l'Autriche, notamment, où l'émission d'emprunts obligataires est soumise à une autorisation préalable du ministère des finances. Cette exigence devrait être levée à partir de l'année prochaine.

Le marché du schilling attire un nombre croissant de candidats à l'emprunt, mais surtout les taux de rendements sont très proches des niveaux allemands. Les banques viennoises font état d'un calendrier particulièrement chargé. Sept émissions libellées dans la monnaie autrichienne pourraient voir le jour prochainement pour des débiteurs étrangers.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le calme pour le G7

Fête du travail en Europe, semaine dorée au Japon... les aléas du calendrier n'ont pas favorisé l'activité sur un marché des changes en quête de tendance depuis déjà plusieurs semaines.

La vigueur de l'économie américaine se confirme, tous les indices publiés ces derniers jours en témoignent : l'indicateur composite, censé préfigurer la conjoncture à court terme, a connu en mars sa plus forte augmentation (0,9 %) depuis près de deux ans ; les commandes à l'industrie ont augmenté de 3,8 % en mars ; l'indice des directeurs d'achat du mois d'avril témoigne d'une reprise de la production industrielle. Quant au taux de chômage, annoncé vendredi, il est passé de 5,2 % en mars à 5,4 % de la population active en avril et les créations d'emplois se sont ralenties, signe d'une absence de surchauffe de l'économie américaine.

Compte tenu de ces messages encourageants, il paraît désormais exclu que les taux d'intérêt américains puissent se détendre dans un avenir proche. D'ailleurs le vice-président de la Réserve fédérale, M. Manuel Johnson, a rappelé que l'inflation demeure trop élevée aux yeux des dirigeants des États-Unis. La situation est donc favorable au dollar d'autant plus que les opérateurs boursiers du monde entier, préoccupés par les conséquences de l'union monétaire allemande, dont ils connaissent désormais les modalités. D'une semaine sur l'autre, le cours de la monnaie américaine a évolué dans une fourchette très étroite, passant de 1,6822 DM, 5,6515 francs et

159,08 yens à 1,66715 DM, 5,6080 francs et 158,40 yens.

Dans ce contexte, la grille actuelle des taux de change ne devrait pas faire l'objet de longues discussions lors de la rencontre des représentants du groupe des Sept, le week-end des 5 et 6 mai à Washington.

Le yen stabilisé à ses plus bas niveaux

Le yen paraît en effet pour l'instant stabilisé autour de ses plus bas niveaux atteints lors du mini-crash boursier de Tokyo, et il est encore trop tôt pour savoir quelle sera l'évolution prochaine du deutschemark.

Les opérateurs n'ont en tous cas pas réagi négativement à l'annonce, mercredi 2 mai, du compromis entre les deux Allemagnes sur le taux de change applicable pour que l'union monétaire puisse entrer en vigueur le 1er juillet prochain.

Le président de la Bundesbank lui-même, M. Karl Otto Poehl, est d'ailleurs resté très discret récemment au sujet des risques de dérapage monétaire liés à cette union, lui qui affichait ouvertement ses inquiétudes il y a quelques semaines à peine. Tout au plus M. Hans Tietmeyer, membre du conseil de la Bundesbank et négociateur de l'union a-t-il déclaré en substance que celle-ci ne présentait pas de risque pour la stabilité monétaire de la RFA.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 AVRIL AU 4 MAI 1990 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Paquet belge	Florin	Lira italienne
New-York	1.679	-	17.822	49.153	39.898	2.982	53.216	8.816
	1.679	-	17.718	48.443	39.439	2.882	52.841	8.811
Paris	9.2974	5.611	-	388.83	335.58	16.772	288.62	4.5884
	9.2726	5.645	-	386.38	335.61	16.286	288.38	4.5783
Zurich	2.394	1.469	25.712	-	86.482	4.937	76.958	1.384
	2.394	1.4610	25.813	-	86.569	4.937	77.239	1.384
Frankfurt	2.785	1.672	27.761	115.43	-	4.642	85.906	1.341
	2.785	1.672	27.761	115.43	-	4.642	85.906	1.341
Bruxelles	97.133	34.6	6.1451	23.848	26.629	-	18.358	2.819
	96.630	34.7	6.1596	23.745	26.621	-	18.358	2.819
Amsterdam	3.1125	1.779	23.474	129.94	112.38	5.4495	-	1.5334
	3.0877	1.829	23.5164	129.59	112.46	5.4495	-	1.5345
Milan	202.82	123	218.42	847.16	732.66	35.578	451.94	-
	202.26	123	218.42	843.94	733.86	35.577	451.69	-
Tokyo	262.88	158.68	24.261	189.68	34.855	4.5971	84.866	8.129
	259.65	158.18	24.261	188.58	34.855	4.5971	84.866	8.129

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 mai, 3,5378 F contre 3,5481 F le vendredi 27 avril.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Calme et incertitude

Après l'action isolée de la France, où la Banque centrale a abaissé de 0,5 point le taux directeur, les marchés internationaux sont restés à l'arme au pied, au cours d'une semaine largement chahutée, avec le point de 10 mai. Aux États-Unis, le calme régnait avant les adjudications du Trésor, qui doivent, la semaine prochaine, lever une trentaine de milliards de dollars. Logiquement, il devrait faire ensuite un peu de bruit, mais les investisseurs japonais, après l'apaisement des craintes sur leur comportement qu'avaient déclenchées des ventes déraisonnables de bons du Trésor au cours de la troisième semaine d'avril.

En outre, l'annonce d'une augmentation sensible de l'inflation en mars, en raison d'une hausse des prix du pétrole et de l'alimentation avait pesé sur la tendance et poussé vers le haut les rendements, notamment celui de l'obligation du Trésor à 30 ans, qui avait dépassé 9 %. Là aussi, les craintes se sont un peu apaisées, le prix du pétrole s'affaiblissant de même celui des denrées alimentaires, gonflé auparavant par un hiver rude.

En fin de semaine, le rendement du 30 ans se maintenait aux environs de 9,04 %, sans changement. En Europe, le Bund allemand à 10 ans oscille toujours autour de 8,80 % et l'OAT française à 10 ans rapporte 9,70 %, ce qui maintient à un peu moins d'un point l'écart entre les deux emprunts d'État. Cet écart, pour l'instant, a du mal à tomber à moins de 0,8/0,9 point, comme certains l'espèrent. Sur le Mail, où les opérateurs restent fondamentalement optimistes, la prudence, toutefois, règne dans l'immédiat, le cours de l'échéance juin revenant de 102,20 à 101,80 environ.

Sur le front des émissions, la semaine a été marquée par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) qui s'est bien passée. Comme le premier trimestre, marqué par une forte hausse des rendements, n'avait guère été propice aux émissions, le Trésor s'est rattrapé en prenant le haut de la fourchette de 8 à 10 milliards de francs qu'il

s'était fixée. L'adjudication a rapporté 9,6 milliards de francs, avec des rendements en ligne avec ceux offerts par le marché. Ainsi, les 5,54 milliards de francs collectés sur la ligne 8,50 % 2000 ont été dotés d'un rendement de 9,70 % en augmentation, toutefois, sur les 9,54 % du mois précédent.

En revanche, le rendement de la ligne à quatorze ans (2004) est en baisse à 9,83 % contre 10,26 % le 1er mai. À une époque, il est vrai, où les taux étaient plus trépidés sous l'influence allemande. La demande a été modérée en raison des points et aqueux du 1er mai, mais il est probable, et même certain, que les douze spécialistes en valeurs du Trésor SVT, ont fait vaillamment leur devoir en prenant le maximum de papier.

En effet, trois ans après l'institution de cette catégorie d'acteurs sur le marché, le Trésor va procéder au réexamen du statut des SVT, leur accordant bons ou mauvais points en fonction de leurs performances. C'est-à-dire de leur capacité à absorber des OAT à l'adjudication, et de leur rôle comme « teneurs de marché » sur lesdites OAT.

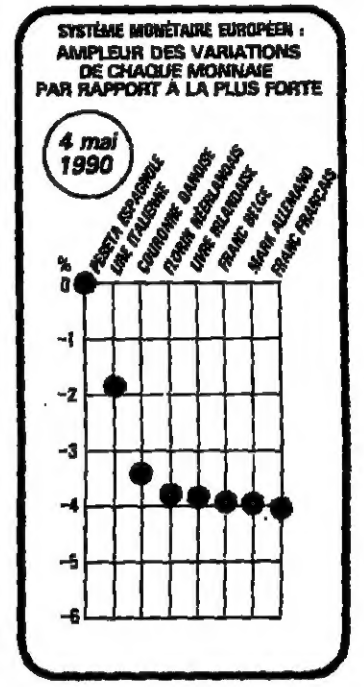
On sait que l'année 1989 a été plutôt dure pour le SVT en raison de la hausse des rendements qui, souvent, dépréciaient les cours des OAT souscrites dans les heures ou les jours qui suivent l'adjudication, d'où les pertes fréquentes sur portefeuille. On sait, également, que cinq candidats au statut de SVT, actuellement « correspondants en valeurs du Trésor » attendent leur tour : la société de Bourse Allain-Bacot-Warburg, Bankers Trust, la Caisse centrale des banques populaires, la Caisse parisienne de récompte (CPR) et le japonais Nomura.

Autre émission, celle de la Banque européenne d'investissement (BEI), dirigée par le Crédit lyonnais pour 1,5 milliard de francs à 10 ans, 10 % nominal, 9,97 % en réel et 10,11 % avec la ristourne sur commission. Son placement s'effectue lentement, le rendement offert étant considéré comme un peu trop « tiré », et, surtout, les souscripteurs restant un peu indécis, comme il a été relevé plus haut.

Le franc français continue de faire belle figure, et le deutschemark évolue toujours autour de son pivot contre la devise française (3,33386 francs), même si c'est sans véritablement le franchir. Dans la presse internationale, les articles laudateurs pleuvent toujours. Ainsi, le Financial Times écrivait, dans son édition du jeudi 3 mai : « Le gouvernement a effacé les stigmates anciens, justifiés tout au long de la IV^e République et de manière intermittente au cours de la V^e, qui voulaient que l'insécurité de la France aille vers la dévaluation à l'égard de l'inflation. À la place, il a établi un nouveau postulat, celui que la France a acquis le droit d'être considérée comme un pays à devise forte ». La nouvelle baisse des taux intervenus en France le 26 avril, ainsi que celles décidées aux Pays-Bas, au Danemark et en Belgique, contribuent en tout cas à contenir la faiblesse du deutschemark en Europe.

Figurant parmi les devises du SMG qui affichent actuellement une santé éclatante, la lire n'a absolument pas souffert de l'annonce, le 27 avril, de la libéralisation totale des mouvements de capitaux effectués dans la péninsule. Mille lire s'échangent le vendredi 4 mai à Paris à 4,5810 francs contre 4,56780 francs une semaine auparavant.

F. L.



MATIÈRES PREMIÈRES

Fermeté sur le sucre

« Le marché manque de tendance. Il mériterait une bonne correction mais les cours restent fermes. » Ces propos tenus la semaine passée par l'un des stratèges français du sucre illustrent à merveille la situation ambiguë sur les grandes places de cotation. Les prix du « roux » se tiennent bien à New-York autour de 16 cents la livre tandis qu'à Londres, les investisseurs des 1 500 francs à Paris. « On pourrait parler des grands absents, proposait notre interlocuteur, évoquer les Soviétiques qui n'achètent pas, comme d'ailleurs les Chinois et les Indiens dont on attendait de grosses commandes ».

Pourquoi ces défections ? L'URSS a, semble-t-il, enregistré une récolte satisfaisante de betteraves. Malgré ses divergences avec Cuba, elle a maintenu l'accord qui la lie avec le régime castriste pour l'acquisition de 4 millions de tonnes de sucre. La production indienne est aussi supérieure aux prévisions et les autorités de New-

Delhi pourraient se satisfaire de petites quantités importées, plus tard au cours de la campagne. Côté chinois, c'est le mystère total.

Dans ces conditions, il peut en effet paraître surprenant de voir les cours mondiaux afficher une certaine fermeté. En réalité, plusieurs éléments sont considérés comme « haussiers ». En premier lieu, on s'achemine pour la cinquième saison consécutive vers un déficit d'un million de tonnes de l'offre sur la demande. Les stocks internationaux ne représentent plus qu'un petit tiers de la consommation mondiale et les perspectives sont minces de voir la production augmenter sensiblement au cours de la prochaine campagne.

Une hausse très modérée

Selon le négociant en sucre onest-allemand, les surfaces emblées en betteraves sucrières dans la Communauté pour 1990-1991 devraient augmenter de 3,2 %, « une hausse très modérée au regard des probables tensions sur le marché mondial », précise la dernière lettre de conjoncture de cette société. Les prévisions du Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre (FIRS) sont moins optimistes : elles situent l'augmentation des surfaces plantées à + 1,6 %. La superficie emblavée devrait progresser de 10 % en France, mais diminuer de 10 % en Italie et de 12 % en Grèce. Au total, le FIRS annonce pour 1990-1991 une récolte européenne

de 14,012 millions de tonnes, en légère baisse sur la récolte de la précédente campagne (14,334 millions de tonnes).

Un autre élément de soutien du marché provient des États-Unis qui ont procédé fin avril, pour la quatrième fois depuis septembre, à une augmentation de 10 % de leur quota d'importation de sucre (soit +250 000 tonnes) en provenance des pays latino-américains. Washington a profité de cette occasion pour réaffirmer un contingent de 54 000 tonnes au Nicaragua, en signe de bienveillance à l'adresse de la nouvelle présidence de ce pays. Mme Violeta Chamorro, la présidente intérieure américaine a été touchée par deux fois ses consœurs, obligeant les industries à s'approvisionner davantage à l'extérieur.

De l'avis des professionnels, le marché du sucre est une équation à deux inconnues : la position future des pays de l'Est et celle du Brésil dont la politique d'exportation est actuellement redéfinie par les nouvelles autorités au pouvoir. S'agissant du Brésil, il est clair que la production de sucre est amputée par les besoins de l'industrie automobile en alcool. Ce carburant continue de manquer alors qu'une bonne moitié du parc des voitures circulant dans ce pays sont conçues pour fonctionner avec cette énergie verte. Cette raison s'ajoute aux autres pour expliquer la « fermeté endormie » du sucre.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 4-5
Calves h. g. (Londres) Trois mois	1 538 (- 3) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 511 (- 13) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 908 (+ 100) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Avril	2 430 (- 189) Francs/tonne
Café (Londres) Mai	638 (- 23) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 261 (+ 16) Dollars/tonne
HS6 (Chicago) Mai	377 (+ 7) Cents/boisseau
Malt (Chicago) Mai	287 (+ 7) Cents/boisseau
Soy (Chicago) Mai	181,18 (- 3,5) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Promotion Voyage
3615 VOYAGEL

هكذا من الأصل

Baisse des ventes d'automobiles en avril

Fort recul de Renault

Le marché français des voitures particulières a baissé de 6,5 % en avril dernier par rapport à avril 1989, avec 193 800 véhicules immatriculés contre 206 117, selon les estimations provisoires du comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Le mois d'avril, en outre, a été nettement plus mauvais pour les constructeurs français, qui ont enregistré une chute de 11,3 % par rapport à avril 1989 alors que les importateurs étrangers, une fois de plus, tirent leur épingle du jeu avec une hausse de 2,6 % de leur ventes, accaparant ainsi 38,2 % du marché.

La chute a été particulièrement sensible pour Renault qui, avec 52 200 immatriculations de voitures particulières, recule de 22,6 % en avril 1990 par rapport à avril 1989 avec un taux de pénétration de 27,1 %. Le recul s'explique en partie par l'attente des clients de la nouvelle Clio remplaçant de la RS. Peugeot recule de 3,5 % avec un taux de pénétration de 22,2 %, tandis que Citroën gagne 7,3 % avec une part de marché de 12,6 %. Au total PSA a pourtant vendu 0,2 % de voitures de plus que l'an passé.

Le débat de censure du 9 mai

M. Mauroy serait l'orateur de la majorité contre la motion RPR-UDF-UDC

Le débat sur la motion de censure déposée par le RPR, l'UDF et l'UDC pour condamner l'immunité des hommes politiques accusés de délits en rapport avec le financement des partis ou des campagnes électorales, aura lieu mercredi 9 mai en fin d'après-midi à l'Assemblée nationale. Outre l'intervention du premier ministre, M. Michel Rocard, est prévue celle de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui pourrait être le porte-parole du groupe socialiste contre la motion.

M. Raymond Barre a annoncé, vendredi 4 mai, qu'il votera la motion de censure déposée par les trois groupes de l'opposition pour protester contre la loi d'amnistie. « Bien que j'aie voté l'amnistie et que je déplore l'hypocrisie générale dans laquelle se déroulent les débats actuels à ce sujet, explique l'ancien premier ministre, je voterai la motion de censure. J'entends marquer ainsi ma profonde désapprobation de la manière dont est appliquée la loi d'amnistie, à l'in-

verse de ce qui avait été prévu. » M. Barre ajoute qu'il espère « vivement que le gouvernement engagera très rapidement une réforme de la Constitution dans le domaine de la justice, comportant notamment la suppression de la Haute Cour de justice, l'abolition des immunités qui protègent les élus, et l'institution de dispositions assurant une totale indépendance de la justice. »

Dans son édition du samedi 5 mai, l'Humanité, organe central du PCF, laisse entendre, en première page, que les députés communistes ne sanctionneront pas le gouvernement. « La loi scélérates, écrit le quotidien, combattue par tout le groupe communiste, n'existe que parce que le Parti socialiste l'a proposée et parce que la droite lui a assuré une majorité. Elle soulève écoeurement et colère. Alors que la droite manœuvre aujourd'hui avec une motion de censure qui n'aura aucun effet, le bureau politique du Parti communiste propose d'en finir avec de telles pratiques. »

Des zones d'aménagement et d'urbanisation vont être créées en Ile-de-France

Au terme d'un décret paru au Journal officiel du 5 mai et signé par huit ministres dont M. Michel Rocard, le code de l'urbanisme va être modifié pour pouvoir créer des zones d'aménagement différé (ZAD) en Ile-de-France. Ces périmètres serviront à canaliser les prochains projets d'urbanisme et de développement et à contenir la spéculation foncière.

A certaines conditions, des ZAD pourront être créées dans les communes des arrondissements de Meaux et Melun (Seine-et-Marne), dans les communes du département des Yvelines, dans celles de l'arrondissement d'Evry et de Palaiseau (Essonne), dans l'arrondissement du Raincy (Seine-Saint-Denis) et dans toutes les communes du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

Ces procédures de création de ZAD font partie du « plan Rocard » pour l'Ile-de-France mais sont contestées par le conseil régional, que préside M. Pierre-Charles Krieg.

Les relations irano-américaines

Téhéran attend de Washington « des actes et non des mots »

Téhéran estime que les dernières déclarations du président américain George Bush démontrent qu'il a « réalisé son erreur », mais attend de Washington « des actes et non des mots » pour que se poursuive le processus de libération des otages : c'est ce qu'a indiqué, samedi 5 mai, le Téhéran Times qui reflète généralement le point de vue du président iranien Rafsanjani.

Le journal estime que M. Bush - qui s'était jusqu'à présent déclaré opposé à tout geste en faveur de l'Iran tant que tous les otages américains au Liban ne seront pas libérés - « essaie de réparer les actions nuisibles du département d'Etat et du Congrès ». Le journal se réfère au rapport du département d'Etat faisant signer l'Iran parmi les pays soutenant le terrorisme et à l'adoption par les deux chambres du Congrès de textes reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. « Ce qui est nécessaire maintenant, ce sont des actes et non des mots », poursuit le Téhéran Times, qui ajoute : « Si les mots peuvent être traduits en pratique alors et alors seulement les musulmans du Liban reprendront leurs gestes de bonne volonté. »

Il est cependant fort probable que les résultats de l'enquête ouverte par les magistrats suisses au sujet de l'assassinat de Kazem Rajavi, le frère du chef des Moudjahidines ne finissent par alourdir le dossier de Téhéran en matière de terrorisme. Le juge d'instruction qui s'occupe de l'affaire a en effet confirmé l'information selon laquelle ce sont bel et bien deux ressortissants iraniens, Yaddollah Samadi, trente-trois ans, et Mohamed Said Rezvani, trente-quatre ans, qui sont recherchés pour l'assassinat de l'opposant iranien. Il est acquis que les deux suspects avaient logé à l'hôtel Longchamp, habituellement utilisé par les membres de la mission diplomatique iranienne auprès des agences des Nations Unies à Genève. (AFP, Reuters)

M. Philippe Sigogne élu président de l'association des conjoncturistes européens

M. Philippe Sigogne, quarante-sept ans, directeur des diagnostics à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), a été élu vendredi 4 mai président de l'AJECE (Association des instituts européens de conjoncture économique), réunie à Paris. Cette association regroupe une quarantaine d'instituts de recherche économique européens (y compris, depuis plusieurs années, de certains pays de l'Est).

L'actualité offrait une matière surabondante à ces experts qui suivent - et tentent d'anticiper - l'évolution économique. Les instituts allemands se sont montrés relativement optimistes sur l'avenir de l'union économique et monétaire interallemande. Le DIW berlinois - faut-il s'en étonner ? - s'est montré plus confiant

que l'IFO de Munich sur les capacités de la RFA à « digérer » la RDA, mais aucun des cinq instituts (contrairement à leurs correspondants étrangers) ne juge nécessaire une hausse de la fiscalité ouest-allemande pour financer le coût de la réunification.

Les instituts des pays de l'Est ont tenu chacun à « marquer leur différence ». Il est clair qu'ils devront se débrouiller tout seuls, avec une aide très limitée des pays occidentaux. L'ouverture trop brutale, de tuer les industries les plus avancées à l'Est pour ne laisser subsister que les industries de base dont les produits seront bradés contre des devises.

S. Gh.

Un Eurotrain vers l'Est

Prague sans chef de gare

Mais les communistes - toujours eux - ont noyé la Belle Epoque sous des superstructures rationnelles, des carrelages de granit gris, des spots, bref, de vrais halls de gare. Ils ont également fait passer sous les ailes d'or du dôme l'autoroute à trois voies qui transperce le cœur de Prague. Les esthètes soupirent qu'il faudra « changer cela aussi ». On n'en finit pas, à Prague, de découvrir de nouvelles révolutions à faire.

C'est une gare chatoyante. On y fête encore, sur une affiche de 1988, les soixante ans du premier téléphérique tchèque. On y trouve en même temps le premier distributeur de préservatifs. Le musée est toujours en vigueur sur les panneaux de signalisation, mais la poupée Barbie du guichet d'information refuse désormais de le parler.

Les nouveaux journaux, tous farouchement indépendants, se vendent à la criée et la « démocratie » résonne entre les pas perdus. Pendant que la moitié de la ville signe, place Venceslas, à deux cents mètres de là, une pétition réclamant poliment la restitution des biens expropriés par les communistes pendant quarante-deux ans, Bulvar, journal satirique, demande si le PC aura le prix Nobel qu'il mérite. Malgré tout, Anna, la cuisinière slovaque en pension de veuve, qui se prépare à passer douze nouvelles heures de train sur une banquette, trouve que « les gens pensent toujours pareil ». Elle n'avait jamais

entendu le nom de Václav Havel avant la révolution, et elle sait seulement que là-bas, à Zvolen, il n'y a toujours ni chocolat ni raisins secs.

« Tout change, n'est-ce pas ? »

Selon une de ces affiches de circonstance, en période révolutionnaire, l'« armée bleue » des travailleurs du chemin de fer soutient le Forum civique. Les escadrons, en tout cas, n'ont pas marché depuis un certain temps, et les mégots s'incrustent dans les marches. Les billets de carton rose sortent d'un juke-box rouge et jaune. Les indicateurs ont la taille d'un missile et les sons remplis d'horaires tapés à la machine.

Il n'y a plus de chef de gare, mais il faut bien un responsable. Dans la salle de contrôle des aiguillages, Jan Pecka assure aujourd'hui l'intérim. Des chevaux longs, une chaîne en or et un Bic jaune, il passe un mauvais moment dès qu'on aborde des « questions politiques ». Dès qu'on quitte, autrement dit, le terrain, pourtant pas moins épineux, des mérites comparés des locomotives Skoda et de l'Eurotrain 90, qui est arrivé en une nuit de Varsovie, alors qu'il faut onze heures pour se rendre en Slovaquie.

Saint Václav est là, dans le bureau, canonisé entre le mobilier vert et le vermillon rouille, bien que le culte du portrait ne soit plus officiellement obligatoire. Oui, soupire Jan Pecka, le directeur général des chemins de fer a

également été remplacé. Par un ancien directeur, d'ailleurs, qui est tout simplement revenu. Oui, un syndicat des travailleurs du chemin de fer vient de se former. Son nom reste imprécis. Qu'importe, de toute façon, il en changera. Nouveau soupir : « Tout change, n'est-ce pas ? »

La seule révolution qui semble, enthousiasmer, en fait, le chef de gare par intérim est l'augmentation générale des tarifs. Il faut le comprendre : le prix du billet n'a pas varié d'une couronne depuis 1945. Il est question pour l'instant d'une augmentation de 80 %, mais le gouvernement n'a pas tranché sur les modalités de ce grand bond en avant.

Dehors, côté parking, les Pragois de retour de la campagne attendent un taxi, murguerites à la main, et les touristes allemands s'endorment dans leur camping-car. Dehors, côté jardin, on colle les premières affiches pour la campagne électorale des législatives des 8 et 9 juin. On réclame l'interdiction de l'avortement ou du Parti communiste, puis on joue de la guitare et on s'endort sur un banc.

Un reste de 1^{er} mai défile avec des cris de soldats qui ont enfin atteint la quille : c'était le premier jour de Fête du travail sans travailleurs conquis sous les banderoles. La police suit les ténards à la trace dans l'allée piétonnière, avec une voiture et un berger allemand qui hurle dans le coffre arrière. Car il reste quelques exécutants qui n'aiment guère le changement. CORINNE LESNES

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quarante ans, la naissance de la Communauté européenne..... 2

ÉTRANGER

La rencontre Mitterrand-Thatcher. Un renforcement de la coopération militaire..... 4

Le pape au Mexique..... 6

POLITIQUE

M. Chirac et l'extrême droite. Offensive du RPR contre toute « concession »..... 7

La loi sur le crédit-formation. M. Solson a obtenu le renfort de députés non-inscrits et de l'opposition..... 7

SOCIÉTÉ

Les recherches sur le cerveau. Des scientifiques de Montpellier réussissent à transplanter chez un singe des cellules de la moelle épinière..... 9

La révolte des terroristes français. Les mécontents occupent la mairie de Nîmes..... 10

CULTURE

Le vingtième siècle de Georges Condo. Picasso, Klee, tous les peintres se retrouvent dans l'œuvre de cet artiste-conservateur de trente-trois ans..... 11

Les jeux de l'amour de Gérard Frot Coutaz. Dans son second film, Après-après demain, le réalisateur français tisse les relations amoureuses, avec Anémone et Simon de la Brosse, surprenants..... 11

RÉGIONS

■ PÉRIQUEUX : encourager les créateurs d'entreprise. ■ LYON : les projets de Pathé Cinéma. ■ NANCY : l'installation de RTL-Télévision..... 14

ÉCONOMIE

L'aide aux pays asiatiques. La Chine et l'Inde ne pourront pas bénéficier de l'aide de la Banque asiatique de développement..... 15

L'ONU et les pays en voie de développement. Fin de session à New-York : développement et démocratie à l'Est comme au Sud..... 15

Revue des valeurs..... 16

Crédits, changes, grands marchés..... 17

Services

Abonnements..... 2
Météorologie..... 13
Moto croisée..... 10
Radio-Télévision..... 13
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 mai 1990 a été tiré à 545 775 exemplaires.

En attendant la reprise des commandes militaires

Thomson-CSF veut se diversifier dans le civil

Le président de Thomson 8 qui présentait jeudi 3 mai les résultats de Thomson-CSF, la filiale spécialisée dans l'électronique de défense du groupe français - reste confiant quant à l'évolution du marché militaire, actuellement en pleine ébullition pour cause de détente internationale. M. Alain Gomez, qui table pour 1990 sur une nouvelle baisse du résultat net de Thomson-CSF (pour l'exercice 1989 le bénéfice net s'est replié de 11 % à 2.634 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 33,6 milliards de francs), s'attend en effet à un « retournement de marché vers 1993 ».

« Même si la nouvelle donne des rapports internationaux devait se confirmer, un équilibre sera trouvé, favorisé à tous les systèmes électroniques de défense », a déclaré M. Alain Gomez. En attendant cette reprise, Thomson-CSF - dont le carnet de commandes au 1^{er} janvier 1990 est, pour la première fois de son histoire, tombé au-dessous de deux ans de chiffre d'affaires - entend intensifier sa diversification dans les activités civiles : contrôle aérien, simulation, service informatique et télécommunications.

A Paris

L'abbé Pierre au secours des squatters expulsés

Les trois cents personnes, dont un grand nombre d'enfants, qui ont été expulsées par la police, mercredi 2 mai, des deux immeubles du 11^e et du 20^e arrondissement où elles vivaient en squatters, viennent de recevoir le soutien de l'abbé Pierre. Celui-ci se déclare « profondément scandalisé » et demande au préfet de Paris d'« exercer d'urgence son droit de réquisition de logements vides pour le logement définitif des expulsés ». Il demande également que soient encouragés les maîtres d'ouvrage publics et associatifs « pour réaliser dans Paris des micro-logements de vie-habitat et des hôtels meublés sociaux ».

Par ailleurs, M. Jacques Féron, maire CNI du 19^e, a annoncé, vendredi, qu'il cessait, avec ses adjoints, d'assurer les missions administratives en raison de la présence depuis une semaine devant les accès de la mairie de quatre expulsés d'un hôtel meublé de la rue Petit. « Cette décision, a-t-il dit, aura pour effet dès lundi de rendre impossibles la célébration du 8 Mai ainsi que la célébration des mariages, et ceci jusqu'à ce que le ministre de l'Intérieur (...) ait pris les dispositions nécessaires pour permettre un accès normal à la mairie. »

EN BREF

■ Grève du Syndicat du Livre CGT à Lyon. - Tous les quotidiens, à l'exception du Monde, étaient absents des kiosques lyonnais, samedi 5 mai, à la suite d'une grève surprise du Syndicat du Livre CGT. Totallement paralysée, l'imprimerie du groupe Herson, à Chassieu, n'avait pu assurer la parution du Progrès de Lyon, de Lyon-Matin et de Lyon-Figaro, tandis que le centre d'impression d'Irigny était dans l'impossibilité de fabriquer les quotidiens nationaux qui y sont habituellement réalisés (l'Equipe, Lyon-Libération, l'Humanité, etc.). La presse, en revanche, était normalement distribuée à Saint-Etienne et à Grenoble.

■ Canal Enfants candidate au septième réseau. - Canal Enfants, chaîne cryptée qui doit être diffusée sur le satellite TDF 1, « dispose d'un dossier de candidature les 19 ou 21 mai aux vingt-trois fréquences disponibles actuellement sournées à l'appel d'offres », a annoncé, vendredi 4 mai, son président François Jouven (le Monde du 5 mai). Cette décision, a-t-il précisé, a été prise « en accord avec les conseils d'administration de Canal Enfant et de Canal J », les deux chaînes étant destinées au même public jeune et ayant plusieurs actionnaires en commun. M. Jouven affirme d'ailleurs que le rapprochement prévu entre ces deux chaînes se fera et que « Canal J entrera dans le capital de

Canal Enfants à hauteur de 25 % ».

■ Le groupe Peïge se diversifie dans le cinéma. - Le groupe Peïge a annoncé, vendredi 4 mai, qu'il allait se diversifier dans le cinéma, comme l'ont fait avant lui deux autres groupes français du BTP (bâtiments-travaux publics) : Bouygues, Pierre et Vacances. Peïge, qui disposait déjà d'un pôle « communication » autour de Hausmann Communication, vient de créer une filiale - Line productions - dont il détient 67 % du capital aux côtés du producteur Christian Bel. Pour son premier film, cette société a choisi de coproduire Spectres de Stick Films International et de Cinévidéo Plus, « Une étoile pour deux », un film avec Laurent Bécail et Anthony Quinn, consacré à une histoire d'amour dans une maison de retraite.

GLOBE DE MAI MITTELEUROPA LA RENAISSANCE PAR CLAUDIO MAGRIS